



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES

Perspectives stratégiques 2023-1



RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES 2023-1

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Nice Côte-d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Table des matières

PRÉFACE : L'EUROPE ET SON SUD : L'ORAGE APPROCHE	9
LES ÉDITOS : RETOUR SUR LE PREMIER SEMESTRE 2023	15
NOS ARTICLES.....	35
PREMIÈRE PARTIE : RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES AU MOYEN-ORIENT ET AU MAGHREB	37
QUEL AVENIR POUR LES KURDES DE SYRIE ?	38
LES ÉTATS-UNIS, L'ARBITRE D'UNE GUERRE ENTRE ISRAËL ET L'IRAN ?	59
VERS UN RÉALIGNEMENT GÉOPOLITIQUE DU MOYEN-ORIENT AU DÉTRIMENT DES ÉTATS-UNIS ?.....	70
FACE À LA DÉRIVE AUTORITAIRE DE KAÏS SAÏED, QUEL RÔLE POUR L'APPAREIL SÉCURITAIRE TUNISIEN ?	84
LE RETOUR DE LA SYRIE DANS LA LIGUE ARABE, SIGNE DES RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES AU MOYEN-ORIENT.....	100
QUE PENSER DES RELATIONS ENTRE LES ÉMIRATS ARABES UNIS ET LA RUSSIE ?	112
MADRID, PARIS, BERLIN, ROME ET BRUXELLES : L'EUROPE ÉCARTELÉE ENTRE L'ALGÉRIE ET LE MAROC	129
COMMENT COMPRENDRE LA POURSUITE DE LA VAGUE DE MANIFESTATIONS EN ISRAËL	148
DEUXIÈME PARTIE : ENJEUX MARITIMES	159
LOGIQUE DE BLOCS ET GESTICULATIONS MILITAIRES EN ASIE DU NORD.....	160
L'EUROPE ET LA MÉDITERRANÉE : LIGNE DE VIE OU NŒUD COULANT ?	172
LE RÉARMEMENT NAVAL EN MÉDITERRANÉE.....	181
MANIFESTATION ET ENJEUX DE LA TERRITORIALISATION DES ESPACES MARITIMES EN MÉDITERRANÉE	197
LA MÉDITERRANÉE AU DÉFI DES NOUVEAUX ENJEUX D'UTILISATION DE L'ESPACE MARITIME.....	205
LES ENJEUX POUR LA FRANCE RELATIFS AUX FONDs MARINS EN MÉDITERRANÉE.....	216
DÉBATS.....	225
LA FRONTIÈRE EUROPÉENNE MÉRIDIONALE	
DIALOGUE AVEC PASCAL AUSSEUR, PASCAL ORCIER ET CATHERINE WIHTOL DE WENDEN	226

PRÉFACE : L'EUROPE ET SON SUD : L'ORAGE APPROCHE

La réorganisation du Monde poursuit son cours et le premier semestre 2023 a permis d'observer la mise en place progressive du nouvel ordre international qui se dessine, y compris dans notre zone d'intérêt.

Ce début d'année a ainsi confirmé la polarisation du monde, structurée par la compétition entre la Chine et les États-Unis pour la position de première puissance mondiale qui permettra à son détenteur d'imposer ses normes, d'influencer les décisions globales et de conforter ses intérêts.

La Chine s'affirme à mesure qu'elle a le sentiment de se rapprocher de cet objectif et sa diplomatie se fait de plus en plus agressive. Sa stratégie s'oriente vers deux directions : agréger autour d'elle le Sud et renforcer son rapport de force face à l'Ouest. Face au Sud dont elle revendique le leadership, elle sait être subtile et profiter des opportunités. La façon dont la Chine a récupéré les discussions menées de longue date entre l'Iran et l'Arabie Saoudite pour superviser leur conclusion et chapeauter leur signature en mars dernier l'illustre à merveille. Sa force de frappe vers les pays en développement s'appuie sur sa capacité à vendre des produits de bonne qualité à faible coût et à prêter sans limite grâce au surplus commercial qu'elle génère grâce aux occidentaux. Face à l'Amérique, la Chine est désormais sans fard et n'hésite pas à durcir le ton pour l'impressionner et la faire reculer sur l'emploi de son arme la plus efficace : les restrictions d'exportation des technologies et en particulier des semi-conducteurs.

Car les Américains ont bien compris que le découplage commercial entre les deux puissances qu'ils souhaitent mettre en place prendra du temps et qu'un embargo sur la technologie occidentale affaiblira la dynamique de domination chinoise, économique et militaire. L'Europe fait l'objet, quant à elle, d'une alternance de signes de bienveillance et de menaces à peine voilées destinés à lui faire choisir le bon camp.

Ce combat de Titans qui marque la fin de la dynamique d'occidentalisation du Monde initiée il y a deux siècles, ouvre des espaces de manœuvre pour les autres États, petits ou grands, qui ont des ambitions internationales : c'est le retour de la géopolitique.

Si la guerre en Ukraine entraîne mécaniquement un alignement fort des Européens sur les États-Unis, principaux remparts face à la menace russe, tel n'est pas le cas des puissances du Sud qui plébiscitent la diplomatie à la carte, théorisée par le ministre indien des affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar sous le concept de multi-alignement. La désoccidentalisation en marche offre aux pays du Sud les opportunités de choisir les orientations politiques, économiques ou sécuritaires qui leurs semblent les plus adaptées. Cette généralisation des politiques à *la carte* est un défi pour les occidentaux, en particulier pour les Européens qui avaient pris l'habitude de régenter le monde en s'appuyant sur un magistère moral désormais inopérant. Nous devons réapprendre à dialoguer et négocier avec des États – et des sociétés – qui s'identifient désormais comme différents, sans que cette différence impose d'ailleurs un antagonisme que nos compétiteurs les plus virulents (Russie, Chine, Turquie) tentent de susciter.

Notre capacité à proposer un nouveau mode d'interaction, plus attractif, avec « le Sud Global » sera déterminante pour éviter de le voir se précipiter dans l'alternative que représente la Chine. Le succès des initiatives comme l'Organisation de coopération de Shanghai (l'Iran est devenue membre en juillet) ou les BRICS (l'Algérie, l'Argentine et l'Iran ont postulé, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Égypte et l'Afghanistan ont déclaré leur intérêt) montre que la compétition sera rude.

Cette évolution est particulièrement sensible dans le voisinage sud de l'Europe. L'invasion russe de l'Ukraine n'a fait qu'ajouter de la tension à une région frappée structurellement par les tensions internes, les rivalités géopolitiques et le ressentiment à l'égard de l'Europe.

Sur ce dernier sujet ce semestre a été particulièrement révélateur : la demande de départ des forces militaires françaises du Burkina Faso, le diktat azerbaïdjanais forçant le gouvernement arménien à négocier avec son adversaire faute de soutien européen, l'accord irano-saoudien sous l'égide chinoise, l'invitation de Bachar El Assad au sommet de la Ligue arabe à Djeddah, la nette victoire de Recep Tayyip Erdogan sur un programme islamo-nationaliste, le retrait des forces émiriennes de la force maritime pilotée par les États-Unis dans le golfe persique, la posture anti-française adoptée par le président algérien Abdelmadjid Tebboune ou le discours anti-occidental de son homologue tunisien Kaïs Saïed ont été les illustrations de l'indifférence, voire de l'hostilité de la rive sud à l'égard des positions occidentales et européennes.

Notre voisinage est donc en ce milieu d'année 2023 plus tendu et plus anti-occidental qu'en janvier. Il est cependant, paradoxalement, moins instable et d'une certaine façon plus

prévisible. L'influence chinoise d'une part, qui recherche la stabilité nécessaire à ses objectifs économiques et énergétiques, le statu quo des combats en Ukraine de l'autre, qui rappelle l'incertitude de la guerre et de son déroulement, sont des facteurs dissuasifs pour les chefs d'États tentés par une aventure militaire.

Les planificateurs en Algérie vis-à-vis du Maroc, en Turquie vis-à-vis de la Grèce ou en Israël vis-à-vis de l'Iran ont certainement réévalué leurs options. Cette atmosphère de prudence est cependant fragile. Une rupture dans les équilibres stratégiques pourrait changer les perceptions et favoriser les fuites en avant.

Un recul brutal des forces ukrainiennes, un changement de stratégie aux États-Unis, une guerre à Taiwan ou une déstabilisation sociétale dans un pays européen ou en Israël par exemple, pourraient donner des arguments favorables aux initiatives agressives.

L'Europe et la France ne peuvent pas ignorer ces bouleversements qui structurent progressivement la scène internationale et notre environnement direct, désormais fortement désoccidentalisé.

Nous devons réfléchir d'urgence à une nouvelle forme de relation avec notre Sud : plus équilibrée elle devra mieux respecter les spécificités culturelles, sociétales et politiques de nos partenaires, plus lucide elle devra relever le gant des rapports de force et défendre plus clairement nos intérêts, plus efficace elle devra privilégier l'amélioration des conditions de vie des populations, plus généreuse enfin elle devra s'attacher à réduire le décalage de niveau de vie entre les deux mondes qui s'éloignent et sont pourtant géographiquement si proches.

Une réflexion doit être menée pour identifier des propositions concrètes et la FMES entend y participer. La deuxième édition des Rencontres stratégiques de la Méditerranée organisée à Toulon les 9 et 10 novembre prochains sera une excellente occasion d'avancer dans ce débat. Vous y êtes les bienvenus.

Le 19 juillet 2023

Pascal AUSSEUR
Directeur général de l'institut FMES

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of vertical lines and a horizontal stroke, positioned below the name and title.

LES ÉDITOS : retour sur le premier semestre 2023

Janvier

Toute l'équipe de l'institut FMES vous souhaite une excellente année 2023 ! Encouragés par votre fidélité, nous continuerons d'accroître la visibilité de l'Institut et contribuerons ainsi à sensibiliser nos concitoyens aux enjeux stratégiques de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire à la seconde édition des Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMed) qui se dérouleront à Toulon au Palais Neptune les 9 et 10 novembre 2023. Ce rendez-vous géopolitique reste une occasion exceptionnelle de croiser les regards géopolitiques, opérationnels et industriels sur le monde qui nous entoure et qui change rapidement. C'est pour cela que nous allons réactualiser notre Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient qui s'est imposé comme un outil de référence.

2023 promet d'être une année décisive pour cette vaste région qui recouvre le flanc sud de l'Europe et qui est cruciale pour l'avenir de notre continent. Ce sera également une année clé pour la Turquie où se dérouleront des élections générales législatives et présidentielles (toutes deux en mai) que l'actuel président R.T. Erdogan entend bien remporter une nouvelle fois, ne serait-ce que pour pouvoir présider en octobre les commémorations du centenaire de l'établissement de la République turque, sur les cendres de l'empire Ottoman. Rien ne paraît joué à ce stade, car si la situation socio-économique s'est considérablement dégradée, le président turc a su habilement neutraliser ses principaux rivaux politiques tout en imposant son pays comme un interlocuteur incontournable dans le contexte de la guerre en Ukraine ; il est parvenu à rester neutre, malgré son appartenance à l'OTAN, et à tirer profit de ses liens privilégiés avec la Russie, l'Ukraine, les États-Unis et le Royaume-Uni avec lequel il semble avoir développé une connivence qu'il faudra suivre avec attention. Dans

ce contexte incertain, il pourrait être tenté de faire des « coups » pour flatter le nationalisme turc et masquer ses difficultés intérieures.

À l'heure où l'on célèbre le 60e anniversaire de l'amitié franco-allemande, il serait donc opportun que la France et l'Allemagne (associées à l'Italie et à la Grèce) aient un dialogue approfondi sur leur politique à l'égard de la Turquie, que ce soit pour éviter la déstabilisation de Chypre et des Balkans (ces derniers font l'objet d'une étude par les auditeurs de la 33^{ème} sessions des SMHES), pour garantir une présence militaire dissuasive européenne en Méditerranée orientale et pour convaincre la Turquie de cesser de bloquer l'accession de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, face aux rodomontades du Kremlin, sans trop sacrifier les Kurdes.

La solidarité européenne est tout autant indispensable pour s'assurer d'une position cohérente face à la guerre en Ukraine. Rappelons-le : Vladimir Poutine a ouvert la boîte de Pandore. Au-delà des gains par ricochets pour les États-Unis et la Chine, ce conflit a valeur de test pour l'Union européenne. Car si le Kremlin l'emporte, tous ceux – dont de nombreux autocrates – qui ont de vieilles querelles à régler avec leurs voisins ou leurs rivaux pourraient être tentés de recourir sans plus d'hésitation à la force armée pour faire prévaloir leurs revendications. A fortiori pour ceux qui nourrissent frustration et mépris à l'encontre des Européens qui paieraient cher une posture de faiblesse. À cet égard, la livraison de chars occidentaux modernes à l'Ukraine n'a pour l'instant qu'une valeur symbolique et doit être relativisée ; pour peser sur le sort des opérations, il faudrait que ces chars se comptent en centaines, et non pas en dizaines. Mais elle transmet deux messages : en cas d'offensive russe majeure, les États-Unis et l'Union européenne compenseront les pertes ukrainiennes ; la prochaine grande offensive, qu'elle émane de Kiev ou de Moscou,

ciblera probablement une zone non-urbaine où les chars lourds appuyés par une artillerie performante font la différence.

En ce début 2023, cinq crises affectant les rives sud et est de la Méditerranée restent susceptibles d'impacter directement la sécurité des Français et des Européens : 1) les tensions entre le Maroc et l'Algérie qui ne faiblissent pas et concernent indirectement la France à travers la tentative de rapprochement Macron-Tebboune et le scandale de corruption marocaine à l'assemblée européenne dans le sillage du Qatargate ; 2) la déstabilisation de la bande sahélo-saharienne accentuée par les prises de gages de la Russie dans cette zone, qui pousse les djihadistes et certaines minorités à étendre leurs actions plus au nord accentuant les risques migratoires ; 3) une intervention militaire turque majeure en Syrie au détriment des Kurdes (lire notre article du mois) qui entraînerait davantage de réfugiés en direction de l'Europe ; 4) la posture extrémiste du nouveau gouvernement ultra-nationaliste religieux de Benjamin Netanyahu qui pourrait déclencher une nouvelle Intifada entre Palestiniens et Israéliens, mais aussi accroître les risques d'affrontements entre Israël et le couple Hezbollah-Iran, avec les risques d'importation de la violence au cœur même de l'Europe ; 5) les tensions persistantes en Iran qui ne vont certainement pas ressusciter l'accord nucléaire iranien, désormais mort et enterré, mais qui peuvent accentuer les luttes de pouvoir au sommet de l'État.

Parvenu au seuil nucléaire, le pouvoir iranien ne le franchirait sans doute que dans trois circonstances : s'il était directement attaqué par les États-Unis ou/et par Israël ; en cas de prise du pouvoir par des pasdarans ultranationalistes qui pourraient avoir besoin de compenser leur absence de légitimité religieuse par la légitimité que leur conférerait la possession de la bombe atomique ; en cas de

victoire de Donald Trump ou d'un ultra-Républicain à la Maison Blanche en novembre 2024. En l'absence de provocations américaine et israélienne et à moins de l'éviction assez improbable du clergé, l'Iran ne devrait donc pas franchir le seuil nucléaire cette année. Dès lors, le débat stratégique à Washington se pose dans les termes suivants : les partenaires des États-Unis dans la région, à commencer par les monarchies du Golfe, vont-ils se rapprocher toujours plus de Pékin ? Et comment éviter cela ?

Vous pouvez compter sur la FMES pour vous aider à décrypter tous ces sujets au cours de l'année.

Février

Il y a un an exactement, la Russie envahissait l'Ukraine, déclenchant une guerre qui s'est enlisée et menace de durer des années. Contre toute attente, l'Ukraine est parvenue à résister grâce au courage exceptionnel et à la combativité impressionnante de sa population et de ses dirigeants, mais aussi grâce à l'aide occidentale, notamment dans le domaine du renseignement sans laquelle le Kremlin serait parvenu à ses fins. Par bien des aspects, cette guerre présente de plus en plus de similitudes avec la Première Guerre mondiale, mais aussi avec la guerre Iran-Irak (1980-88) oubliée des commentateurs. Elle illustre à la perfection l'antique maxime de Salluste selon laquelle « il est toujours facile de commencer une guerre, plus difficile de la terminer ». Il est difficile de déterminer quand et où se terminera ce choc des volontés clausewitzien entre deux pays qui souffrent, mais on peut prédire que son issue déterminera le positionnement d'un nouveau rideau de fer qui séparera la Russie de l'Europe pour de longues années.

Par ses conséquences multiples (alimentaires, énergétiques, politiques et stratégiques), la guerre en Ukraine a affecté bien évidemment l'Europe, mais également le Moyen-Orient et l'Afrique, véritable front indirect de Poutine à l'égard de l'Europe, avec la percée du groupe russe Wagner et la diffusion spectaculaire du sentiment anti-Français. Elle concerne également l'Extrême-Orient comme en témoigne l'article du mois consacré aux gesticulations militaires et balistiques en Asie du Nord. De nombreux autocrates ne se sont toujours pas positionnés, attendant de savoir qui l'emportera. Quel que soit le prochain « coup » de Vladimir Poutine (nouvelle offensive, bombardements de terreur par missiles balistiques, annexion de la Biélorussie, essai nucléaire, actions de déstabilisation des pays occidentaux...), un

point paraît acquis : les deux principaux bénéficiaires de cette guerre devraient être les États-Unis qui ont redoré leur blason, se sont réaffirmés en défenseurs du monde libre et ont relégitimé leurs services de renseignement, et la Chine qui s'impose comme un acteur incontournable et tente de présenter une posture d'équilibre apte à séduire le Sud ; l'empire du Milieu pourrait bien vassaliser encore plus vite une Russie affaiblie et isolée sur la scène internationale, après avoir étendu son emprise sur une partie de l'Asie, de la Corne de l'Afrique et du Moyen-Orient.

Quant à l'Union européenne, cette année de guerre pourrait avoir le mérite de sonner le tocsin, de la réveiller de son apathie et de lui montrer le monde tel qu'il est et non pas tel qu'elle aurait voulu qu'il soit. En France, chacun a compris l'utilité de disposer d'une armée robuste et bien entraînée, d'une industrie de défense compétitive et de qualité, de stocks de munitions suffisants, et d'une industrie nucléaire capable de suppléer les carences, et parfois l'incurie d'un marché de l'énergie qui n'était pas organisé pour faire face à des défis de cette ampleur. L'horloge stratégique tourne vite cependant et il est temps pour notre pays, dans le prolongement de la revue Nationale Stratégique, de structurer une politique face aux évolutions qui tendent à nous marginaliser. La France, pays occidental, européen mais également du sud par son Outre-mer, présente une singularité stratégique qu'elle doit revendiquer.

Dans ce contexte, notre conférencière du mois rappelle l'importance essentielle de l'aéronautique et du contrôle de la troisième dimension. Il est donc crucial que l'Union européenne et la France continuent de soutenir l'Ukraine pour dissuader tous ceux qui rêvent d'imiter Vladimir Poutine, et pour prendre le relai des États-Unis lorsque ceux-ci, lassés, estimeront la Russie suffisamment affaiblie pour porter leurs efforts ailleurs.

Début février, deux tremblements de terre ont dévasté le sud de la Turquie à la frontière syrienne. Au-delà du drame humain, cette double catastrophe aura un impact politique et géopolitique car elle survient trois mois avant des échéances électorales cruciales. Le président turc R.T. Erdogan, affaibli et critiqué par sa population en colère, a donné un tour de vis pour museler encore davantage son opposition et les médias, y compris internationaux. Dans ce contexte, continuera-t-il à s'opposer à l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN ? reportera-t-il l'assaut programmé dans le nord de la Syrie ? Adoptera-t-il une attitude prudente remettant aux calendes grecques ses tentatives de déstabilisation de Chypre, des Balkans et du Caucase ? Ou bien sera-t-il au contraire tenté par un coup géopolitique à haute valeur symbolique lui permettant de redorer son blason ?

Pendant ce temps, l'Iran se rapproche un peu plus du seuil nucléaire, tandis qu'Israéliens et Palestiniens basculent chaque jour davantage dans une nouvelle Intifada qui ne dit pas son nom.

Mars

Le 10 mars 2023 marquera une rupture dans la géopolitique du Moyen-Orient : la signature sous l'égide de la Chine d'un accord de normalisation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, deux puissances régionales antagonistes en choc frontal depuis une décennie. C'est le sujet de notre article du mois. Depuis dix-huit mois, nous alertons nos lecteurs sur l'attraction que la Chine exerce sur les États du Moyen-Orient, au point que les États-Unis considèrent cette évolution comme le défi majeur auquel ils font face dans la région, plus important encore que le dossier nucléaire iranien. Certes, il ne s'agit pas d'un revirement complet des pétromonarchies du Golfe, mais cet événement illustre leur choix de s'autonomiser par rapport à Washington en misant sur plusieurs parrains à la fois.

Ce coup diplomatique de Pékin montre en tout cas que la Chine est désormais perçue comme une puissance stabilisatrice et d'équilibre dans la région, ce qui n'est plus le cas des États-Unis. Nul doute que d'autres chefs d'état du Moyen-Orient se rendront prochainement à Pékin, notamment en cette période de Ramadan propice aux annonces médiatiques. La Chine pose ainsi ses pions sur le plateau mondial de jeu de Go qui l'oppose aux États-Unis. L'Institut FMES a pu s'en rendre compte lors d'une mission passionnante à Djibouti au cours de laquelle nous avons constaté l'ampleur des investissements chinois autour du détroit stratégique de Bab el-Mandeb, incluant un projet de base spatiale/balistique sur le site d'Obok.

La normalisation des relations diplomatiques et commerciales entre Téhéran et Riyad est malgré tout une bonne nouvelle pour les Européens puisqu'elle pourrait concourir à stabiliser le Liban, la Syrie, l'Irak et le Yémen tout en apaisant les tensions dans le Golfe

Persique, sécurisant par là-même les flux d'hydrocarbures en direction de l'Europe et de l'Asie. Le message subliminal de Pékin à Bruxelles paraît clair : c'est avec nous qu'il faut s'entendre pour stabiliser le Moyen-Orient.

Les deux grands perdants sont indubitablement les États-Unis – qui oscillent entre déni et absence de stratégie régionale (même s'ils viennent de riposter en Syrie à des frappes visant des contractors américains) – et Israël qui voit l'Iran échapper à son isolement et qui s'enfonce chaque semaine davantage dans une crise intérieure d'une gravité sans précédent depuis son indépendance, il y a 75 ans. Car à la menace d'un soulèvement des populations palestiniennes appuyées par certains Arabes israéliens s'ajoute le risque – décrit comme tel par les médias et responsables politiques israéliens – de « guerre civile au sein de la population juive ». En cherchant à réduire drastiquement les pouvoirs de la Cour suprême qui fait office de garant démocratique et d'arbitre du jeu institutionnel en l'absence de toute constitution, Benjamin Netanyahu joue à l'apprenti-sorcier. Outre qu'il a mis une partie de sa population dans la rue, il a provoqué une rafale de démissions et le tollé des élites sécuritaires (notamment du Mossad) soutenues par de nombreux réservistes qui refusent de servir et invitent le Premier ministre israélien à stopper la réforme en cours. Ce dernier a riposté en limogeant Yoav Gallant, son ministre de la Défense ancien général de division de l'armée de terre.

Pendant ce temps, la guerre russo-ukrainienne s'enlise un peu plus dans le secteur de Bakhmout, l'emprise chinoise sur la Russie s'accroît, l'Iran s'approche toujours davantage du seuil nucléaire, R.T. Erdogan prépare sa possible réélection en Turquie en mai prochain, tandis que le Maghreb et les Européens se divisent un peu plus autour d'une ligne de fracture séparant le Maroc d'un côté de l'Algérie et de la Tunisie de l'autre. Cette dernière, sans espoir

politique, s'enfonce un peu plus dans le marasme économique et social. Il n'est pas sûr que les Français, actuellement obnubilés par un agenda social d'une autre nature, réalisent les tensions qui les assiègent ; ils devraient pourtant, car ils en subiront les conséquences, y compris en termes de politique intérieure.

Avril

Comme nous l'indiquions dans notre précédent éditorial, les recompositions géopolitiques liées à l'accord de normalisation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, sous l'égide de la Chine, se poursuivent. Téhéran et Riyad s'apprêtent à rouvrir leurs ambassades et consulats respectifs, tout en annonçant des investissements croisés dans le domaine des hydrocarbures. Des négociations se déroulent discrètement au sultanat d'Oman pour mettre un terme au conflit yéménite. La situation semble se calmer en Irak. L'Arabie Saoudite se prépare à renouer avec le régime syrien de Bachar el-Assad qui doit maintenant trouver des sponsors pour financer la reconstruction de son pays dévasté par dix années de guerre civile. Le Liban pourrait lui aussi profiter de cette normalisation entre Téhéran et Riyad, si les Saoudiens déversent d'importantes liquidités dans la grande lessiveuse libanaise. La Jordanie vient d'annoncer sa volonté de normaliser ses relations avec l'Iran. En Égypte, le président Sissi accepte de renouer le dialogue avec la Turquie, tout en courtisant l'Inde. Les Émirats Arabes Unis renforcent discrètement leurs partenariats avec la Russie et la Chine. À quand de nouvelles bases militaires chinoises au Moyen-Orient ? Pendant ce temps, les États-Unis se demandent comment rester à moindres frais dans le grand jeu moyen-oriental, tandis que Joe Biden, surfant sur ses bons résultats économiques, dit vouloir se représenter en novembre 2024, indiquant par là-même à Vladimir Poutine qu'il serait imprudent pour lui de miser sur l'arrêt de l'aide militaire américaine à l'Ukraine.

Pour l'instant, le perdant de cette recomposition semble bien être Israël qui s'enfoncé chaque jour davantage dans une nouvelle Intifada qui ne dit pas son nom, dans un contexte d'extrême division de la société civile alors que l'État célèbre son 75e

anniversaire dans l'indifférence internationale. Des sondages récents montrent que les deux-tiers de la population palestinienne soutiennent la formation de groupes armés indépendants ; 70 % estiment inéluctable l'éruption d'une nouvelle confrontation de grande ampleur. Dans ce contexte délétère, l'Arabie Saoudite tourne désormais le dos aux accords d'Abraham et accueille ostensiblement des responsables du Hamas. Le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu a compris que la dimension « anti-Iran » de ces accords était durablement mise de côté par ses partenaires golfiens, même si la coopération technologique et économique se poursuivait. Les stratèges israéliens réactivent donc un « axe Nord » d'endiguement de l'Iran qui passe par la Turquie, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. C'est une mauvaise nouvelle pour les Arméniens qui risquent d'en faire les frais et qui ne peuvent plus compter que sur les Iraniens pour les défendre, les Russes étant occupés en Ukraine. Le torchon brûle en effet entre Téhéran et Bakou.

En Turquie, le président Erdogan fait tout ce qui est en son pouvoir pour être réélu et gagner les élections générales du 14 mai prochain ; nul doute qu'il a négocié sa future posture géopolitique avec le Kremlin et la Maison Blanche, en échange de leur soutien discret ou de leur neutralité. Il est vrai qu'il ne manque pas d'atouts, tant envers Moscou que Washington, notamment s'agissant de l'adhésion de la Suède à l'OTAN puisqu'il a déjà avalisé ce mois-ci l'entrée de la Finlande dans l'Alliance. Pour le Kremlin c'est le prix à payer pour conserver avec Ankara une porte d'entrée dans l'économie européenne qui lui permet de contourner les sanctions.

Plus à l'ouest, au Maghreb, les jeux géopolitiques sont moins visibles mais les tensions internes subsistent. La Libye n'a toujours pas planifié ses élections et le spectre de la partition plane. En Tunisie, Kaïs Saïed enferme les opposants et entraîne son pays vers

la faillite. L'Algérie, confrontée à une situation sécuritaire préoccupante au Sahel, montre son hyper sensibilité en reportant la visite officielle à Paris du président Tebboune et en refusant la nomination d'une diplomate marocaine comme représentante de l'Union du Maghreb arabe à l'Union Africaine. Le Maroc semble être le plus épargné dans ce jeu régional, développant son influence en particulier avec l'Espagne, tout en battant froid la France.

Face à ces recompositions et à ces tensions croissantes, la France et l'Union européenne, obnubilées par la guerre en Ukraine, les rivalités industrielles mais surtout leur situation socio-économique, semblent à la peine pour définir une vision d'ensemble. Seule celle-ci leur permettra pourtant de gagner en proactivité, afin d'échapper à la tyrannie des politiques réactives et défensives qui les aveuglent sur les enjeux du long terme. C'est pour cela que nous avons décidé de créer un Prix FMES Géopolitique pour encourager la recherche et la réflexion stratégique dans ce domaine crucial pour l'avenir. Ce prix décerné chaque année récompensera un ouvrage analysant des sujets géopolitiques actuels. Rendez-vous lors de notre soirée parisienne, le 16 novembre prochain, pour découvrir le lauréat de cette première édition.

Mai

Ce 28 mai 2023 a été marqué par la réélection très nette du président turc Recep Tayyip Erdogan qui a également conservé sa majorité au parlement. Sa victoire, présentée comme incertaine ces derniers mois, semble avoir été acquise de manière régulière, comme en témoignent son score (52-48) et les observateurs internationaux présents sur place. Le président Erdogan a réussi son pari : rester au pouvoir pour célébrer en grande pompe le centième anniversaire de la République turque à l'automne prochain, s'imposer comme la personnalité turque la plus influente depuis Atatürk et conserver sa posture régionale, poussant ses pions partout où cela lui semble possible tout en préservant une position d'équilibre entre les États-Unis et la Russie. Cette élection rappelle combien la société turque est désormais ancrée dans une représentation du monde qui l'éloigne de l'Europe. Les discours de l'opposant Kemal Kılıçdaroglu à la veille du second tour ont illustré que la politique de R.T. Erdogan à l'égard de l'Union Européenne, des Kurdes, de la Russie, de l'Arménie ou du Moyen-Orient est très populaire dans toutes les couches de la société turque. Islamisme et nationalisme se conjuguent de concert et c'est une leçon que les Européens, qui ont longtemps opposé les deux, doivent intégrer pour mieux comprendre l'évolution du monde musulman.

Quelques jours auparavant, presque en miroir, le président du centre droit Kyriakos Mitsotakis a remporté les élections législatives en Grèce, alors que les sondages prédisaient une victoire de l'extrême gauche. Il devra confirmer cette victoire le 25 juin prochain pour bénéficier d'une majorité claire au parlement.

Ces deux élections qui renouvellent le mandat des sortants dans deux pays voisins se ressemblent donc, même si elles révèlent des différences importantes entre les sociétés européennes et leurs

voisins : fragmentation politique (les oppositions de Syriza et du Pasok proposent une véritable rupture sociétale absente du paysage turc), abstention (40% en Grèce, moins de 15% en Turquie) et désarroi face à des relations internationales de plus en plus rugueuses (plébiscitées en Turquie). Notre voisinage ne nous ressemble pas et nous devons prendre en compte ce fait essentiel en relations internationales.

La réintégration formelle de la Syrie au sein de la Ligue Arabe (Bachar el-Assad était le 19 mai à Djedda au côté de ses homologues) reste l'autre évènement majeur du mois écoulé qui lui aussi prend à rebrousse-poil les positions occidentales. Après douze années de guerre civile, Bachar el-Assad a gagné et a réussi à réintégrer la scène régionale, même si certains États tels que le Qatar, le Yémen et le Maroc ont annoncé qu'ils refuseraient de normaliser leurs relations avec le régime syrien. Tous les autres renouent avec Damas, à l'instar de l'Arabie Saoudite, suivie probablement de près par le président turc Erdogan qui sait qu'il lui faut se positionner sur le marché juteux de la reconstruction de la Syrie (lire l'article de notre rubrique « Réflexion stratégique » sur le sujet). La Realpolitik s'impose à nouveau, comme en témoigne la présence d'une délégation syrienne qui aurait été reçue très discrètement par le MEDEF. Autre signe du retour d'une ligne pragmatique en France, l'Élysée semble soutenir la candidature de Sleiman Frangé – le candidat de l'Iran – à la présidence du Liban.

Heureux hasard, deux otages français ont été libérés quelques jours plus tard à Téhéran ; il en reste cependant cinq retenus contre leur gré en Iran. Le régime iranien se sent conforté dans son choix de recourir aux vieilles méthodes qui ont fait leurs preuves. Il vient tout juste d'obtenir la libération d'un membre des services secrets iraniens incarcéré en Belgique, contre celle d'un humanitaire belge emprisonné à Téhéran.

Autre indicateur du nouveau rapport de force dans la région : le premier ministre arménien Nikol Pachinyan, désormais sans protecteur russe ou occidental, doit négocier l'avenir des populations du Haut-Karabagh avec son vainqueur, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev.

Pendant ce temps, la Tunisie bascule chaque jour davantage dans un régime autocratique dans lequel les militaires et les forces de sécurité intérieure pourraient choisir le rôle d'arbitre ; c'est le thème de notre article du mois dont nous vous recommandons vivement la lecture.

Enfin, chacun attend le déclenchement de l'offensive majeure de l'armée ukrainienne, annoncée de longue date et destinée à améliorer ses positions tout en rassurant les bailleurs américains et européens qui soutiennent à bout de bras l'effort de guerre du président Zelenski. Peut-être le mois de juin apportera-t-il son lot de surprises...

Juin

Une fois de plus, c'est la guerre en Ukraine qui a marqué le mois écoulé. Tout d'abord avec des opérations clandestines ukrainiennes dans de nombreux champs matériels et immatériels pour affaiblir l'effort logistique russe et porter atteinte à l'image du Kremlin, comme l'a rappelé notre conférencier du mois. Puis avec le déclenchement d'une contre-offensive ukrainienne dans le sud-est du pays, qui à ce stade teste le dispositif défensif russe à la recherche de points de faiblesse. Enfin avec la tentative de putsch d'Evguéni Prigojine contre son propre camp (23-25 juin) qui a donné lieu aux interprétations les plus variées. Il faudra sans doute attendre des années avant que l'on ne sache ce qu'il s'est exactement passé, mais à l'heure où sont écrites ces lignes, l'impression qui se dégage est que Prigojine n'ayant pas réussi à susciter le tsunami espéré a décidé de baisser les armes. Contrairement à l'avis général, il n'est pas sûr que Vladimir Poutine en sorte affaibli ; il est probable en revanche qu'il en sorte plus déterminé à régner par la terreur et à étouffer dans l'œuf toute tentative de renversement. Nul doute que le Kremlin a cherché ainsi à décourager le satrape tchéchène Ramzan Kadyrov, pompeusement promu maréchal l'année dernière, de suivre cette même voie.

Ce n'est donc pas forcément une bonne nouvelle pour les Ukrainiens et les Occidentaux qui doivent désormais scruter avec beaucoup d'attention la frontière biélorusse où Prigojine et ses troupes sont censés s'être réfugiés. Plus qu'un risque sur la frontière lituanienne agité par les pays Baltes, c'est bien la présence de troupes d'assaut aguerries de Wagner à 150 kilomètres de Kiev qui inquiète Volodymir Zelensky. Prigojine finira-t-il assassiné comme Trotski le fut en son temps après avoir défié Staline ? Le haut commandement russe fera-t-il l'objet de purges, accusé de

faiblesse ou d'attentisme? Cela pourrait faciliter la contre-offensive ukrainienne qui sait pouvoir compter sur une stratégie logistique décentralisée, sujet de notre article du mois, très original, dont nous vous conseillons vivement la lecture.

Ce mois de juin a également été marqué par les conséquences de la normalisation entre l'Arabie Saoudite et l'Iran sous l'égide de la Chine, dont nous pressentions les effets stabilisateurs dans nos éditoriaux précédents. Riyad et Téhéran ont réouvert leur ambassade et leurs consulats tout en envisageant des investissements énergétiques croisés ; la Jordanie et l'Égypte ont annoncé leur intention de normaliser leurs relations avec l'Iran ; les négociations progressent au Yémen et la situation s'est calmée en Irak. Cette vague de stabilisation au Moyen-Orient ne semble toutefois pas encore avoir atteint le Liban où l'énième round d'élection d'un nouveau président de la République s'est soldé par un échec. De leur côté, les Émirats Arabes Unis ont quitté la Force Maritime Combinée (CMF) basée à Bahreïn sous commandement américain, marquant par là même leur agacement à l'encontre des États-Unis et leur plus grande ouverture à l'approche sino-russo-iranienne cherchant à limiter la présence de l'US Navy dans le golfe Persique, même si Washington conserve d'importants moyens de rétorsions contre Abou Dhabi comme le démontre l'article de William Born.

Les recompositions géopolitiques s'accroissent donc, avec des aspects positifs mais également une fragilisation croissante de la position occidentale au Moyen-Orient et en Afrique que le sommet de Paris sur le pacte financier mondial n'a pas réussi à inverser. La devise de notre Institut « décrypter pour comprendre » conserve plus que jamais sa pertinence.

À cet égard, nous sommes fiers d'annoncer que nous avons reçu une vingtaine d'ouvrages pour la première édition de notre prix FMES Géopolitique – nous remercions vivement les éditeurs et les auteurs qui ont accepté d'entrer dans la compétition – dont vous trouverez la liste jointe. Nous dévoilerons fin septembre la liste des 5 finalistes et l'heureux vainqueur sera annoncé lors de notre cocktail parisien du 16 novembre prochain, juste après la seconde édition de nos Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (9-10 novembre) auxquelles vous pouvez dès à présent vous inscrire. Bel été en attendant !

NOS ARTICLES

**Première partie : Recompositions
géopolitiques au Moyen-Orient et au
Maghreb**

Quel avenir pour les Kurdes de Syrie ?

Par Fabrice Balanche, professeur associé et directeur de recherche à l'Université Lumière Lyon 2 et Didier Leroy, chercheur à l'Institut royal supérieur de défense (IRSD) en Belgique.

Introduction : Il était une fois ... quatre Kurdistans

Les Kurdes ont souvent été considérés comme les victimes d'une malédiction géopolitique depuis que le Traité de Lausanne (1923) a initié leur éclatement en quatre minorités compartimentées à travers les territoires contemporains de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran¹.

Ils furent tourmentés par la montée des nationalismes (notamment turc et arabe) au cours du vingtième siècle, avant de pâtir davantage sous la poussée des islamismes (sunnite et chiite) au fil des quatre dernières décennies.

Au Moyen-Orient, les gouvernements d'Ankara, Damas, Bagdad et Téhéran – souvent hostiles les uns envers les autres – se sont généralement serrés les coudes afin de minimiser leur migraine kurde partagée.

En Occident, la perception majoritaire des Kurdes a grandement

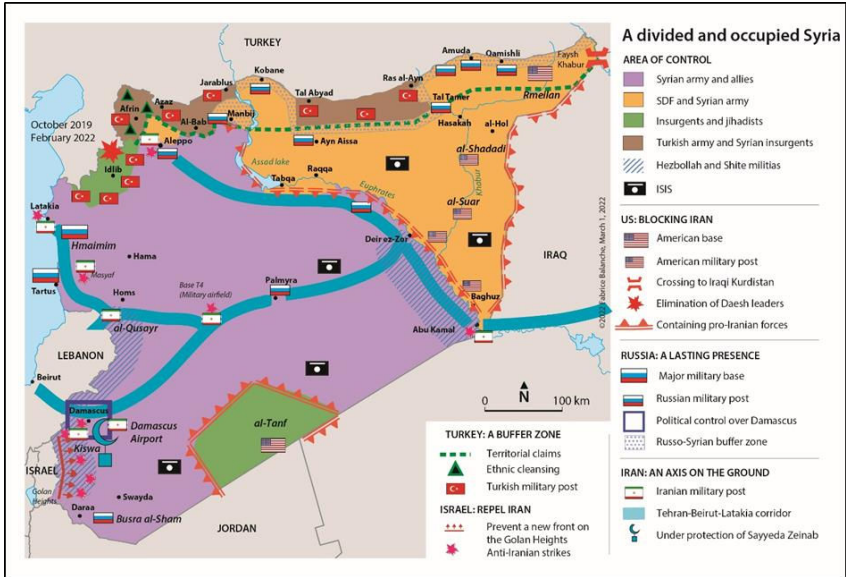
¹ Les populations kurdes réparties sur ces quatre territoires nationaux sont estimées à environ 35 millions de personnes. La moitié est établie en Turquie, où elles représentent 20% de la population. Le Rojava actuel en compterait un peu plus d'un million, tandis que 500 000 autres évoluent dans le reste de la Syrie. Avant la guerre la population kurde était d'environ 2 millions soit un dixième de la population syrienne et 6% de la population kurde globale. Elle a réduit en raison de la forte émigration que connaît la Syrie depuis le début du conflit. Pour leur part, l'Irak compte 7 millions de Kurdes (15% de la population) et l'Iran 9 millions (10% de la population).

oscillé avec le temps.

D'un côté, ils ont été négativement associés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)² basé en Turquie, organisation considérée comme terroriste par les États-Unis depuis 1997 et par l'Union Européenne (UE) depuis 2002. De l'autre, la Guerre Iran-Irak (1980-1988) a victimisé les Kurdes de Halabja après l'attaque chimique de Saddam Hussein en 1988, tandis que la Guerre civile syrienne (2011-présent) a héroïsé ses propres combattants kurdes comme un des rares camps « modérés » dans un contexte de fièvre djihadiste débridée.

À partir de 2014, différentes factions armées kurdes – fortes d'un soutien sans précédent de la part de la coalition internationale menée par Washington – ont vu leurs espoirs de changement croître au fil d'impressionnantes conquêtes territoriales. Alors qu'une imminente offensive turque en territoire « post-EI » risque d'accélérer la résurgence de ce dernier, cet article dresse un inventaire des acquis récents et des défis futurs au « Rojava » devenu officiellement l'Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) en septembre 2018.

² Le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*) est le principal mouvement de guérilla impliqué dans le conflit turco-kurde depuis les années 1980. L'actuel gouvernement turc – dirigé par le Parti de la Justice et du Développement (AKP) du Président Recep Tayyip Erdogan – s'est initialement montré ouvert aux négociations avec le PKK vers la fin des années 2000, avant de se réengager militairement contre celui-ci à partir de 2015.



Un Rojava pris entre l'enclume et plusieurs marteaux

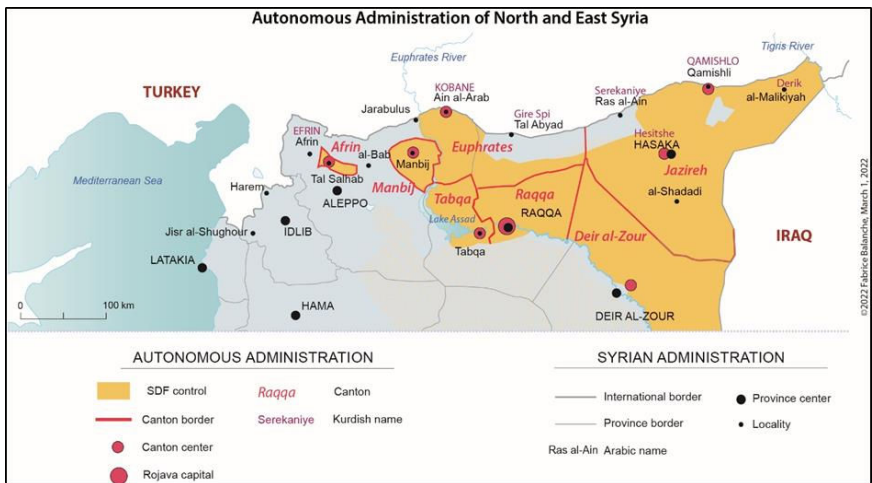
La guerre qui s'est développée en Syrie dans le sillage des « printemps arabes » a profondément affecté le paysage kurde du nord-est du pays. Lorsque Damas retira l'essentiel de ses forces sécuritaires de la plaine de la Djézireh en 2011, le Parti de l'union démocratique (PYD)³ combla ce vide en créant sa propre milice – les Unités de protection du peuple (YPG)⁴ –, contribuant à faire du Rojava une région *de facto* autonome deux ans plus tard.

³ Créé en 2003, le PYD (*Partiya Yekitiya Demokrat*) est devenu le principal parti politique kurde de Syrie depuis 2011.

⁴ Créé en 2011, le YPG (*Yekineyên Parastina Gel*) est la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS) – kurdes et arabes – qui gèrent la sécurité des territoires de l'AANES. La Turquie considère le YPG comme l'extension du PKK (terroriste). Pour leur part, les États-Unis et la plupart des pays occidentaux distinguent le YPG – qu'ils appuient – du PKK, communément considéré comme terroriste.

À partir de 2013, le YPG constitua le noyau des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont la branche politique – le Conseil démocratique syrien – est la principale autorité au sein de l'AANES, qui contrôle actuellement la plupart des territoires situés à l'est de la vallée de l'Euphrate. Suite à la très médiatisée « bataille de Kobané » (2014), les FDS devinrent quant à elles le fer de lance de la contre-offensive face à l'État islamique (EI) jusqu'à l'ultime déroute de ce dernier à Baghouz en mars 2019.

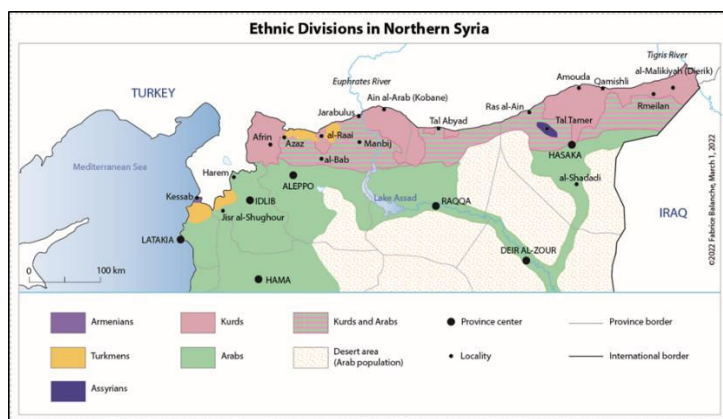
Dans un premier temps, la stature des Kurdes de Syrie – 11% de la population syrienne contrôlant soudainement 25% du territoire national – fut renforcée par le soutien occidental, au détriment du régime du président Bachar el-Assad. Toutefois, à partir de 2017, la dynamique de guerre commença à être de plus en plus dictée par le trio d'Astana – la Russie, la Turquie et l'Iran – qui, à la faveur du régime d'Assad n'est pas attiré par un scénario de partition (notamment kurde) de la Syrie.



En termes de combattants, d'après la dernière estimation fiable portant sur les effectifs des FDS réalisée par CENTCOM en mars 2017, les YPG et YPJ (la branche féminine) affirmaient disposer de 60 000 hommes et femmes dans ses rangs dont 24 000 pour les YPJ. Le commandement des FDS annonçait alors que son objectif visait à dépasser les 100 000 combattants pour la fin 2017. Ce chiffre de 60 000 combattants paraît toutefois surestimé car, selon CENTCOM, les FDS aligneraient aujourd'hui 50 000 combattants au total. Depuis cette date, aucun chiffre sérieux ne circule concernant les YPG, YPJ et FDS. Leurs effectifs sont forcément amplifiés pour obtenir plus d'aide militaire de la part des États-Unis et dissuader la Turquie et l'armée syrienne d'attaquer l'AANES. D'après les estimations des auteurs de cet article forgées à partir d'entretiens réalisés sur place en janvier 2022, la force combattante de l'AANES serait aujourd'hui d'environ 100,000 individus en y incluant les Assayech (gendarmarie) ; la moitié serait des Kurdes et parmi eux un quart serait des femmes, ce qui porterait les effectifs féminins à environs 12 000 combattantes, quasi exclusivement kurdes.

Aujourd'hui, l'AANES se trouve dans une situation politique, économique et sécuritaire de plus en plus précaire. L'administration n'a d'autre choix que d'exploiter ses principales ressources – environ 80% du pétrole syrien – dans des circonstances déplorables, en dégradant les terres arables et en exportant une partie de son produit brut vers le régime dont il s'efforce justement de rester à l'écart. Les villes disposent généralement de quatre à six heures d'électricité par jour, tandis que les villages doivent se débrouiller avec une ou deux heures. La majorité de ses 3 millions d'habitants – dont environ 700.000 sont estimés être des personnes déplacées – est dépendante de l'aide humanitaire. Les tensions entre communautés kurdes (au nord) et arabes (au sud), exacerbées par le rationnement de l'eau,

prolifèrent au point de raviver des rumeurs locales de nettoyage ethnique. Les FDS s'efforcent de contrer les mesures déstabilisatrices émanant de la Turquie et de l'axe du régime de Bachar el-Assad (comprenant la Russie et l'Iran). En même temps, les attaques menées par l'EI sur les prisons de Hassaké en janvier 2022 et de Raqqa en janvier 2023 ont démontré que le groupe djihadiste reste toujours actif dans la zone. Plus que jamais, la présence militaire américaine et l'aide économique occidentale sont nécessaires pour permettre à l'AANES de se préserver.



Résister face à Damas tout en contenant l'État islamique

Sur le plan domestique, l'AANES doit composer avec pléthore d'acteurs. L'exercice d'équilibrisme principal consiste à contrer les velléités de retour du régime d'une part, tout en contenant la menace – diminuée mais résurgente – liée à l'EI d'autre part.

Le régime d'Assad n'a pas été, jusqu'à récemment, animé d'une véritable haine des Kurdes ; il s'est montré dans l'ensemble bien plus obsédé par les groupes rebelles arabes actuellement acculés dans la région d'Idlib. Il compte néanmoins toujours reconquérir

l'entièreté du territoire national⁵ et exige la dissolution inconditionnelle de l'AANES. Conscient qu'il n'y a pas d'appels généralisés pour son retour dans la région, Damas actionne les leviers d'un engrenage de dépendance économique échafaudé en amont. Afin de prévenir les dérives autonomistes de la Syrie orientale, Hafez el-Assad avait en effet spécialisé antérieurement la région dans certaines cultures agricoles (aux engrais et pesticides importés via Damas) et dans l'extraction d'hydrocarbures (destinés à être traités en Syrie occidentale). Bachar el-Assad, conscient que ces arrangements ont maintenu la région sous sa dépendance, sait par ailleurs que les revenus des fermiers ont chuté depuis 2011 à cause du manque d'eau notamment⁶. Le régime joue donc la patience stratégique à travers un embargo économique. Il peut compter sur son allié russe qui a régulièrement usé de son droit de veto aux Nations Unies (ONU) pour bloquer toute aide transfrontalière directe qui transiterait via l'Irak, et contraint de ce fait l'aide onusienne à être instillée via Damas, puis à travers les points de passage contrôlés par le régime à Manbij, Al-Tabqa et Deir al-Zour.

De son côté, l'État islamique (EI) reste présent et actif – sous forme clandestine – sur l'entièreté des territoires syro-irakiens qu'il contrôlait en 2015. En Syrie, plusieurs de ses leaders ont été détectés et tués dans les régions occidentales (moins surveillées) du pays, mais la majorité de ses attaques ont eu lieu dans la *badiya* (la steppe syrienne) ou à l'est de l'Euphrate. De nombreux points

⁵ Tandis que le régime syrien contrôlait 20% du territoire national en 2013, il a regagné 65% de celui-ci (en ce compris les six plus grandes villes de Syrie, où vit la majorité de la population). Ceci ne reflète toutefois pas le même ratio de souveraineté nationale, étant donné la stupéfiante perte subie par Damas en termes de contrôle des frontières.

⁶ Au-delà du contexte transversal de réchauffement climatique, les années de guerre ont été témoins de nombreuses destructions sur les systèmes d'irrigation reliés à l'Euphrate, et de réductions du débit des eaux par la Turquie agissant sur ses barrages de l'Euphrate ou du Khabour.

de regroupement de l'EI peuvent être signalés dans le désert syrien au sud de l'Euphrate et dans les zones steppiques de l'AANES, tout particulièrement le long de l'axe reliant Hassaké à Baghouz. Le plus souvent « dormantes », ces cellules ont surtout mené des opérations de petite envergure de la lisière des grands centres urbains tenus par le régime à l'ouest jusqu'à la frontière avec l'Irak où sont établis des acteurs miliciens pro-iraniens. Leurs attaques éclairs, menées par des petites unités de moins de quinze hommes⁷, ont généralement visé des checkpoints tenus par les FDS plutôt que des cibles davantage protégées telles que les puits de pétrole. L'assaut lancé contre la prison Al-Sina de Hassaké en janvier 2022 a néanmoins signalé que l'EI avait récupéré sa capacité de lancer des opérations coordonnées en zone urbaine.

Cela pose avec acuité le problème de la sécurité des djihadistes prisonniers dans le Nord-Est syrien. En octobre 2019, plusieurs dizaines d'entre eux s'étaient déjà échappés de la prison de Qamishli bombardée par la Turquie. En cas de nouvelle attaque turque, l'EI profitera de la désorganisation pour lancer une nouvelle attaque afin de libérer les djihadistes prisonniers. Ce scénario doit être pris en compte par les membres de la coalition internationale.

Certes, leur retour pose un problème politique vis-à-vis de l'opinion publique, et juridique car les États manquent souvent de preuves pour les condamner ; mais les laisser en Syrie s'avère de plus en plus risqué. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la région peut aussi très rapidement passer sous le contrôle de Damas après un accord avec l'AANES et nul ne sait comment Bachar el-Assad pourrait les utiliser pour faire pression sur les Occidentaux.

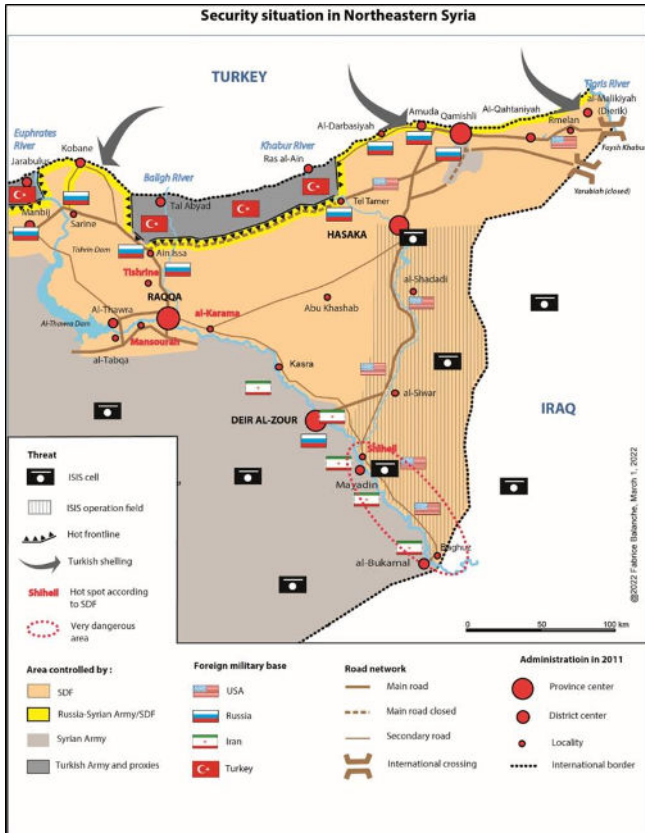
⁷ Al-Kanj, Sultan. "Islamic State regains momentum in Syria's Kurdish areas", Al-Monitor, 24 October 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/10/islamic-state-regains-momentum-syrias-kurdish-areas>.

Si la plupart des chefs tribaux arabes de l'AANES ont exprimé de sérieuses réserves à l'égard de l'EI, ils en ont exprimé des plus sérieuses encore vis-à-vis d'un régime Assad qu'ils considèrent comme une oligarchie alaouite (chiite) qui a historiquement exploité et négligé « leur » Syrie orientale (sunnite). Damas était parvenu à relativement mater le gouvernorat de Raqqa à travers le projet d'irrigation de l'Euphrate, mais était toujours resté plus méfiant avec ses interlocuteurs de la province – riche en pétrole – de Deir al-Zour.

Les populations locales, frustrées face à l'exploitation de leurs ressources par un gouvernement prédateur, semblent amères face à ce même mécanisme qui profite désormais à une AANES souvent dénigrée. En mai 2021, l'AANES défia une fois de plus Damas en interdisant la tenue des élections présidentielles sur son territoire, y compris dans les zones arabes.

Toutefois, le degré d'engagement inégal des chefs tribaux arabes vis-à-vis de l'AANES dépend avant tout du fait que l'aide fournie aux FDS par la coalition internationale dépasse ce que le régime Assad et ses alliés peuvent leur offrir.

Bien que nombre d'entre eux abhorrent Bachar el-Assad, ils restent soldés par l'AANES par pure nécessité économique ; ils demeurent convaincus que le régime finira par revenir, et ont donc gardé des canaux de communication ouverts avec Damas en vue de garantir leur propre future amnistie.



Iran et Turquie : entre intérêts partagés et agendas conflictuels

Sur le plan régional, les territoires du Grand Kurdistan ont avant tout été tiraillés entre les sphères d'influence ottomanes et perses – interdépendantes mais rivales à travers l'Histoire. Aujourd'hui, les intérêts respectifs de la Turquie et de l'Iran y convergent sans pour autant s'y rejoindre. Bien que les deux acteurs partagent depuis longtemps des vues similaires vis-à-vis du « terrorisme kurde » sur leur scène intérieure, ils sont en confrontation directe

dans l'Irak voisin où Ankara et Téhéran soutiennent des factions kurdes rivales – le PDK⁸ et l'UPK⁹. En Syrie, la Turquie et l'Iran se coordonnent sous ombrelle russe, tout en étant en désaccord sur des points afférents à l'approbation du régime ou à la souveraineté territoriale.

Depuis le début de la guerre syrienne, la République islamique d'Iran a énergiquement soutenu le régime de Damas – son allié le plus stable depuis 1979 – afin d'appuyer ses propres aspirations régionales. Le régime des mollahs, fort de son ADN anti-israélien, s'est efforcé de concrétiser un corridor terrestre permettant la projection de son influence et de ses armes vers son principal atout méditerranéen : le Hezbollah libanais. Dans ce cadre, l'Iran a alimenté et instrumentalisé plusieurs phénomènes miliciens – dont les Unités de Mobilisation Populaire (UMP) – afin de projeter son influence en Irak et en Syrie. Dans les deux cas, Téhéran a cherché à harceler les troupes américaines afin de les chasser de cette partie du Moyen-Orient. Cette entreprise a été accentuée après l'élimination du Général Qassem Soleimani – Chef de la Force Al-Qods du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) – par un drone américain en janvier 2020. Les rancœurs chiites à l'égard de Washington n'ont cessé de proliférer depuis, malgré l'élection de Joe Biden.

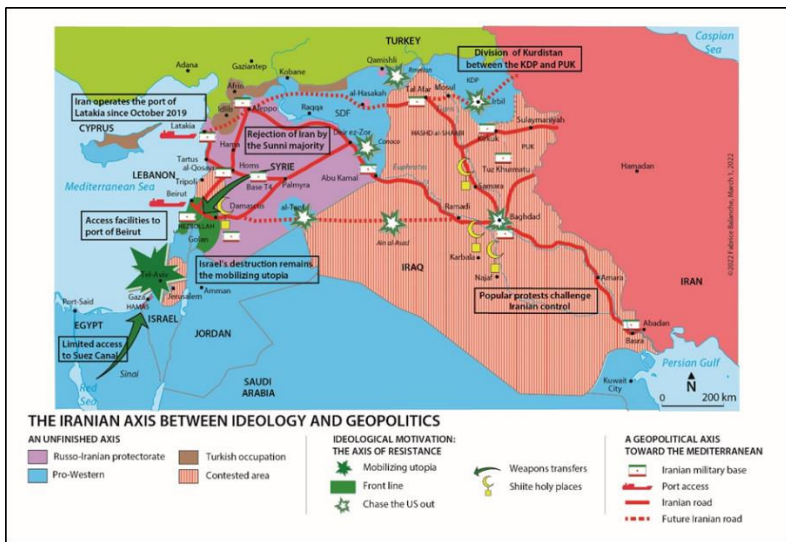
Lorsque l'EI a commencé à perdre ses territoires en Syrie orientale, les unités de mobilisation populaire et les troupes américaines se sont empressées de prendre le contrôle des zones les plus

⁸ Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) est le parti politique le plus important du Kurdistan irakien. Fondé en 1946, il est dominé par le clan Barzani et trouve sa place forte dans la ville septentrionale d'Erbil.

⁹ L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) est le deuxième parti politique le plus important du Kurdistan irakien. Fondé en 1975, il est dominé par le clan Talabani et trouve sa place forte dans la ville méridionale de Souleimaniye.

stratégiques. D'un côté, l'armée américaine a sécurisé un corridor Jordanie-Syrie à Al-Tanf et un corridor Irak-Syrie à Faysh Khabour. De l'autre, les milices alliées de Téhéran ont opéré une première percée transfrontalière au nord d'Al-Tanf en mai 2017 et ont élargi leur propre artère Irak-Syrie autour des villes d'Al-Qaïm (en Irak) et d'Al-Bukamal (en Syrie).

Luttant – tout comme les États-Unis et les FDS – contre l'hostilité de l'EI, ces agents pro-iraniens sont parvenus malgré tout à s'établir le long de la vallée de l'Euphrate jusqu'à la périphérie méridionale de Raqqa et le long de la frontière irako-syrienne entre la lisière nord d'Al-Tanf et la rive ouest du Tigre près de Faysh Khabour. Ceux-ci feront l'impossible pour garder ces positions, puisque celles-ci sécurisent un segment important de « l'autoroute Téhéran-Beyrouth » de leur sponsor iranien, tout en leur générant des revenus non négligeables (taxes et rackets) aux postes frontaliers.



Contrairement à son homologue syrien, le président turc Recep Tayyip Erdogan est obsédé par les Kurdes de Syrie et considère la plupart des groupes rebelles arabes du Nord-Est syrien comme autant de solutions partielles face à la menace qu'ils représentent.

L'homme fort d'Ankara est bien placé pour se rappeler que son pays était au bord de la guerre avec la Syrie en 1998. En effet, le président Hafez el-Assad hébergeait le PKK et son emblématique leader Abdullah Öcalan sur son territoire depuis le début des années 1980. La conflagration fut évitée *in extremis*, après l'expulsion de ce dernier de Syrie (et son arrestation au Kenya).

Même si des décennies se sont depuis écoulées, le gouvernement turc n'a pas changé sa perception du Rojava comme n'étant rien de moins que la base arrière du PKK. En clair, Ankara perçoit l'EI comme une menace importante, et le PKK comme une autre qui l'est encore davantage. Cette perception impopulaire et durable a attiré de lourdes critiques dès 2014, lorsque la Turquie interdit à des effectifs kurdes de Turquie de venir en aide à l'enclave de Kobané (alors menacée par l'EI), et n'autorisant que des renforts kurdes d'Irak, inévitablement plus lents à arriver.

Au-delà de la mise en œuvre de stratégies de rétention d'eau et de l'érection d'un mur de béton (de 764 kilomètres à ce stade) le long de la frontière longue de 911 kilomètres, la Turquie a engagé ses forces armées en Syrie à quatre reprises jusqu'à présent.

Dans un premier temps, l'Opération « Bouclier de l'Euphrate » (août 2016-mars 2017) empêcha les FDS de créer un continuum territorial contrôlé par leurs éléments kurdes (YPG) entre Afrin et la Djézireh.

Dans un deuxième temps, l'Opération « Rameau d'Olivier » (janvier 2018-mars 2018) aboutit à la conquête de la région kurde d'Afrin.

Dans un troisième temps, l'Opération « Source de Paix » (octobre 2019) expulsa les FDS de la région frontalière entre Tell Abyad et Ras al-Aïn. Celle-ci aurait pu aboutir à la destruction complète de l'AANES si la Russie ne s'était pas interposée et si les États-Unis n'avaient interrompu leur retrait de la région.

Dans un quatrième temps, l'Opération « Griffes-Épées » (novembre 2022) délivra des frappes aériennes contre les FDS en Syrie et contre le PKK en Irak, notamment en représailles pour l'attentat survenu à Istanbul le 13 novembre 2022 (attribué au PKK par Ankara et à l'EI par les FDS).¹⁰

D'une manière générale, ces interventions ont effrayé les populations locales et découragé les investissements. Elles ont également érodé la cohésion des FDS, puisque de nombreuses unités arabes en son sein ne se sentent pas concernées par cette conflictualité turco-kurde et s'abstiennent donc d'y prendre part, laissant les unités kurdes livrées à elles-mêmes. Dans la mesure où Ankara a régulièrement recyclé le péril kurde en fonction de ses besoins, une nouvelle offensive terrestre – potentiellement létale pour l'AANES – est redoutée avant l'élection présidentielle turque du 14 mai 2023.¹¹

¹⁰ Zaman, Amberin. «Syrian Kurdish commander says Kobani likely target of threatened Turkish ground offensive», Al-Monitor, 22 November 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/11/syrian-kurdish-commander-says-kobani-likely-target-threatened-turkish-ground>.

¹¹ Zaman, Amberin. «French academic Fabrice Balanche says Turkish offensive against Syrian Kurds a matter of time», Al-Monitor, 13 December 2022, <https://www.al-monitor.com/podcasts/french-academic-fabrice-balanche-says-turkish-offensive-against-syrian-kurds-matter-time#ixzz7qmPni3zu>

Une faille sismique entre la Russie et les États-Unis

Sans grande surprise, deux acteurs majeurs jouent des coudes pour affirmer leurs intérêts respectifs dans la région : les États-Unis – menant la coalition internationale depuis 2014 – et la Russie – engagée en Syrie depuis 2015.

Le principal objectif du président russe Vladimir Poutine consiste à soutenir jusqu'au bout le régime qu'il a décidé de sauver en 2015. Il s'agit donc d'étouffer l'AANES, de forcer sa dissolution et de convaincre les FDS de s'intégrer au sein du 5^{ème} Corps de l'Armée syrienne. À cette fin, le Kremlin a régulièrement tenté de bloquer l'aide humanitaire destinée à l'AANES, politiquement au Conseil de Sécurité des Nations Unies et militairement sur le terrain. Les troupes russes (et syriennes) occupent certaines bases à l'intérieur de l'AANES et gagnent progressivement l'avantage pour isoler les zones kurdes de l'ouest – Afrin et Kobané – par rapport au bastion kurde de l'est – Qamishli et Hassaké.

À terme, la Russie espère priver ce même bastion de son trait d'union avec le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) en Irak. Jusqu'à présent, seule la présence militaire américaine et l'aide économique européenne sont parvenues à empêcher la Russie et ses alliés syriens d'atteindre leur objectif stratégique en Syrie du Nord-Est.

Sur le plan diplomatique, le président Poutine est parvenu à manipuler ses homologues syrien (prêt à s'entendre avec les Kurdes contre les rebelles arabes anti-régime) et turc (voué à soutenir les rebelles arabes anti-régime contre les Kurdes).

Rétrospectivement, la rencontre entre les ministres de la Défense turc et syrien à Moscou en décembre 2022 – une première en onze

ans – marque l’aboutissement d’un troc antérieur : un feu vert turc pour l’offensive syrienne sur Idlib en 2019-2020 en échange d’un feu vert syrien pour l’offensive turque sur Kobané en 2022. La logique sous-jacente est simple : offrir à Ankara un morceau de Syrie du Nord-Est en échange d’un blanc-seing permettant à Damas de récupérer une partie de Syrie du Nord-Ouest, voire du Nord-Est également. L’armée syrienne pourrait reprendre le contrôle de Manbij et de Raqqa tandis que les YPG sont aux prises avec l’armée turque et ses supplétifs arabes anti-régime de l’Armée nationale syrienne (ANS).

Conscient de ce qu’il a lui-même à y gagner, Vladimir Poutine, dans le contexte de la guerre en Ukraine, a récemment porté sa relation avec la Turquie vers de nouveaux sommets, espérant que ce partenaire aura l’audace de pousser ses opérations antikurdes à un point de rupture obligeant les troupes américaines à quitter certaines bases-clés syriennes comme Rmelan.

Aux États-Unis, alors que les Kurdes de Syrie avaient gagné une stature sans précédent sous la présidence de Barack Obama (qui initia la coalition internationale en 2014), ils ont depuis perdu beaucoup d’influence pendant les années Trump (2017-2021), surtout après le retrait des troupes américaines de la frontière turque en octobre 2019. Espérant des réassurances crédibles de la part de l’Administration Biden depuis 2022, ceux-ci ont malheureusement dû faire face à un intérêt minime pour le dossier syrien de la part de Washington. Le Président Joe Biden a en effet dû gérer des affaires bien plus pressantes tout en restant bloqué face à un dilemme en Syrie.

D’une part, la montée en puissance de la Chine et la guerre en Ukraine ont « invité » les États-Unis à adopter une empreinte militaire plus efficiente au Moyen-Orient. D’autre part, la Maison

Blanche est consciente qu'un retrait total de Syrie ne la priverait pas uniquement de son principal atout milicien – les FDS – contre un EI résurgent, mais pousserait en outre ses principaux alliés politiques – les Kurdes de Syrie – dans les bras de Moscou.

D'une manière générale, cela serait un très mauvais signal envoyé à ses alliés dans la région, notamment le PDK de Massoud Barzani en Irak, mais aussi les monarchies du Golfe.

Les quelque 900 soldats américains maintenus en Syrie – ils étaient encore 2.500 avant l'offensive turque de 2019 – sont essentiellement présents à Rmelan, Al-Shaddadi et aux abords des champs pétroliers au sud-est de Deir al-Zour. Leurs patrouilles intensives empêchent les troupes russes et turques d'utiliser des routes au-delà de leurs zones d'influence immédiates.

La présence américaine contrôle également la jonction stratégique entre l'autoroute M4 et l'axe routier Amouda-Hassaké, ce qui gêne l'accès des Russes à leur base de Qamishli et surtout bloque leurs incursions vers Faysh Khabour (voir carte).

En dehors de l'AANES, les Américains ont également préservé leur base d'Al-Tanf, ce qui empêche toujours l'Iran de garantir un axe de transit plus court entre Bagdad et Damas. Si les États-Unis devaient militairement se retirer de Syrie, la zone arabo-kurde de l'AANES s'effondrerait très probablement sous une combinaison de menaces sécuritaires, sanitaires et économiques.

Conclusion : Une malédiction géopolitique vouée à perdurer

À nouveau englués dans une nouvelle forme de guerre froide, les États-Unis et la Russie poursuivent leur bras-de-fer en poussant

des acteurs interdépendants du Moyen-Orient à s'asphyxier économiquement l'un l'autre, tout particulièrement en Syrie. Face à cette configuration, le projet utopique du Grand Kurdistan semble plus chimérique que jamais. À l'échelle du Rojava, les développements évoqués ci-dessus ont largement rabaisé les espoirs kurdes qui s'étaient ravivés à partir de 2014.

Tirillée entre ses abondantes ressources et son faible degré de développement, politiquement fragmentée et ethniquement clivée, l'AANES (et tout particulièrement le Rojava) ressemble aux trois autres Kurdistan de Turquie, d'Irak et d'Iran. Ses chances de préserver son autonomie à long terme semblent à ce stade très maigres, l'idée-même allant à l'encontre des intérêts des autres acteurs concernés. Toutefois, aucune des unités arabes des FDS n'a déserté à ce jour en dépit des appels répétés de Damas à l'attention des chefs tribaux de Syrie orientale.

Ceci suggère que l'AANES a encore une chance de maintenir sa cohésion tant que les salaires de ses combattants sont payés et que les troupes américaines restent présentes.

Il est important de garder à l'esprit que si la situation économique s'est fortement dégradée dans les zones tenues par les Kurdes, elle est souvent encore bien plus alarmante dans les zones tenues par le régime syrien soumis aux sanctions américaines du *Caesar Syria Civilian Protection Act*.

Le budget de l'AANES n'est pas transparent et les chiffres officiels sont à prendre avec la plus grande prudence. Sa masse salariale (fonctionnaires, combattants) avoisinerait les 170 millions de dollars, car l'AANES déclare rémunérer 230 000 personnes dont 100 000 combattants et membres des forces de sécurité. En 2022, le salaire moyen pour un employé civil (versé en livres syriennes)

équivalait à 50 dollars par mois pour un fonctionnaire et à 75 dollars par mois pour un miliaire.

Le budget d'investissement serait de 80 millions de dollars, en partie fléché vers l'achat d'armes. Au total le budget de l'AANES serait donc de 250 millions de dollars provenant essentiellement des taxes, droits de douanes, exportations de pétrole et d'un impôt spécial sur les salaires des employés syriens des ONG travaillant sur place.

L'armement fourni par la coalition internationale n'est pas comptabilisé. L'aide humanitaire globale se chiffre à environ 200 millions de dollars chaque année. Les principaux bailleurs sont l'Union Européenne et les États-Unis.

Ils financent l'aide d'urgence (nourriture, santé, etc.) mais aussi des investissements tels que l'éclairage public de Raqqa, la restauration du réseau d'irrigation de l'Euphrate et des stations d'eau potable. L'argent n'est pas versé directement à l'AANES mais aux ONG internationales œuvrant sur place.

Aujourd'hui, seule une présence militaire américaine dissuasive combinée à une aide économique occidentale mieux calibrée, serait susceptible d'entretenir la confiance en un avenir serein pour les populations de l'AANES.

Une vaste campagne de type « Plan Marshall » y serait nécessaire pour réduire les défis et tensions associées au long terme. À cette fin, les gouvernements occidentaux pourraient s'efforcer d'injecter leur assistance au développement de manière à y rassurer les autorités locales, y réduire la mauvaise gestion, et y mitiger les frustrations dans les zones arabes paupérisées d'où une nouvelle génération de recrues pour l'EI pourrait facilement émerger.

Politiquement, la coalition internationale devrait clarifier sa détermination à ne pas quitter l'AANES avant que Damas ne concède à cette dernière un accord d'autonomie présentant de sérieuses garanties.

Sur le terrain, l'ultime axe dont les Kurdes doivent garder le contrôle à tout prix est la route reliant Rmelan à Faysh Khabour (à la frontière avec l'Irak), puisqu'il s'agit de la ligne de vie d'une AANES largement encerclée. Conscients de cette réalité géopolitique, la Russie, le régime d'Assad, l'Iran et la Turquie semblent d'accord pour coordonner leur stratégie vis-à-vis de cette artère jugulaire. Si l'antagonisme des trois premiers vis-à-vis des intérêts occidentaux est peu surprenant, l'escalade politique et militaire de la Turquie est quant à elle bien plus alarmante.

L'Administration Biden devrait réaffirmer le fait que le salut de l'AANES est une (vraie) ligne rouge à ne pas franchir, tout en fournissant à Ankara l'assurance qu'elle n'appuiera pas les FDS au détriment des intérêts primordiaux turcs. Mais est-ce crédible alors que les États-Unis ont besoin de la Turquie sur le dossier ukrainien et que les Européens ne feront rien sans la protection militaire américaine ? Pour sa part, le Président Erdogan devrait mesurer plus prudemment les risques qu'il est prêt à prendre en Syrie pour promouvoir sa réélection en mai 2023.

Le rapprochement Ankara-Damas qui s'accélère dans un contexte de stigmatisation sans précédent des FDS par le régime d'Assad et le trio d'Astana pourrait marquer la fin du statu quo.

Le président turc a récemment évoqué la possibilité de rencontrer son homologue syrien, à un moment où une imminente offensive turque pourrait contraindre les FDS à négocier avec Damas – qui se retrouverait redevable, le cas échéant, envers Ankara.

Ces prochaines semaines pourraient être particulièrement destructrices pour l'AANES et les Kurdes de Syrie, plaçant les capitales occidentales devant leurs responsabilités face au dossier kurde.

Publié par l'institut FMES, le 31 janvier 2023

Les États-Unis, l'arbitre d'une guerre entre Israël et l'Iran ?

Par Pierre Razoux, directeur académique et géopolitique de la FMES

La relation entre les États-Unis et Israël reste un mariage de raison scellé au milieu des années 1960, quand les dirigeants israéliens se cherchaient un parrain capable de leur livrer des armes de pointe et de les soutenir à l'ONU. Cette union n'allait pas de soi, l'État hébreu étant perçu comme un pays « socialiste ». Elle n'est devenue possible qu'avec l'arrivée au pouvoir de Lyndon B. Johnson (1963-1969), proche de la communauté juive américaine.

Depuis, les différends n'ont pas manqué au gré des événements et des administrations. Lors de chaque crise, l'Iran tient souvent le rôle de variable d'ajustement et de ciment de réconciliation entre Washington et Tel-Aviv.

Les stratèges américains perçoivent Israël comme une tête de pont occidentale dans un Moyen- Orient dominé par des pays alliés de l'Union soviétique ou sous l'influence de régimes islamistes. Le souvenir de la Shoah reste alors dans tous les esprits, et les élites politiques américaines veulent défendre le droit des Juifs à sanctuariser leur État. Après la fin de la guerre froide en 1991, ce partenariat stratégique prend une teinte plus idéologique sous la double impulsion des chrétiens évangélistes et des néoconservateurs, de plus en plus influents dans les cercles de pouvoir américains.

Tous considèrent qu'il est crucial de soutenir Israël. Les premiers espèrent hâter le retour du Sauveur sur Terre en favorisant le rétablissement durable des Juifs sur ce qu'ils pensent être leur

terre originelle (d'où le soutien à la colonisation dans les Territoires occupés) ; les seconds entendent démocratiser la région.

Tous combattent ceux qui se déclarent ennemis d'Israël : l'Irak de Saddam Hussein (1979-2003), l'Iran depuis Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Du côté israélien, c'est une aubaine pour ceux qui veulent faire diversion du dossier palestinien en focalisant l'attention sur la « menace » iranienne. D'autant qu'à Washington, le soutien affiché à Israël fait l'objet d'un consensus bipartisan. C'est aux États-Unis que vit la plus grande communauté juive mondiale (6 millions sur 15,2 millions en 2021) après celle d'Israël (6,9 millions).

Des sujets de convergence et des tensions croissantes

Après leur combat commun contre Saddam Hussein, éliminé en 2003, l'endiguement de l'Iran constitue l'un des principaux ciments de la relation israélo-américaine. Peu importe qu'Israël ait soutenu la République islamique pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988) pour affaiblir Saddam Hussein, mettant en difficulté le président Ronald Reagan (1981-1989) lors de l'affaire de l'« Irangate » – ventes d'armes à Téhéran malgré les sanctions pour financer les Contras au Nicaragua –, le sentiment d'humiliation des élites américaines né de la prise d'otages de l'ambassade américaine (4 novembre 1979-20 janvier 1981) et l'échec de l'opération visant à leur libération restent un traumatisme pour de nombreux responsables.

Depuis, ces derniers attendent de voir les Iraniens venir ployer le genou à Washington pour appuyer sur le bouton « reset ». C'est méconnaître l'état d'esprit persan.

Les Israéliens savent, pour leur part, qu'il leur faudra un jour renouer le dialogue avec Téhéran, mais ils veulent le faire en position de force.

Autres sujets d'intérêt bilatéral, les achats d'armements américains par l'armée israélienne, qui débouchent sur une coopération militaire renforcée et technologique qui va très loin, notamment dans le domaine des missiles, de l'avionique et du champ cybernétique¹. La défense antimissile balistique israélienne a ainsi été intégrée au sein du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), chargé de l'identification et de l'interception de projectiles hostiles. Les États-Unis disposent en retour d'une base de détection avancée (Mont Keren) et d'emprises militaires en Israël, sanctuarisant un peu plus le territoire israélien.

Enfin, la stabilisation de la Méditerranée orientale constitue un sujet de coopération objective entre Israël et les États-Unis, qu'il s'agisse d'éviter l'effondrement du Liban, de garantir la sécurité des champs gaziers offshore israéliens, de sanctuariser Chypre et de limiter les provocations turques et russes dans ce secteur.

L'un des objectifs stratégiques d'Israël depuis qu'il est supposé avoir la bombe atomique consiste à rester le plus longtemps possible le seul État du Moyen-Orient doté d'un arsenal nucléaire. L'attaque préventive des infrastructures iraniennes a dès le début été écartée par les États-Unis, qui ont fait pression sur Israël et privilégié la voie du dialogue, conscients de l'impossibilité de les

¹ En 2021, selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Israël a importé des armes pour une valeur de 610 millions de dollars, dont 550 millions en provenance des États-Unis. Le matériel acquis se divise entre des avions (463 millions de dollars), des véhicules blindés (90 millions), des missiles (38 millions) et des moteurs (19 millions). Les données sont consultables sur : <https://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php>

détruire intégralement. Les gouvernements israéliens successifs ont tout fait pour retarder les négociations et influencer leurs partenaires américains et européens afin qu'ils adoptent une posture maximaliste. L'accord de Vienne du 14 juillet 2015 (JCPoA, selon le sigle anglophone) ne fut donc pas une bonne nouvelle pour les politiciens israéliens qui avaient fait de l'Iran un repoussoir commode.

Paradoxalement, de nombreux responsables sécuritaires israéliens considèrent alors que ce texte était le « moins mauvais atteignable » qui permettait, de surcroît, de surveiller de près le programme nucléaire iranien. Le retrait par Donald Trump (2017-2021) du JCPoA en mai 2018 fut salué comme une victoire des « faucons » israéliens. Les tentatives du président Joe Biden et du secrétaire d'État Antony Blinken, dès leur arrivée au pouvoir en janvier 2021, de relancer les négociations avec Téhéran ont été source de frictions entre l'administration américaine et les dirigeants israéliens, qui exigent depuis d'être tenus informés de la teneur des discussions.

Ambiguïtés russes, éloignement des monarchies du Golfe

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, Israël et la Russie entretiennent des relations à la fois proches et compliquées. On considère que 20 % de la population israélienne (8,82 millions d'habitants en 2021) est russophone. Ces Israéliens d'émigration récente, généralement bien formés, ont contribué à rehausser le niveau scientifique et militaire du pays. Après avoir payé le prix du sang en 2006 dans la guerre contre le Hezbollah, ils sont bien intégrés dans la société. Du côté russe, environ 150 000 citoyens seraient de confession juive en 2021, dont de nombreux oligarques ; certains d'entre eux n'ont pas hésité à se réfugier en Israël après l'attaque de la Russie en Ukraine en février 2022.

Depuis l'intervention de l'armée russe aux côtés de Bachar al-Assad (depuis 2000) en 2015, Israël n'a pas d'autre choix que de s'entendre avec Moscou pour gérer ses opérations militaires en Syrie, pour convaincre les forces russes présentes sur place de ne pas activer leurs systèmes antiaériens lorsque l'aviation israélienne conduit des raids visant les intérêts iraniens en Syrie.

Les autorités israéliennes savent qu'elles doivent ménager le Kremlin. Elles n'avaient ainsi pas réagi à l'annexion de la Crimée en 2014, et elles adoptent une posture « neutre » concernant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Benyamin Netanyahu, qui conserve une influence réelle sur la scène politique israélienne, reste proche de Vladimir Poutine.

Les stratèges israéliens savent aussi qu'ils ont besoin de la Russie pour faire face à un Iran proche du seuil nucléaire. Enfin, ils sont fragiles sur la scène intérieure, face aux risques réels de nouvelle Intifada palestinienne. Mais l'assimilation à un nazi par le Kremlin du président ukrainien, Volodymyr Zelensky (depuis 2019), de religion juive, n'est pas acceptable pour les Israéliens, qui se sentent plus proches de l'Ukraine et voient des points communs entre Tsahal et une armée ukrainienne agile, audacieuse et inventive.

De leur côté, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada multiplient les pressions sur le gouvernement israélien pour le convaincre de soutenir l'Ukraine en lui livrant des drones armés, des missiles et des systèmes antimissiles performants. Ils soulignent que l'Iran soutient la Russie puisqu'il semble avoir livré au Kremlin d'importantes quantités de drones armés, ainsi que des missiles balistiques Fateh-110 de portée intermédiaire.

Plus que jamais, de nombreux responsables israéliens considèrent que leur pays ne peut plus compter que sur lui-même, l'alliance avec les monarchies arabes du Golfe n'ayant que peu de valeur militaire. Est-ce à dire qu'ils envisagent de lever l'ambiguïté sur leur arsenal nucléaire, notamment si l'Iran franchissait ce seuil ?

Ce qui est souvent présenté comme un désengagement des États-Unis de la région depuis le second mandat de Barack Obama (2009-2017) est en fait davantage une réorganisation de leur dispositif militaire, recentré sur quelques bases (Jordanie, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman) et non plus éparpillé partout ; ce processus est lié à la fatigue de vingt ans de guerres dans la région, au pivot asiatique pour contrer le challenger chinois, mais surtout au message clair que les États-Unis ne défendront plus que leurs seuls intérêts nationaux (« America First »), et non plus ceux de leurs alliés locaux qui lorgnent de plus en plus vers Pékin et Moscou.

Certes, les effectifs ont été réduits, mais les bases ont été modernisées et les armements présents dans la région sont montés en gamme, restant largement dissuasifs.

Ce qu'Israël et ses nouveaux partenaires du Golfe critiquent, c'est l'attitude géopolitique des États-Unis, dont ils doutent des garanties de sécurité censées les protéger ; le message de Washington paraît clair : si vous provoquez un conflit (particulièrement avec l'Iran), vous en assumerez seuls les conséquences. Cela s'adresse autant aux autocrates du Golfe qu'aux dirigeants israéliens.

Le second message américain consiste à leur faire comprendre que c'est désormais à eux de prendre en charge leur sécurité pour éviter d'entraîner les États-Unis dans un conflit dont l'opinion publique

américaine ne veut pas. Le Pentagone se tient en back office pour les protéger en cas d'agression iranienne, mais ce sont aux armées golfiennes et israélienne d'assurer leur défense en première ligne. C'est d'ailleurs l'esprit des « accords d'Abraham » de 2020.

On se doute que ce paradigme n'est pas optimal pour Israël, pas plus que pour ses nouveaux alliés du Golfe. Car au bout du compte, la Maison Blanche fait passer un dernier message à ses partenaires tentés de se tourner vers la Chine : nous contrôlons militairement les débouchés pétroliers et gaziers vers l'Asie (détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb, hubs de Fujairah et de Duqm) ; nous sommes donc en mesure d'empêcher les Chinois de se ravitailler au Moyen-Orient si la situation venait à empirer avec Pékin. C'est le signal clair que le Commandement central des États-Unis (US CENTCOM) a transmis en dévoilant publiquement, fait rare, la position d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins au large de la mer d'Arabie, fin octobre 2022.

Hezbollah et dossier palestinien

Bien que les États-Unis gardent un mauvais souvenir de leurs interactions forcées avec le Hezbollah libanais ces quarante dernières années (attentats, kidnappings, meurtres, actions armées contre Israël), ils sont redevenus pragmatiques et savent que la stabilité du Liban, à laquelle ils sont très attachés, de même que la sécurité d'Israël impliquent d'intégrer le « Parti de Dieu » dans leur équation. Ils savent aussi que l'accord de délimitation maritime conclu en octobre 2022 sous leur égide entre Israël et le Liban signifie pour eux ne pas entrer en choc frontal avec ce même Hezbollah, puisqu'ils en sont garants. À l'inverse, Israël se dit prêt à frapper massivement le mouvement islamique et à détruire une partie de l'infrastructure civile libanaise à la moindre provocation.

Le ton des messages des responsables sécuritaires israéliens ne cesse de monter contre le Hezbollah, d'autant plus qu'ils se doutent qu'un jour ou l'autre, cette milice se retrouvera en quelque sorte sanctuarisée par le parapluie nucléaire iranien, lorsque Téhéran décidera de franchir le seuil nucléaire, et qu'il vaut donc mieux écraser avant ses combattants, ses missiles et ses infrastructures, pour éviter qu'ensuite, une provocation mal calculée débouche sur une escalade incontrôlable.

Sur le dossier palestinien, les États-Unis oscillent en fonction des administrations en place. Les républicains ne font en général rien pour affaiblir ou gêner les gouvernements israéliens sur cette question sensible au Moyen-Orient. Donald Trump transféra même l'ambassade américaine à Jérusalem en 2018, laissant son gendre, Jared Kushner, multiplier les actions favorables à Israël, déniait l'idée de l'existence d'un futur État palestinien. À l'inverse, les démocrates restent attachés à l'apaisement du conflit avec la solution à deux États, même s'ils ont évolué sur le contour, le contenu et les prérogatives de l'État palestinien.

De leur côté, les gouvernements israéliens qui se sont succédé au pouvoir depuis l'assassinat du Premier ministre Yitzhak Rabin (1992-1995), le 4 novembre 1995, semblent avoir fait leur deuil d'une solution crédible à deux États, même si les travaillistes et l'extrême gauche continuent de pousser dans cette voie. Tous sont passés d'une logique de résolution du conflit israélo-palestinien à une logique de gestion de long terme, dans un sens qui affecte le moins possible la population israélienne. L'équipe démocrate Biden-Blinken, pragmatique et sans illusion sur l'avenir des Palestiniens, n'utilise ce levier que lorsqu'elle a besoin d'exercer des pressions contre des dirigeants israéliens, ce qui semble redevenir le cas depuis la victoire du Likoud de Benjamin Netanyahu et de ses alliés (Shas, Judaïsme unifié de la Torah,

Parti sioniste religieux, Otzma Yehudit) aux législatives du 1er novembre 2022.

Jusqu'à l'élection de Donald Trump, la relation à Israël faisait l'objet d'un large consensus bipartisan aux États-Unis. Les présidents américains prenaient soin de ne pas s'impliquer dans la vie politique intérieure israélienne, soutenant tous l'American Israel Public Committee (AIPAC) comme vecteur de l'amitié bilatérale et source de financement. En retour, la classe politique israélienne ne manifestait aucune préférence lors des élections présidentielles, même si la communauté juive américaine s'affichait plutôt en faveur des démocrates.

Dès son élection à la Maison Blanche, Donald Trump a soutenu Benjamin Netanyahu (détenteur d'un passeport américain), puis l'appui de ce dernier au premier durant le scrutin de 2020 a brouillé les cartes et engendré de fortes tensions, au point qu'un nombre croissant de responsables démocrates se sont montrés critiques envers Israël et ses politiques régionales. L'élection de Joe Biden suivie de l'éviction de Benjamin Netanyahu semblait avoir apaisé ces tensions ; la victoire électorale du second pourrait les relancer.

Un affrontement discret, mais invisible entre Israël et l'Iran

Le scénario d'une confrontation armée majeure entre Israël et l'Iran reste plausible, même si les dirigeants des deux pays connaissent leurs vulnérabilités réciproques et ont davantage intérêt à instrumentaliser la menace émanant de l'autre à des fins de politique intérieure (effet de diversion), plutôt qu'à se laisser entraîner dans une escalade qui pourrait devenir incontrôlable.

Une telle confrontation serait probablement provoquée par des frappes préventives israéliennes contre le programme nucléaire iranien. Si Israël était doté d'une arme conventionnelle à forte pénétration ou létalité, celle-ci pourrait infliger un coup symbolique suffisamment fort pour décrédibiliser le pouvoir iranien, mais il n'est pas envisageable que les États-Unis lui accordent pour l'instant cette capacité, a fortiori avec Benyamin Netanyahu à la tête du pays.

Cette confrontation pourrait également résulter d'une escalade des tensions entre Israël et le Hezbollah, notamment dans le contexte d'effondrement de l'État libanais. Israël dispose en effet d'une supériorité aérienne totale au-dessus du Liban et de la Syrie, sauf s'il entrerait en choc frontal avec la Russie qui pourrait activer sa bulle de déni d'accès et d'interdiction de zone (A2AD) à son encontre. L'Iran effectuerait alors des frappes de rétorsion massives de missiles et de roquettes contre la population israélienne. De telles attaques satureraient et épuiserait la défense antimissile israélienne.

Une campagne aérienne visant à la désorganisation de l'ensemble de l'appareil de défense iranien semble hors de portée d'Israël, à moins d'être directement épaulé par les États-Unis, c'est-à-dire d'avoir leur blanc-seing pour agir.

Seuls ceux-ci disposent des moyens leur permettant d'acquérir une supériorité aérienne globale au-dessus de l'Iran. Cette supériorité aérienne paraît d'autant plus forte que les États-Unis pourraient engager d'importants renforts aériens et que le territoire iranien n'est qu'imparfaitement couvert par les réseaux de radars et de défense antiaérienne. L'aviation iranienne serait donc probablement rapidement détruite au sol et en vol.

Il est toutefois envisageable que l'Iran puisse recevoir avant une telle confrontation des chasseurs et des missiles russes (Su-35 et S-400) dans le cadre du marchandage autour du dossier ukrainien, notamment en contrepartie des drones iraniens cédés à Moscou.

Ces livraisons pourraient rendre plus difficiles des frappes ciblées israéliennes, mais elles ne changeraient pas la donne face à la puissance aérienne américaine. La neutralisation complète de l'arsenal balistique iranien serait autrement plus compliquée à obtenir. Ces missiles balistiques sont éparpillés sur le territoire dans des sites enterrés et durcis. Nombre d'entre eux sont mobiles et peuvent être déplacés. La recherche de leur destruction entraînerait une campagne aérienne longue et dangereuse qu'Israël ne semble pas en mesure de conduire seul.

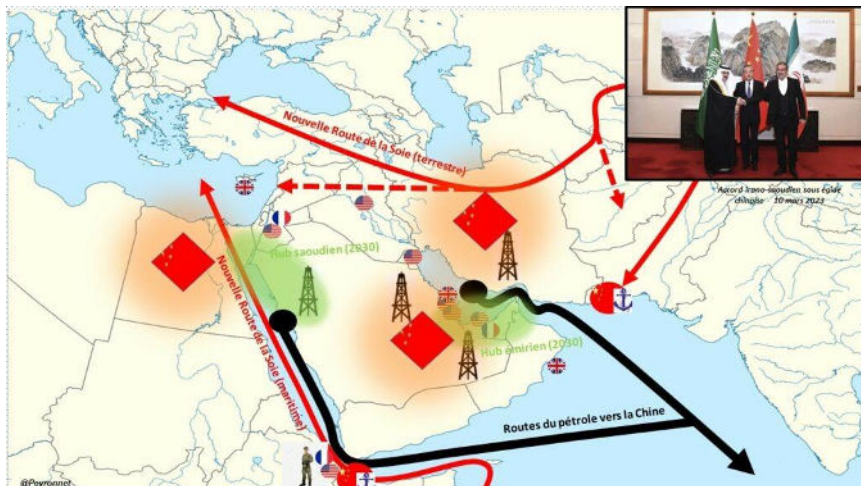
À moins d'une provocation outrancière de l'un ou de l'autre, un conflit ouvert majeur entre Israël et l'Iran est donc peu crédible, à moins qu'il ne s'inscrive dans le cadre d'une confrontation plus globale dans laquelle seraient impliqués les États-Unis.

Le scénario le plus probable reste celui d'une poursuite de l'affrontement discret entre Israël et l'Iran dans le domaine invisible, particulièrement si Washington et Téhéran parvenaient à s'entendre a minima sur des questions bilatérales, face à un Benyamin Netanyahou otage de sa coalition d'extrême droite ultranationaliste et religieuse.

Article publié par l'institut FMES dans le numéro 57 de janvier-mars 2023 du magazine Moyen-Orient

Vers un réalignement géopolitique du Moyen-Orient au détriment des États-Unis ?

Par Arnaud Peyronnet, membre associé FMES de l'observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).



Vers un réalignement géopolitique du Moyen-Orient au détriment des États-Unis ?

La visite très médiatisée du Président chinois en Arabie Saoudite au mois de décembre 2022 en pleine coupe du monde de football au Qatar a révélé le développement exponentiel des relations commerciales entre Pékin et les pays du Golfe. La signature, le 10 mars 2023, sous égide chinoise, d'un accord irano-saoudien pour le rétablissement de relations diplomatiques entre les deux pays antagonistes constitue un signal majeur de l'irruption durable de la Chine sur la scène moyen-orientale. Elle constitue un revers pour la politique américano-israélienne dans la région.

Offensive très stratégique de la Chine au Moyen-Orient

Le développement de la relation économique sino-saoudienne est essentiellement mue par des intérêts commerciaux pragmatiques : l'Arabie Saoudite est le plus gros fournisseur de pétrole au monde et la Chine le plus important consommateur mondial. Près de 20% de la consommation de pétrole chinoise vient d'Arabie Saoudite² et Ryad est le 1^{er} fournisseur de pétrole de Pékin, les deux pays ayant d'ailleurs reconduit en 2016 un partenariat pour une coopération énergétique sur le long terme³.

La relation énergétique est donc l'ossature première du rapprochement sino-saoudien. En 2021, les échanges bilatéraux ont été évalués à plus de 87 milliards de dollars, indiquant une diversification des échanges entre les deux pays. La visite du 7 au 10 décembre 2022 de Xi Jing Ping dans le royaume wahhabite a eu pour objectif de finaliser des contrats commerciaux et industriels dans différents domaines⁴, pour près de 30 milliards de dollars.

Mais au-delà de l'Arabie Saoudite, la Chine accroît son influence commerciale et industrielle avec l'ensemble des pays de la région. La Chine et la Ligue Arabe avaient, dès 2004, créé un forum de coopération collectif (CASCF pour *China-Arab States Cooperation Forum*) pour développer les relations économiques et commerciales entre ces deux acteurs.

² *Atlantic Council*, 09/12/2022.

³ Partenariat initialement conclu en 1991 pour une durée de 25 ans et prévoyant notamment la fourniture de missiles balistiques chinois à l'Arabie Saoudite.

⁴ Construction de réseaux télécoms par Huawei, d'usines par Baosteel, accords croisés entre les secteurs pétroliers saoudien et chinois (Saudi Aramco, ACWA power Sinopec, Shandong Energy Group), création d'un centre régional pour les entreprises chinoises notamment dans la technologie et l'intelligence artificielle. *Al Monitor*, 07/12/2022 et *South China Morning Post*, 08/12/2022.

En 2014, le président chinois avait proposé l'établissement d'une « communauté d'intérêts communs et de destin sino-arabes »⁵ dans le cadre de ce même forum. En 2016, il s'était rendu au siège de la Ligue Arabe en visite officielle et en 2018, la Chine a cherché à développer un « partenariat stratégique sino-arabe de coopération globale et de développement commun orienté vers l'avenir » au sein de ce même cénacle sino-arabe, ce qui a été rappelé de nouveau en 2020⁶.

La puissance économique chinoise compte ainsi profiter de la croissance économique des pays du Golfe pour trouver des débouchés technologiques à ses industries, tout en s'assurant un approvisionnement régulier et massif en hydrocarbures. Le Président chinois a d'ailleurs rencontré à Ryad, à la suite du sommet bilatéral Chine/Arabie Saoudite, quatorze dirigeants arabes⁷ lors du sommet de coopération et de développement Golfe/Chine, démontrant ainsi la stratégie économique régionale de Pékin.

Ces différents accords-cadres de coopération économique sino-arabes assoient la politique d'expansion commerciale de Pékin dans le cadre des nouvelles routes de la Soie (projet OBOR⁸). La Vision 2030 prônée par le dirigeant saoudien pour faire entrer son royaume dans la diversification économique et la modernité est ainsi facilitée par le projet chinois OBOR⁹.

⁵ *Xinhua*, 08/12/2022.

⁶ *Ibid.*

⁷ Un Sommet sino-arabe (Chine, pays du Conseil de Coopération du Golfe, Irak, Égypte, Jordanie, Liban) élargi à d'autres pays de la Ligue Arabe (Mauritanie, Tunisie, Djibouti, Algérie, Libye, Yémen, Soudan, Palestine, Somalie, les Comores).

⁸ *One Belt One Road*.

⁹ Le projet Vision 2030 profite d'ailleurs aux entreprises chinoises du BTP. Le Président chinois a visité le projet Neom sur la côte saoudienne de la mer Rouge, élément clé de Vision 2030, lors de sa visite dans le royaume en décembre 2022.

Les Émirats Arabes Unis sont eux aussi devenus un élément essentiel de ce projet chinois. L'Égypte, qui a rallié en 2017 le projet OBOR, est aussi stratégique pour la Chine, le canal de Suez abritant une zone de coopération économique bilatérale à Ain Sokhna. D'ailleurs, le Caire a été le théâtre de la première visite à l'étranger du nouveau ministre des Affaires étrangères chinois en janvier 2023¹⁰. Les fonds chinois financent une partie de la nouvelle capitale administrative égyptienne près du Caire¹¹ et les importations chinoises en Égypte en 2022 ont atteint plus de 12 milliards de dollars¹², ce qui témoigne de l'engouement croissant de Pékin pour l'Égypte, verrou commercial vers l'Afrique du Nord et la Méditerranée. Si ces dernières années ont marqué l'extension impressionnante de l'influence chinoise au Moyen-Orient, une nouvelle étape a été franchie en décembre 2022 avec la signature par Ryad et Pékin d'un accord de partenariat stratégique global, qui vient peu après ceux signés par la Chine avec les Émirats arabes unis, Oman et surtout l'Iran¹³. La prochaine étape, un accord de libre-échange entre les pays du Golfe et la Chine est en cours de négociation alors que Pékin continue d'appeler à utiliser sa monnaie, le yuan, dans les échanges économiques entre les deux blocs. Une telle situation constituerait une rupture symbolique et financière majeure. En février 2023, le gouvernement irakien a ainsi annoncé que ses échanges commerciaux avec la Chine seraient désormais effectués en Yuan¹⁴.

¹⁰ *RFI*, 16/01/2023.

¹¹ *Eurasia review*, 16/12/2022.

¹² *Al Monitor*, 09/12/2022.

¹³ L'Iran a été le principal point d'appui de Pékin dans la région avec la signature, le 27 mars 2021, d'accords commerciaux pour 400 milliards de dollars et un partenariat stratégique sur 25 ans. Oman avait signé un partenariat stratégique avec la Chine en mai 2018, tout comme les Émirats Arabes Unis avec Pékin en juillet 2018.

¹⁴ L'Arabie Saoudite étudie depuis début 2022 la faisabilité d'effectuer, avec la Chine, des transactions de pétrole brut en Yuan. *Al Monitor*, 23/02/2023.

Au plan politique, le rapprochement avec l'Arabie Saoudite, puissance arabe sunnite majeure et gardienne des Lieux Saints musulmans, après la signature d'un accord de partenariat stratégique avec l'Iran, permet à Pékin de pratiquer une politique d'équilibre entre les deux puissances régionales (Téhéran et Ryad), de chercher à s'assurer la reconnaissance du monde musulman, déjà plutôt anti-occidental, et de calmer les critiques vis-à-vis des traitements que la Chine inflige à la minorité ouïghoure.

À l'inverse, le soutien des pays arabes à « l'unicité de la Chine » conforte la position diplomatique de la Chine quant à Taïwan. Pékin tente ainsi de constituer au Moyen-Orient un glacis politico-économique connecté à ses nouvelles routes de la Soie qui marginaliserait progressivement l'Occident. Si pour le moment les pays du Golfe se sont bornés aux échanges économiques et n'ont pas complètement cédé aux sirènes politiques chinoises, il n'en reste pas moins que l'intensification des échanges sino-arabes enfonce un coin dans la relation historique entre l'Occident et la région et érige Pékin en rival de substitution.

Découplage croissant du Moyen-Orient avec les États-Unis

La visite du président chinois révèle la progression de la puissance chinoise au Moyen-Orient, alors que les relations entre le royaume saoudien et les États-Unis restent tendues. Les relations entre l'administration Biden et Ryad, tant sur les droits de l'homme que sur la question iranienne sont en effet structurellement compliquées depuis l'élection de Joe Biden¹⁵.

¹⁵ Critiques très virulentes de Joe Biden lors de sa campagne électorale sur l'action saoudienne au Yémen, sur l'implication du pouvoir saoudien dans l'assassinat du journaliste

La visite du président américain à Ryad, en juillet 2022, avait été entourée de beaucoup moins de faste que celle du président chinois, un signal fort dans la région. Enfin, dans le contexte de divergences d'appréciation sur la crise ukrainienne, Washington avait critiqué très vivement¹⁶ la décision (5 octobre 2022) de l'OPEC+ et notamment de l'Arabie Saoudite de limiter la production de pétrole pour accroître drastiquement les prix, à l'opposé de la politique souhaitée par Washington¹⁷ dans le contexte de la guerre en Ukraine. Cette décision saoudienne avait été vue comme un signe supplémentaire du découplage stratégique entre le royaume wahhabite et les États-Unis. Certains experts font d'ailleurs débiter cette tendance à l'invasion de l'Irak en 2003¹⁸, vécue comme un traumatisme dans les pays arabes qui a creusé la défiance arabe vis-à-vis de Washington.

La Chine en avait profité à l'époque pour créer le forum CASCF dans le respect de « 5 principes de coexistence pacifique » (respect mutuel, respect de l'intégrité territoriale, respect de la souveraineté, non-interférence dans les affaires intérieures, non-agression)¹⁹ qui tranchaient avec la politique interventionniste et moralisatrice des États-Unis.

En Égypte, certains officiels voient d'ailleurs les projets chinois des nouvelles routes de la Soie comme une « transformation de la coopération qui est passée d'un modèle colonial à un modèle

du *Washington Post*, Jamal Khashoggi, sans compter la volonté du futur Président américain de relancer les négociations du JCPOA avec l'Iran, rival de Ryad.

¹⁶ Biden menaçant l'Arabie Saoudite de « conséquences » non spécifiées.

¹⁷ L'idée défendue par les États-Unis et l'Europe était au contraire d'accélérer la production de pétrole afin d'entraîner une baisse massive des prix qui priverait la Russie d'importants revenus tout en contribuant à lutter contre l'inflation.

¹⁸ *Middle East Monitor*, 07/12/2022.

¹⁹ *Middle East Monitor*, 07/12/2022.

collaboratif »²⁰.

La signature (10 mars 2023) sous égide chinoise d'un accord irano-saoudien pour le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays²¹ met en évidence le rôle de « puissance pacifique et responsable »²² que la Chine dit vouloir jouer sur la scène internationale, tout comme l'autonomie décisionnelle de l'Arabie Saoudite qui, ayant besoin d'une stabilité sécuritaire pour ses réformes économiques (Vision 2030), préfère finalement collaborer avec son rival régional et s'associer à la Chine plutôt que d'approfondir ses relations avec un axe américano-israélien devenu imprévisible.

Cet accord, outre l'officialisation du rôle majeur de la Chine dans le Golfe, sort l'Iran de son isolement, place durablement ce pays dans l'orbite sino-russe et pourrait signer un coup d'arrêt aux accords d'Abraham, du moins en tant qu'axe régional anti-Iran. Cet accord spectaculaire piloté par la Chine a d'ailleurs été salué par le sultanat d'Oman et les EAU, voisins et partenaires de l'Arabie Saoudite, désireux eux aussi de renforcer leurs liens avec Pékin.

Outre les divergences politiques croissantes, le découplage est également économique et énergétique. Les États-Unis ne sont plus que le 3^{ème} importateur de pétrole saoudien tandis que les relations commerciales s'effritent entre les deux pays (76 milliards de dollars en 2012 contre seulement 29 milliards en 2021, soit près de 3 fois moins qu'entre l'Arabie et la Chine la même année)²³. Les

²⁰ *Al Monitor*, 09/12/2022.

²¹ Les deux pays ont aussi convenu de respecter mutuellement leur souveraineté et de ne pas interférer dans leurs affaires intérieures respectives. *RFI*, 11/3/2023.

²² *Ibid.*

²³ *Al Monitor*, 07/12/2022.

États-Unis, grâce à l'exploitation intensive de leurs propres ressources, ne sont plus dépendants du Moyen-Orient pour leurs besoins énergétiques.

Or, ce découplage progressif entraîne un risque de découplage sécuritaire et militaire. Les États-Unis persistent toutefois à ne pas y croire, compte-tenu de la dépendance des pays du Golfe aux matériels militaires américains²⁴. Pour Dawn Murphy, professeur associé au *National War College*, la « Chine ne semble pas vouloir accroître son rôle dans la sécurité de la région »²⁵. De même, d'anciens diplomates américains affirment toujours que « la Chine ne peut remplacer les États-Unis comme garants de la sécurité régionale tant que celle-ci maintient des liens étroits avec Téhéran »²⁶. De plus, et toujours dans le même esprit, les États du Golfe, en courtisant la Chine, chercheraient plutôt à faire pression sur les États-Unis pour obtenir davantage de garanties de sécurité de leur part. Le divorce avec Washington ne serait ainsi pas définitif, mais plutôt transitoire.

Toutefois, de forts doutes se sont multipliés ces dernières années quant à la crédibilité de la protection américaine pour la défense des monarchies du Golfe²⁷. La Chine est, dans ce contexte, devenue un partenaire intéressant pour la sécurité régionale, d'abord par la voie commerciale en livrant des équipements de défense alternatifs (drones de type *Wing Loong* notamment) ou des infrastructures de communication (5G voire 6G avec *Huawei*). En 2021, les EAU ont abandonné brusquement leur projet d'achat de chasseurs F-35

²⁴ Systèmes de défense aérienne THAAD, chars et blindés, bâtiments de combat MMSC notamment.

²⁵ *Politico*, 07/12/2022.

²⁶ Ibid. La Chine et l'Iran ont conclu un accord de coopération sur 25 ans, Pékin continuant d'acheter du pétrole à l'Iran.

²⁷ Doutes en partie motivés par le désengagement brutal des États-Unis d'Afghanistan en 2021, par le pivot effectué par l'armée américaine vers l'Indopacifique, par la reprise des négociations avec l'Iran et ce alors que les menaces perçues provenant d'Iran augmentaient sensiblement (guerre au Yémen, multiples tirs de missiles et de drones sur l'Arabie Saoudite et les EAU entre 2019 et 2022).

après l'ire de Washington concernant les contrats passés entre les Émirats et *Huawei* pour les réseaux 5G.

Par la même occasion, les EAU ont acheté à Pékin une douzaine d'avions d'entraînement de type L-15, geste de défiance clair vis-à-vis des États-Unis. De plus, et malgré l'intérêt que les monarchies du Golfe pourraient avoir pour le matériel militaire américain, certains sont de moins en moins disponibles, nombre d'entre eux étant désormais envoyés en Ukraine²⁸. Les stocks s'amenuisant, ce n'est pas non plus l'arsenal russe, discrédité au combat et sous tension à la suite des pertes de guerre, qui peut remplacer l'arsenal américain sur ce marché.

Quant aux Européens, ils font face aux mêmes difficultés que leurs homologues américains. Ne restent donc finalement que les matériels israéliens, sud-coréens et chinois à pouvoir investir durablement ce marché en l'absence d'effort majeur des pays européens vers cette région... En mars 2022, la Chine et l'Arabie Saoudite ont ainsi décidé la création d'une *joint-venture* pour développer localement des drones²⁹. En novembre 2022, l'Arabie Saoudite aurait commandé pour près de 4 milliards de dollars de drones armés TBO01 et missiles antinavires YJ-21 chinois.

Enfin, un communiqué conjoint sino-saoudien à la fin du forum bilatéral de décembre 2022 a fait part de la volonté des deux parties de renforcer leur coordination et leur coopération dans différents domaines liés à la défense, dont le renseignement à but de contre-terrorisme³⁰. Pékin a même proposé de construire une future architecture de sécurité commune au Moyen-Orient, inclusive,

²⁸ Les forces américaines au Moyen-Orient retirant même certains de leurs moyens pour les envoyer en Europe, puis en Ukraine.

²⁹ Cette annonce suivant l'établissement de liens identiques en 2021 entre des entreprises émiriennes et chinoises. *Asia Times*, 27/02/2021.

³⁰ *Al Monitor*, 11/12/2022.

coopérative et durable qui s'inscrit, du moins en rhétorique, en opposition avec l'architecture proposée par les États-Unis.

À terme, il est probable que Pékin déploie davantage ses forces militaires aux limites du Moyen-Orient, en prenant appui sur sa base en plein développement de Djibouti³¹ voire de Gwadar³², fournissant ainsi tant une protection pour les nouvelles routes de la Soie qu'une garantie sécuritaire supplémentaire pour ses nouveaux partenaires de la région. À plus long terme, le projet chinois de base navale chinoise aux Émirats Arabes Unis, en plein cœur du golfe arabo-persique, participe à cette tendance. Outre ces bases, la marine chinoise multiplie désormais ses déploiements opérationnels en océan indien.

De fait, la relation sécuritaire et de défense entre les pays du Golfe et la Chine devrait pourrait continuer à se développer dans les prochaines années, aboutissant à terme à un réel découplage sécuritaire entre les États-Unis et le Golfe.

Stratégie d'équilibre et d'autonomisation des pays du Golfe

Les Émirats Arabes Unis se rêvent en *hub* logistique de la péninsule arabique, intégré dans les nouvelles routes de la Soie chinoises. L'Arabie Saoudite lorgne quant à elle sur le statut d'observateur au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) pilotée par Pékin, qui lui offrirait une tribune à même de montrer le Royaume comme une plaque tournante

³¹ La base logistique chinoise de Djibouti, inaugurée en août 2017, devra être en mesure d'accueillir 5 000 militaires si nécessaire d'ici 2026 et pouvoir accueillir des bâtiments de 1^{er} rang (destroyers, sous-marins, navires amphibies, porte-aéronefs).

³² La marine chinoise entend ainsi utiliser Gwadar, au Pakistan, comme base navale projetée, ce port (loué à la société chinoise China Overseas Port Holding Company pour un bail de 40 ans) étant aussi le point d'entrée pour un corridor logistique devant relier le Pakistan à la Chine continentale.

essentielle entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Le prince héritier vient d'ailleurs d'annoncer son souhait de créer une nouvelle compagnie aérienne tournée vers l'Asie, rivalisant par là-même avec les compagnies Emirates, Etihad et Qatar Airways. Les monarchies du Golfe, ne voyant plus les États-Unis comme un partenaire de confiance, veulent investir pleinement le nouveau paysage multipolaire que leur propose la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Le ministre des Affaires étrangères saoudien a ainsi indiqué que « nous ne croyons pas en la polarisation, nos politiques étant fondées sur nos propres intérêts », ajoutant que « l'économie du Royaume est en pleine croissance, nous avons besoin de tous les partenaires et nous avons des intérêts communs tant avec les États-Unis que la Chine »³³ démontrant le réalisme des gouvernants. La signature de l'accord irano-saoudien met en évidence l'autonomisation géopolitique de l'Arabie Saoudite.

Les pays du Golfe défendent, dans une logique mondialisée, une vision d'un ordre mondial connecté dans lequel les relations étatiques doivent être multiples, complémentaires et centrées sur la défense de leurs intérêts nationaux ou régionaux, et non pas simplement fondées sur l'idéologie ou les alliances³⁴. Les EAU, tout en maintenant une relation de défense importante avec les États-Unis, se rapprochent ainsi sans complexes de la Chine mais aussi d'autres partenaires asiatiques³⁵.

De même, l'approche transactionnelle des EAU et de l'Arabie Saoudite vers la Turquie, l'Iran ou Israël démontre l'importance de

³³ *Middle East Monitor*, 11/12/2022.

³⁴ *Middle East Institute*, 5/4/2022.

³⁵ Notamment avec Séoul qui a récemment vu la promesse émirienne d'investir 30 milliards de dollars dans les industries sud-coréennes. *Al Monitor*, 17/01/2023.

cette connectivité dans leur perception des enjeux géopolitiques qui ne sont plus unis ou bipolaires.

Les dirigeants des pays du Golfe semblent donc promouvoir désormais une vision ambitieuse pour leur pays en cherchant un pôle d'équilibre qui servent leurs seuls intérêts. Cette nouvelle stratégie, servie par des moyens financiers considérables et de véritables leviers de puissance (financière, énergétique) leur permet de rêver jouer un rôle international de 1^{er} rang dans les décennies à venir. Ce jeu d'équilibriste illustre aussi un nouvel ordre international fondé sur la distinction entre *Global West* et *Global South*³⁶, le second groupe étant composé de nations qui ne s'alignent plus automatiquement sur les idées, les valeurs ou les principes défendus par l'Occident.

Quelles conséquences pour le Moyen-Orient ?

La Chine voit dans l'affirmation de sa présence au Moyen-Orient une bonne occasion d'affirmer son rôle géopolitique mondial, dans une zone stratégique pour ses approvisionnements en hydrocarbures et qui était jusque-là un pré-carré américain. Elle se pose en arbitre international « impartial », du fait de son implication quasi-uniquement économique à ce stade, essentiellement attachée à la stabilisation de la région, bien loin des critiques allant à l'encontre de l'interventionnisme militaire américain des dernières décennies. L'implantation chinoise au Moyen-Orient, dans l'arrière-cour du rival indien, s'inscrit aussi

³⁶ Le *Global West* verrait l'époque comme un combat des démocraties contre les autocraties (représentées par la Russie et la Chine notamment) et sur la nécessité d'un alignement mondial au profit des démocraties. Le *Global South* voit en revanche surtout les risques économiques potentiellement incontrôlés d'une telle dichotomie, notamment pour ceux qui ont fait du développement économique accéléré la marque de fabrique du développement de leur stratégie nationale.

dans la compétition des deux puissances asiatiques pour l'Indopacifique. Elle ne peut susciter que des craintes à New Dehli, notamment pour ses approvisionnements de pétrole qui pourraient être à terme détournés aisément vers la Chine.

La *pax sinica* en cours de constitution dans cette région permet avant tout d'assurer à la Chine et aux pays du Golfe, Iran inclus, des échanges commerciaux sereins et fluides. Si la *pax sinica* ne remettra pas en cause les différends fondamentaux entre Iran et Arabie Saoudite, elle pourrait toutefois permettre un apaisement ponctuel en périphérie de la région du Golfe, tant en Syrie qu'au Yémen, deux pays essentiels pour les Nouvelles Routes de la Soie chinoises. Dans ce contexte, l'Iran voit sa stratégie d'influence régionale confortée tandis que l'isolement israélo-américain va croître, sauf à changer radicalement de posture, tant vis-à-vis de l'Arabie Saoudite que de l'Iran ou la Syrie, ce qui paraît peu probable.

Quant à l'Europe, celle-ci brille par son absence, tiraillée entre son alignement anti-iranien avec Washington et ses divisions internes (exacerbation de la concurrence entre France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie). L'autonomisation croissante du Moyen-Orient pourrait cependant constituer une chance économique et géopolitique pour la France, dans son rôle de puissance d'équilibres, en associant, en pleine égalité, les principaux pays de la région à toute réflexion sur le nouvel ordre mondial.

* * *

La pénétration stratégique chinoise au Moyen-Orient, notamment au travers de l'interconnexion croissante de l'Iran et des pays arabes avec les nouvelles routes de la soie devrait se poursuivre compte-tenu de l'alignement des intérêts économiques et commerciaux mutuels. De plus, si l'ambition chinoise est de créer

au Moyen-Orient un glacis géopolitique compatible avec ses intérêts, la vision arabe est de faire de la péninsule Arabique un pôle d'équilibre et de croissance entre Occident et Orient. Les deux projets semblent ainsi compatibles.

Enfin, le réel développement économique systémique en Asie, comparativement à la stagnation occidentale, devrait sur le long terme renforcer le pivot vers l'Asie des pays du Golfe et de l'Iran.

Ce rapprochement sino-arabe démontre *in fine* l'indépendance politique croissante des monarchies du Golfe qui, fortes de leurs ressources financières et pétrolières, souhaitent ne plus avoir à choisir un camp et pourraient se rêver en chefs de file d'une troisième voie géopolitique. Cette situation pourrait dès lors constituer une opportunité pour la France, dans le cadre de sa vocation de puissance d'équilibres, en associant cette région à la refondation du cadre international actuel.

Publié par l'institut FMES, le 29 mars 2023

Face à la dérive autoritaire de Kaïs Saïed, quel rôle pour l'appareil sécuritaire tunisien ?

Par Chloé Jamet membre associé FMES de l'observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).

Fin 2010, la Tunisie connaît des manifestations d'ampleur. La Révolution du Jasmin conduit à la chute du président Ben Ali le 14 janvier 2011. Après une période de transition démocratique où le parti islamiste Ennahdha arrive au pouvoir, la situation économique, sociale et politique continue de se détériorer. Le 23 octobre 2019, le juriste sans affiliation politique Kaïs Saïed est élu président de la République tunisienne. Depuis 3 ans et demi, et dans un contexte de blocages politiques caractérisé notamment par l'amorphie du Parlement, Kaïs Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs, a dissout le Parlement, et fait adopter par référendum une nouvelle Constitution renforçant le pouvoir exécutif. Sur la même période, face à la dégradation économique et sociale du plus petit pays maghrébin, doublé de la mise à l'écart des forces de sécurité intérieure à la suite du départ de Ben Ali qui régnait grâce à un autoritarisme policier, la Tunisie a dû faire face à la montée de l'islamisme et du jihadisme.

Quelles sont aujourd'hui les places des différentes composantes de l'appareil sécuritaire tunisien et leurs relations avec le pouvoir politique ?

Kaïs Saïed a-t-il réussi à s'arroger les pleins pouvoirs en contrôlant l'administration tunisienne et l'appareil sécuritaire comme son prédécesseur Ben Ali ?

Quels sont les scénarios à moyen-terme pour la Tunisie ?

L'héritage d'un État policier ébranlé par la Révolution du Jasmin et par le terrorisme islamiste

Ben Ali, d'abord militaire, devenu Chef de la Sûreté nationale puis ministre de l'Intérieur, et enfin Premier Ministre, renverse Bourguiba en 1987. Alors que les deux pays voisins subissent des crises, Ben Ali développe son État policier au nom de la stabilité et de la sécurité du pays. Il développe l'appareil coercitif du pays afin de disposer de la volonté et la capacité exceptionnelle d'écraser les initiatives démocratiques¹. La surveillance est présente à tous les niveaux de la société grâce à l'utilisation de techniques d'intimidation et de torture, et à l'omniprésence de la délation. La libéralisation économique ne remet pas en cause l'autoritarisme : elle le renforce par la cooptation de technocrates dans l'appareil gouvernant, et le soutien de pays occidentaux à un régime stable contribuant à la sécurité en Méditerranée et à la lutte contre le terrorisme islamiste. L'armée est laissée de côté et conserve un simple rôle de protection du territoire national, hérité de la période Bourguiba.

Toutefois, le pays fait régulièrement face à des mouvements sociaux, des émeutes de la faim et à des grèves, violemment réprimées². Décembre 2010 marque le début de la fin pour un appareil sécuritaire que beaucoup considèrent pourtant comme fonctionnel et solide, lorsque la division entre l'armée et les forces de sécurité donne une chance à la révolution de réussir.

Le 24 janvier 2011, le Chef d'État-major de l'Armée de terre, qui avait déjà refusé d'utiliser la force armée contre la population,

¹ Bellin, E. (Janvier 2004). *The Robustness of Authoritarianism in the Middle East : Exceptionalism in Comparative Perspective* (Vol. 36, n°2). *Comparative Politics*.pp. 139-157

² Par exemple en 2008 lors des grèves de Gafsa, qui ont secoué le bassin minier du sud-ouest du pays.

s'adresse aux manifestants devant le siège du gouvernement : l'armée « ne sortira pas du cadre de la Constitution » et se portera « garante de la révolution ». Ce rôle prépondérant dans la révolution, qui a ancré le respect et la sympathie pour l'institution au sein de la population tunisienne, s'expliquait notamment par le fait que l'Armée avait été tenue à l'écart du pouvoir³, ne l'encourageant donc pas à protéger le régime de Ben Ali⁴.

Par sa décision, elle devient adulée par la population. Son budget double entre 2011 et 2020 (de 571 millions à 1 milliard d'euros)⁵, ce qui ne suffit toutefois pas à rattraper le retard accumulé. À ce jour, l'armée reste sous-équipée et dépendante de l'aide militaire extérieure. Elle fait aussi face à des problématiques de ressources humaines bien qu'elle soit passée de 35 000 soldats en 2011 à 90 000 en 2023⁶. Elle est donc un acteur important mais non autonome sur la scène politique tunisienne.

Le renversement du système autoritaire de Ben Ali a également conduit à une profonde réforme de l'appareil sécuritaire tunisien, à l'image de la suppression de la police politique. Pendant quelques années, la gestion des affaires de police est chaotique, à cause de multiples renvois et nouvelles nominations à toutes les échelles de sympathisants du parti lié au frères musulmans Ennahdha pour épurer le « système Ben Ali ». La désorganisation des forces de police se voit renforcée par des coupes budgétaires, et par une perte d'autorité, de légitimité et de compétences.

³ Martinez, L. (2019). *L'Afrique du Nord après les révoltes arabes*. Paris, Presses de Sciences Po, p. 63

⁴ Chabbi, M. (2015/1 (Printemps)). *Armée et transition démocratique en Tunisie*. Politique étrangère. Doi :10.3917/pe.151.0103

⁵ Chiffres de la Banque mondiale

⁶ Global Fire Power (2023, avril 13). *2023 Tunisia Military Strength*. Récupéré sur Global Fire Power : https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.php?country_id=tunisia

La transparence et le contrôle des services de sécurité intérieure et de renseignement ne s'améliorent pas : pour Amnesty International, les violations des droits de l'Homme persistent en Tunisie, et les efforts de réforme de l'ensemble de l'appareil sécuritaire tunisien sont insuffisants⁷. La fonctionnarisation de militants d'Ennahdha puis la création de corporations professionnelles au sein du ministère de l'Intérieur a permis la politisation de la police.

Les deux principaux syndicats policiers avaient notamment réussi à devenir des poids lourds politiques grâce aux cotisations de leurs membres ralentissant et dévoyant les tentatives de réforme du secteur de la sécurité⁸. Ce phénomène a été renforcé par un laxisme des partis politiques pour obtenir l'allégeance des policiers, allant jusqu'à l'impunité pour ceux accusés de meurtre ou de torture⁹. Malgré ces recompositions, le ministère de l'Intérieur a gardé sa place centrale en Tunisie (3^e budget après la dette et l'éducation).

Bien que l'essor du terrorisme dans le pays ne date pas de 2011, l'écroulement du régime doublé d'une violente crise sociale et économique a nourri le développement d'une insurrection djihadiste, alimentée par une situation sécuritaire régionale détériorée et à la libération d'islamistes violents grâce à la loi d'amnistie et à la complaisance d'Ennahdha. En 2015, trois attaques terroristes menées par des *wilayat* ayant plaidé allégeance à l'État islamique, ont tué 72 personnes.

⁷ Amnesty International. (2017). *Tunisia : 'We want an end to the fear' : Abuses under Tunisia's state of emergency*. London. Consulté le 10 avril 2023, sur <https://www.amnesty.org/en/documents/mde30/4911/2017/en/>

⁸ Pluta, A. (2020). Pas de révolution pour la police ? Syndicats et organisations internationales autour de la « Réforme du secteur de la sécurité » en Tunisie après 2011. *Lien social et Politiques* (84), 122-141. Doi :10.7202/1069446ar

⁹ Nafti, H. (2022). *Tunisie : vers un populisme autoritaire ?* Paris : Riveneuve.

En parallèle, on estime à environ 6000 le nombre de combattants tunisiens ayant rejoint l'EI au Levant, soit la plus grande force étrangère : parmi eux, au moins 650 personnes sont revenues¹⁰. Pour empêcher ce phénomène, les autorités interdisent aux jeunes Tunisiens de se rendre en Libye, en Irak et en Syrie, empêchant ainsi le départ de 18 000 jeunes en 2016 selon le gouvernement. Le système sécuritaire tunisien était devenu inadapté et incapable de faire face au terrorisme djihadiste : à cause de la disparition de la Direction de la Sûreté de l'État, les connaissances sur les groupes radicaux tunisiens ont été largement perdues.

Pour faire face, la Tunisie a tenté de faire évoluer son appareil sécuritaire¹¹. Le Parlement tunisien a ainsi voté une loi¹² plaçant pour la première fois le renseignement antiterroriste au cœur du système de sécurité. Cette loi a permis la création de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité de la défense (ANRSD) afin d'éviter que la lutte antiterroriste ne dépende uniquement du ministère de l'Intérieur, noyauté par Ennahdha.

Ce système basé à la fois sur l'armée et la police fait encore face à de nombreuses difficultés¹³, mais les forces de sécurité intérieures ont profité de la menace pour améliorer leur image, même aux yeux des partis politiques de gauche et progressistes.

¹⁰ Bourgo, T. (2015). Renseignement et terrorisme en phase de transition politique : le cas de la Tunisie. *Sécurité et Stratégie* (20), pp. 54-61. Doi :10.3917/sestr.020.0054 ; on ignore le nombre de djihadistes tunisiens tués.

¹¹ Jamet, C. (2021). *The impact of ISIS on Muslim countries' intelligence services*. Sciences Po Kuwait Program. Consulté le 11 avril 2023, sur <https://www.sciencespo.fr/kuwait-program/wp-content/uploads/2021/11/sciencespo-kuwait-program-2021-jamet-chloe.pdf>

¹² République tunisienne, Présidence du gouvernement. (12 avril 2023). *Cadre juridique*. Récupéré sur Commission nationale de lutte contre le terrorisme: http://www.cnlct.tn/fr/?page_id=1026

¹³ Cette période a souligné les besoins de formation des forces de sécurité et des policiers, qui devaient pour la première fois respecter un État de droit, dans un contexte juridique incertain : en conséquence, les forces de sécurité intérieures sont restées peu efficaces face à la menace terroriste.

Il faut souligner que malgré la proximité dénoncée entre les leaders d'Ennahdha et les milieux djihadistes, l'armée s'est accommodée du gouvernement islamiste et a cherché à remplir son rôle tout en restant éloigné de l'arène politique. C'est donc elle qui porte la charge, depuis 2013, de protéger le territoire national et ses frontières par des opérations de contre-terrorisme.

Kaïs Saïed : retour à l'autoritarisme par le néonationalisme populiste ?

La Tunisie, entre 2011 et 2019, fait face à une situation sécuritaire détériorée, tout en s'enfonçant dans une crise économique, sociale et politique. La nouvelle constitution, qui prévoyait un système parlementaire pour éviter un président trop puissant, a servi de cadre à la décadence du pouvoir, provoquée par un blocage non résolu entre la Présidence, le Premier ministre et le Parlement. Ce blocage facilite en 2019 l'élection du juriste Kaïs Saïed à la tête de l'État. Celui-ci, fervent défenseur du caractère démocratique de la Révolution du Jasmin pendant plusieurs années, jouit d'une image de probité et promet de lutter contre la corruption en appliquant le droit.

Toutefois, son élection, dans ce contexte de blocage politique qui aggrave la crise économique, a conduit à une nouvelle concentration du pouvoir à partir de 2021. Celle-ci a débuté avec la déconstruction du régime parlementaire dans l'indifférence du peuple tunisien exaspéré ; durant l'été, le président a ainsi ordonné à l'armée de procéder à la fermeture du Parlement. Les militaires ont suivi ses ordres : à l'image du reste de la population tunisienne, ils percevaient les politiciens tunisiens comme corrompus et peu soucieux de l'intérêt général.

Cet affaiblissement du Parlement¹⁴ a été mené en parallèle d'une remise en cause de l'État de droit¹⁵. La nouvelle Constitution adoptée par référendum en 2022 permet la reconstruction d'un pouvoir présidentiel fort, gouvernant par décrets et contrôlant directement le pouvoir judiciaire. En février 2023, une vingtaine de militants prodémocratie ont été placés en détention provisoire, le président les qualifiant de « terroristes » et les accusant « complot contre la sécurité de l'État », provoquant la réaction inédite des Nations Unies face à « l'aggravation de la répression » en Tunisie.¹⁶

Le Monde a également rapporté que des opposants avaient été poursuivis pour « atteinte à la sûreté de l'État » sur la base d'échanges avec des diplomates étrangers¹⁷.

Enfin, en avril 2023, le chef du parti Ennahdha, Rached Ghannouchi, a été arrêté. Les opposants à Kaïs Saïed dénoncent également une mise au pas de la justice doublée d'un recours accru aux tribunaux militaires contre des civils, alors que le procureur général de l'État et directeur de la justice militaire avait été limogé la même année par le président.¹⁸ Le président fait également usage de rhétorique populiste. En décembre 2022, lors d'un Conseil de Sécurité nationale, il menaçait des « traîtres »

¹⁴ Dissout et seulement remis en fonction en mars 2023 après une réduction de ses prérogatives.

¹⁵ Dissolution du Conseil supérieur de la Magistrature en février 2022 et révocation de 57 juges en juin de la même année.

¹⁶ Bobin, F. (14 février 2023). « En Tunisie, le tournant répressif du régime de Kaïs Saïed ». *Le Monde Afrique*. Consulté le 12 avril 2023, sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/02/14/en-tunisie-le-tournant-repressif-du-regime-de-kais-saied-alarme-l-onu_6161802_3212.html

¹⁷ Ben Sellem, M. (24 mars 2023). « La Tunisie criminalise les contacts avec les diplomates occidentaux ». *Le Monde Afrique*. Consulté le 12 avril 2023, sur https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/24/la-tunisie-criminalise-les-contacts-avec-les-diplomates-occidentaux_6166807_3212.html

¹⁸ Africa Intelligence (17 février 2023). « Kais Saïed, le président qui verrouille le pouvoir avec ses généraux ». *Africa Intelligence*. Consulté le 12 avril 2023, sur <https://www.africaintelligence.fr/afrique-du-nord/2023/02/17/kais-saied-le-president-qui-verrouille-le-pouvoir-avec-ses-generaux.109912703-ar2>

responsables selon lui de pénuries alimentaires, de naufrages de bateaux ou de corruption. Le 21 février 2023, il convoquait une réunion de ce même Conseil afin de prendre des mesures urgentes contre « l'arrivée en nombre de migrants irréguliers » d'Afrique subsaharienne en Tunisie, provoqué selon lui par des partis politiques corrompus afin de transformer la Tunisie en « un pays purement africain sans aucune affiliation avec les pays musulmans et arabes ».

Plus généralement, depuis deux ans, le complotisme est devenu l'élément principal de la rhétorique présidentielle, entraînant de multiples démissions au sein des structures de conseil de la présidence. Ses discours virent même à la criminalisation de tout débat politique. Ainsi, à la suite de son absence fin mars et alors que l'opposition tunisienne s'inquiétait de l'absence de communication au sujet de l'état de santé du président, ce dernier avait dénoncé une instrumentalisation : « Menacer la paix civile sera puni et poursuivi dans les tribunaux »¹⁹. L'armée et la police tunisiennes, patriotes, étaient sans nul doute favorable aux premières prises de parole présidentielles qui annonçaient une politique tournée vers l'intérêt général et la sécurité du pays, mais ces dernières prises de position complotistes sont plus difficiles à accepter, malgré la réalité complexe des mouvements migratoires en Tunisie²⁰.

Ce populisme vise à cacher le fait que Saïed ne parvient pas à remettre la Tunisie sur les rails du développement : au lieu de mettre en place les réformes nécessaires, il préfère simplement

¹⁹ Soudani, S. (4 avril 2023). « Tunisie. Le président Saïed met fin à une absence de 12 jours ». *Le courrier de l'Atlas*. Consulté le 12 avril 2023, sur <https://www.lecourrierdelatlas.com/tunisie-le-president-saied-met-fin-a-une-absence-de-12-jours/>

²⁰ Les chiffres varient, mais on parle d'au moins 1,5 million de réfugiés libyens et entre 50 000 à 300 000 migrants d'autres nationalités.

dénoncer les complots, la contrebande, le détournement d'argent public et la spéculation sans prendre de mesures réellement efficaces. Le seul horizon économique du pays est ainsi l'obtention d'un accord avec le FMI basé sur un plan d'austérité pour éviter le défaut de paiement, ce qui risque de mettre le feu aux poudres, alors que la crise sanitaire avait fait bondir le chômage des jeunes autour de 40%.

Le président à la recherche des soutiens militaires et policiers

Le président multiplie désormais les signes de soutien vers toutes les composantes de l'appareil sécuritaire, qu'elles soient militaires ou civiles. Kaïs Saïed s'affiche régulièrement dans des casernes, cherchant à mettre en scène sa proximité avec les deux composantes sécuritaires. Cela se traduit également au niveau de la Loi de Finance 2023 qui prévoit une augmentation du budget du ministère de l'Intérieur, de 5 260 milliards de dinars en 2022 à 5 697 milliards en 2023 (environ 1,7 milliard d'euros, soit une hausse de 8%). Le ministère de la Défense doté de 3 446 milliards de dinars en 2022, se voit accorder 3 750 milliards en 2023 (1,1 milliard d'euros, soit une augmentation de 9%).²¹

Kaïs Saïed cherche en particulier à s'assurer le soutien de l'institution militaire, la seule au capital symbolique encore important dans le pays : il a besoin de celle-ci pour se protéger, légitimer ses décisions et obéir à ses ordres. Il cherche donc depuis deux ans à concentrer les pouvoirs sécuritaires entre ses mains, par exemple en limogeant le ministre de la Défense Ibrahim Bartagi, supposément opposé à l'intervention de l'armée au Parlement, pour le remplacer par Imed Memmich, un professeur de droit sans

²¹ Boukhayatia, R. (9 février 2023). « Loi de Finances 2023 : Les Chiffres qui éloignent Saïed du peuple ». Consulté le 27 avril 2023, sur *Nawaat* : <https://nawaat.org/2023/02/09/loi-de-finances-2023-les-chiffres-qui-eloignent-saied-du-peuple/>

poids politique. Pour s'attirer le soutien de l'armée, le président lui confie davantage de responsabilité et de poids, par exemple lors de la crise sanitaire, au prétexte que les institutions civiles avaient été jugées insuffisantes et trop peu réactives : en 2020, le médecin Général de Bridage Mustapha Ferjani avait ainsi été nommé à la tête du ministère de la Santé, et est ensuite resté conseiller auprès du président de la République. De nombreux militaires ont récemment rejoint les cabinets ministériels ou le gouvernement, à l'image du Général Abdennabi Bel Aati en tant que nouveau ministre de l'Agriculture. L'ANRSD, de son côté, monte en puissance : son directeur, le Général de Corps d'armée Habib Dhif, est devenu en 2022 le plus haut gradé tunisien, au-dessus des différents chefs d'État-major. Ses rencontres avec le président sont largement médiatisées.

Kaïs Saïed cherche aussi à remettre en cause le lien entre police et ministère de l'Intérieur pour s'affirmer comme seul chef des forces armées, tant militaires que civiles, au détriment du chef du gouvernement qui est normalement responsable des forces de police. Malgré le départ du Premier ministre Hichem Mechichi²² et la nomination de proches au poste de ministre de l'Intérieur (Taoufik Charfeddine puis Kamel Feki), le président conserve cette rhétorique.

En dépit de ses promesses électorales de lutte contre la corruption et de justice équitable, « l'antisystème » Kaïs Saïed sait l'importance du ministère de l'Intérieur dans l'équilibre des pouvoirs tunisiens, et n'a donc pas choisi de s'attaquer

²² Dahmani, F. (19 avril 2021). « Tunisie : quand Kaïs Saïed veut étendre son pouvoir aux forces de sécurité ». *Jeune Afrique*. Consulté le 12 avril 2023, sur <https://www.jeuneafrique.com/1156949/politique/tunisie-kais-saied-cherche-a-etendre-ses-prerogatives/>

frontalement aux abus des forces de police²³. Toutefois, les relations présidence-police semblent moins aisées et évidentes que sous l'ère Ben Ali, notamment du fait du corporatisme et de la politisation des forces de sécurité intérieure, un frein à la transformation de l'outil policier souhaitée par le président.

Ainsi, depuis août 2022, ce dernier a entrepris de reprendre en main le ministère, en le purgeant des fonctionnaires encartés chez Ennahdha pour les remplacer par des technocrates, et en neutralisant les syndicats de police par une réforme du mode de financement des syndicats, des procès contre des responsables syndicaux pour conflits d'intérêts, et l'adoption d'un code de conduite des forces de sécurité intérieure²⁴. Le président essaie ainsi de naviguer entre amélioration de la redevabilité et du contrôle de la police, et maintient de bonnes relations avec cette dernière.

Quels scénarios à moyen terme pour la Tunisie ?

La révolution et son héritage étant à présent réduits en miettes, les perspectives pour la Tunisie sont peu encourageantes. Le pays étant sur la trajectoire d'une hyper-présidentialisation soutenue par l'armée et les forces de sécurité intérieure, le risque d'un retour à une Tunisie autoritaire est réel. On peut dresser plusieurs scénarios impliquant l'Armée et la Police.

²³ Bendami, F.-E., & Raynal, M. (14 juin 2021). « L'État policier, angle mort de la démocratie tunisienne ». *Middle East Eye*. Consulté le 12 avril 2023, sur <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/tunisie-État-policier-autoritaire-manifestations-repression-violence-democratie>

²⁴ Gouvernement tunisien. (16 mars 2023). *Décret n° 2023-240 du 16 mars 2023, portant approbation du code de conduite des forces de sécurité intérieure relevant du ministère de l'Intérieur*. Tunis. Consulté le 27 avril 2023, sur <https://legislation-securite.tn/law/105600>

Scénario n°1 : Le retour à l'État policier

Alimenté par le discours populiste du président Saïed, le retour à un État policier sur le modèle de celui de Ben Ali serait déjà en cours pour certains²⁵. Les propos alarmistes et complotistes de Kaïs Saïed peuvent en effet permettre de renforcer la perception d'un nécessaire État d'urgence justifiant de redonner aux forces de sécurité intérieure des prérogatives importantes. Le processus pourrait notamment être accéléré par une détérioration de la situation sécuritaire (attentat) et se confirmer dans les prochaines années, dans le cas où Kaïs Saïed parviendrait à remporter une nouvelle victoire électorale.

Étant donné que l'État policier n'a jamais vraiment disparu, mais qu'il a tout au plus été mis en sommeil, il constitue une base solide pour un nouveau régime autoritaire. Dans ce cas, le président devra faire preuve de clientélisme vis-à-vis des policiers pour que ceux-ci contribuent à la solidification de sa mainmise, renforçant d'autant plus la corruption et l'impunité des forces de l'ordre.

Il existe toutefois un risque qu'une tentative de reconstruction d'un État autoritaire se retourne contre Kaïs Saïed, qui en a conscience et cherche à se distinguer de Ben Ali. En effet, la population tunisienne, notamment au sein des sympathisants initiaux du président, souhaite la fin de l'impunité policière et la protection de l'héritage révolutionnaire ; les islamistes, bien que désorganisés après leur déroute des dernières élections, cherchent à revenir au pouvoir. Une nouvelle révolution (provoquée par une tragédie semblable à celle de Mohammed Bouazizi ou de Mahsa Amini) pourrait alors fournir des scénarios alternatifs.

²⁵ Nafti, H. (2022). *Tunisie : vers un populisme autoritaire ?* Paris : Riveneuve.

Scénario 2 : une reprise en main militaire

Dans le cas d'une mise en place réussie d'un État autoritaire ne donnant pas lieu à une nouvelle révolution, il est peu probable que l'armée tunisienne se dresse contre le président. Toutefois, face à une bouffée de violence incontrôlée rappelant janvier 2011, l'armée pourrait jouer un rôle central mais différent, si les militaires estimaient que Saïed n'était plus un allié suffisant et que celui-ci avait perdu le soutien populaire. Refusant de laisser la Tunisie devenir un État failli, l'État-major pourrait décider d'assumer, dans un objectif de transition, un rôle stabilisateur pour éviter l'écroulement du pays.

Une telle situation pourrait être provoquée par l'effondrement économique qui impacterait directement la population. L'armée disposant encore d'une bonne image, une telle prise de pouvoir temporaire ne serait pas forcément mal perçue par les Tunisiens. En outre, l'armée n'étant pas un acteur économique comme en Algérie ou en Égypte, elle sait qu'elle rencontrerait des difficultés à se maintenir au pouvoir.

La question demeure de savoir si les généraux tunisiens suivront l'exemple de leurs prédécesseurs. Le Chef d'État-major de l'Armée de Terre actuel, le Général de division Mohamed El Ghouli, nommé en 2018, aurait déjà refusé de faire arrêter le président du Parlement Rached Ghannouchi, lors de la fermeture du Parlement en 2021²⁶. Kaïd Saïed l'avait pourtant promu à un grade supérieur un mois avant, tout comme les autres chefs d'État-major.²⁷

²⁶ Middle East Eye. (26 avril 2022). « Tunisie : l'ancienne directrice de cabinet du président Saïed fustige les « perdants » qui dirigent le pays. » *Middle East Eye*. Consulté le 12 avril 2023, sur <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/tunisie-akacha-kais-saied-coup-État-crise-politique>

²⁷ Les Généraux Mohamed el Hajem (chef d'État-major de l'Armée de l'Air, ancien attaché

Ces récompenses laissent présager la loyauté des hauts-gradés envers le président. Dans l'éventualité d'une crise politique, ce seront ces officiers généraux, rassemblés au sein du Conseil supérieur des armées, qui prendront ou non la décision d'intervenir.

Scénario 3 : la longue descente vers la guerre civile

Fin mars 2023, l'absence du président a relancé la question d'une éventuelle vacance du pouvoir s'il venait à décéder ou être indisponible pour cause de maladie. Selon la nouvelle Constitution, le président de la Cour constitutionnelle devrait remplacer le chef de l'État jusqu'à la tenue d'une nouvelle élection présidentielle : mais l'absence de mise en place de la Cour constitue un élément d'instabilité notable.

Même si ce scénario est moins probable que les deux premiers, il convient tout de même de l'envisager. La démocratie par la base, promue par Saïed dans le cadre de la réforme des élections tunisiennes, pourrait réactiver des tensions communautaires auparavant contenues.²⁸ Les islamistes et les jihadistes, s'ils parvenaient à se restructurer, pourraient également avoir un impact sur un tel scénario. Le décès du président ou un autre évènement déstabilisateur pourrait provoquer une dégradation rapide de la situation sécuritaire tunisienne. Les conditions d'un début de guerre civile pourraient être réunies dans le cas où l'armée viendrait à se diviser tandis que la police tenterait de protéger ses intérêts particuliers.

de Défense à Washington) et Abdelmonem Belâati (Inspecteur Général des Forces Armées) ont été promus en 2021. En 2022, ce sont le Général Habib Dhif (Directeur général de l'ANRSD) et l'Amiral Adel Jhèn (Chef d'État-major de la Marine) qui ont reçu une étoile supplémentaire.

²⁸ Nafti, H. (2022). *Tunisie : vers un populisme autoritaire ?* Paris : Riveneuve.

Une guerre civile en Tunisie pourrait emprunter des éléments aux conflits libyen (tribalisme) et syrien (jihadisme).

Scénario 4 : une reprise en main démocratique

Les processus de démocratisation sont longs et complexes, et font souvent face à des mouvements réactionnaires et contre-révolutionnaires. Kaïs Saïed pourrait représenter une étape temporaire du processus de démocratisation tunisien. Toutefois, ce scénario demeure le moins probable, la Tunisie s'enfonçant dans une sévère crise économique et les organes contribuant à la démocratisation du pays ayant été supprimés ou mis en sommeil.

Il est à noter que les observateurs ne voient actuellement pas d'autres alternatives politiques au président Saïed, qui conserve une popularité importante.

La société civile, bien qu'affaiblie par l'échec de la Révolution du Jasmin, reste toujours active et pourrait contribuer à une redynamisation démocratique. Un tel processus nécessitera un véritable soutien de la communauté internationale, et notamment des partenaires européens.

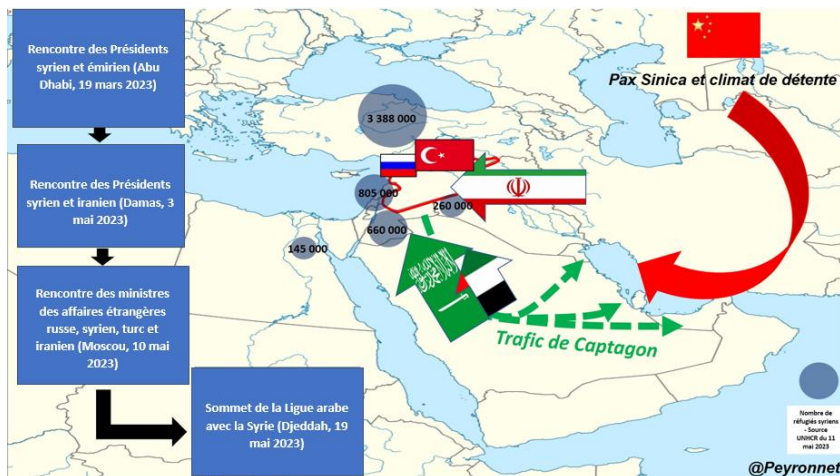
Les capitales de la rive nord de la Méditerranée ont pour l'instant choisi de prioriser la stabilité politique et économique du pays au soutien à des processus longs et sinueux de démocratisation pour leurs voisins du Sud. Si les Européens voulaient véritablement contribuer à la démocratisation tunisienne, cela pourrait passer, entre autres, par des programmes de formation aux forces de sécurité intérieure évoluant autour de nouvelles priorités : lutte contre la corruption et respect de l'État de droit.

Une telle ambition devrait toutefois s'accorder avec le discours souverainiste du Président, alors même que ce dernier adopte aujourd'hui un ton résolument anti-occidental. Et l'on change rarement en vieillissant...

Publié par l'institut FMES, le 26 mai 2023

Le retour de la Syrie dans la Ligue arabe, signe des recompositions géopolitiques au Moyen-Orient

Par Arnaud Peyronnet, membre associé FMES de l'observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).



Une normalisation diplomatique appuyée par les principaux États arabes

Les Émirats Arabes Unis ont été les premiers à souhaiter un rapprochement diplomatique avec le régime syrien, comme en témoignent la réouverture de leur ambassade à Damas en décembre 2018 et l'accueil du président syrien à Abou Dhabi en mars 2022 et mars 2023.

Ce rapprochement, voulu par Mohammed Ben-Zayed pour affermir le rôle de médiateur des EAU dans les crises régionales,

alors que les Émirats étaient plutôt proche des Kurdes syriens¹, avait un but économique avec en ligne de mire le gigantesque marché de la reconstruction syrienne².

Mais très rapidement, c'est Ryad qui a repris le *leadership* du mouvement de normalisation avec le régime syrien. Dans une diplomatie accélérée des petits pas, plusieurs gestes ont confirmé le rapprochement entre l'Arabie Saoudite et la Syrie : visites successives du ministre syrien des Affaires étrangères à Ryad le 12 avril 2023, puis du ministre des Affaires étrangères saoudien à Damas le 18 avril avec discussions autour du rétablissement des relations consulaires et de la reprise du trafic aérien³ entre les deux pays. L'accord de rapprochement entre Ryad et Téhéran, officialisé le 10 mars 2023, a servi de catalyseur pour rompre le *statu quo* existant.

Pour Ryad, la normalisation avec Damas, en parallèle de son rapprochement avec l'Iran, lui permet d'apaiser son flanc Nord⁴ et de lutter plus efficacement contre le trafic de *Captagon*⁵, essentiellement d'origine syrienne.

Sous prétexte du réchauffement des relations avec l'Iran, Ryad pourrait faire de la Syrie un espace d'investissement économique partagé afin d'endiguer le trafic de drogue en provenance de ce pays.

¹ La position anti-iranienne et anti-islamiste des EAU était à l'origine de leur proximité avec les kurdes de Syrie. Ces derniers appréciaient la position de médiateur d'Abou Dhabi avec Damas pour la recherche d'un accord avec le régime.

² *Al Monitor*, 03/05/2023.

³ *Courrier International*, 10/05/2023.

⁴ Selon un plan parfois dénommé « *Open doors and zero conflict* » visant à acheter la paix par l'économie et l'apaisement diplomatique. Amer Sabaileh cité par *Al Monitor* 29/04/2023.

⁵ Drogue de synthèse peu coûteuse produite à grande échelle en Syrie et qui inonde les pays du Golfe.

Outre les EAU et l'Arabie Saoudite, de nombreux pays arabes se sont rapprochés de Damas, officiellement pour des raisons humanitaires⁶, après le tremblement de terre du 6 février 2023 qui a fait plus de 65 000 morts en Syrie et en Turquie. Suite à cette catastrophe, les ministres des affaires étrangères égyptien, saoudien et jordanien se sont déplacés à Damas⁷ pour coordonner avec le régime les aides aux populations affectées par le séisme.

Début mai 2023, ce groupe de contact a été rejoint par le ministre des Affaires étrangères irakien désireux de discuter du cadre diplomatique d'une normalisation entre Bagdad et Damas, les deux frères ennemis de la région. En parallèle, la Tunisie a envoyé en avril 2023 un ambassadeur en Syrie.

Pour les pays arabes voisins de la Syrie, l'objectif de cette normalisation est clair : convaincre le régime syrien de faire revenir les millions de réfugiés présents sur leur sol⁸. À ce stade, Damas n'aurait accepté de rapatrier que 1 000 des 660 000 réfugiés syriens vivant en Jordanie⁹, démontrant la faible appétence du régime syrien à récupérer les millions de ses ressortissants ayant fui les combats et le régime.

Le 7 mai 2023, une nouvelle étape a été franchie avec la décision des ministres arabes des Affaires étrangères de réintégrer le régime syrien au sein de la Ligue Arabe dont elle avait été écartée en 2011, dès le début de la guerre civile syrienne.

⁶ Bachar al-Assad a bénéficié d'un élan de solidarité arabe après le tremblement de terre du 6 février 2023.

⁷ *Le Figaro*, 07/05/2023.

⁸ Plus de 5 millions de réfugiés syriens vivent essentiellement en Turquie, en Jordanie et au Liban.

⁹ *Al Monitor*, 08/05/2023.

Trois jours plus tard, l'Arabie Saoudite et la Syrie ont officialisé le retour de leurs représentations diplomatiques à Damas et Ryad¹⁰. Enfin, le 19 mai 2023, le président syrien a assisté au sommet de la Ligue Arabe à Djeddah (Arabie Saoudite), mettant ainsi un terme à 13 années d'isolement diplomatique.

Consolidation des liens avec l'Iran et potentiel rapprochement avec la Turquie

L'Iran, principal soutien du régime syrien avec Moscou, accélère aussi ses manœuvres en vue d'un approfondissement de ses relations avec Damas, afin de ne pas perdre ses gains durement acquis pendant la guerre civile, mais surtout pour préempter une position avantageuse dans la reconstruction du pays, avant l'arrivée en Syrie du rouleau compresseur financier des États du Golfe.

Pour Téhéran, la réalisation de son projet de corridor syro-iranien vers la Méditerranée est essentielle pour ses ambitions géopolitiques régionales. Les 2 et 3 mai 2023, quelques jours avant l'annonce de la réintégration de la Syrie dans la Ligue Arabe, le président iranien a fait une visite officielle inédite à Damas (la première depuis 2010, avant le début de la guerre civile), annonçant le renforcement des liens diplomatiques et économiques¹¹, désormais centrés sur la reconstruction du pays¹².

¹⁰ *Le Monde*, 09/05/2023.

¹¹ Dans les domaines de l'agriculture, du pétrole, des transports, des services bancaires et des télécommunications, *Al Monitor*, 05/05/2023. La matérialisation d'une ligne de chemin de fer entre l'Iran et le port de Lattaquié est également un projet de long terme porté par Téhéran et qui ne pourra se faire sans un processus de reconstruction de la Syrie en partie aux mains des Iraniens.

¹² *Le Figaro*, 07/05/2023.

Sans surprise, leur opposition commune aux États-Unis et Israël a été rappelée. Enfin et surtout, le rôle direct de la Chine dans le réchauffement des relations irano-saoudiennes a été souligné.

Dans le même temps, les Iraniens ont multiplié les signaux vis-à-vis de la Turquie, indiquant au gouvernement turc qu'ils avaient bien l'intention de participer pleinement à la recomposition géopolitique du Levant¹³. La Turquie, grand soutien de l'opposition anti-Assad depuis 2011, amorce elle aussi un réchauffement de ses relations avec Damas, cette fois sous l'égide de Moscou. En décembre 2022, les ministres turc et syrien de la Défense se sont pour la première fois rencontrés lors d'une réunion tripartite à Moscou. Le 25 avril 2023, ce sont les responsables de la Défense et du renseignement turcs et syriens qui se sont de nouveau vus à Moscou, en présence du ministre de la Défense iranien, afin d'échanger sur les aspects pratiques d'une normalisation des relations entre les deux pays.

Si le respect total de l'intégrité territoriale syrienne reste la base des discussions pour Damas, la Turquie souhaite quant à elle un engagement de ses interlocuteurs à combattre les forces kurdes et à favoriser le rapatriement des 3,4 millions de réfugiés syriens présents sur le sol turc¹⁴. Le 10 mai 2023, les chefs de la diplomatie turque et syrienne, accompagnés des ministres des Affaires étrangères russe et iranien, se sont rencontrés pour la première fois physiquement à Moscou afin de discuter d'une feuille de route sur le réchauffement des relations diplomatiques entre Damas et

¹³ C'était le sens de la visite du ministre des Affaires étrangères iranien à Moscou le 9 mai 2023, afin d'y rencontrer ses homologues russe, syrien et turc. *Al Monitor*, 09/05/2023.

¹⁴ *Al Monitor*, 25/04/2023.

Ankara¹⁵.

Si les pourparlers restent encore figés du fait d'une certaine intransigeance de Damas¹⁶, la tendance de fond, en faveur d'un apaisement entre les deux pays, paraît bien réelle, surtout avec le maintien au pouvoir de l'administration Erdogan, en raison des intérêts de Moscou pour un apaisement sécuritaire en Syrie.

En effet, la Russie, alertée par le processus de normalisation diplomatique des acteurs régionaux arabes avec Damas cherche à profiter de cette fenêtre d'opportunité pour sceller un même type d'accord entre la Syrie et la Turquie, ce qui conforterait son influence vis-à-vis des deux pays et pérenniserait, tout comme la Chine, son rôle dans les recompositions géopolitiques au Moyen-Orient.

En outre, cela lui permettrait de limiter davantage la pression militaire en Syrie, alors que ses forces sont soumises à rude épreuve en Ukraine. Une « détente » entre la Syrie et la Turquie irait donc pleinement dans le sens de l'intérêt de la Russie.

Esprit de « détente » ou simple retour à la *Realpolitik* ?

La question de la normalisation des relations diplomatiques des pays arabes avec la Syrie, après plus de 10 ans de guerre civile et d'intransigeance occidentale et arabe vis-à-vis du régime syrien, s'est accrue avec le temps. Les pays arabes ne voient désormais plus aucun avantage dans le maintien du *statu quo* avec Damas (crise de long terme des réfugiés, de la violence djihadiste, des tensions irano-arabes, transformation de la Syrie en quasi narco-

¹⁵ *Al Monitor*, 10/05/2023.

¹⁶ Le Président syrien insistant toujours sur le respect de ses lignes rouges : pas de rapprochement avec Ankara sans fin préalable de l'occupation turque du territoire syrien.

État), alors que les Occidentaux se désintéressent progressivement de cette question, les États-Unis se concentrant sur le prisme de la *Great Power Competition* avec la Chine et l'Europe étant focalisée sur la guerre en Ukraine. Le vide stratégique laissé par les Occidentaux a donc précipité l'arrivée d'autres acteurs aux prétentions géopolitiques affirmées.

Ce processus de normalisation diplomatique avec le régime syrien est d'abord une victoire de la Chine. En effet, la condition préalable à une telle normalisation, soit le nécessaire apaisement des tensions irano-saoudiennes, a été orchestré par Pékin ces derniers mois avec la signature par Ryad et Pékin d'un accord de partenariat stratégique global (décembre 2022), puis la signature, sous égide chinoise, d'un accord irano-saoudien pour le rétablissement de relations diplomatiques (10 mars 2023).

Cet accord a permis l'apaisement des tensions entre Ryad et Téhéran, ouvrant la voie à la stabilisation de la région du Golfe, tant en Syrie qu'en Irak et au Yémen, trois pays essentiels pour les Nouvelles Routes de la Soie chinoises. De fait, grâce à une politique d'équilibre savamment orchestrée entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, la Chine semble avoir indirectement réussi à favoriser une « détente » en Syrie et à s'affirmer comme une « puissance pacifique et responsable »¹⁷ sur la scène internationale.

La Russie, plus discrète sur cette question, trouve son intérêt dans ce processus de normalisation qu'elle appelait de ses vœux depuis plusieurs années. Cette normalisation indique en effet que le régime syrien est définitivement « sauvé » puisqu'il réintègre, sans rien avoir cédé et fort d'une victoire militaire contre l'insurrection, son environnement régional. La réintégration dans la Ligue Arabe

¹⁷ *RFI*, 11/03/2023.

est donc à la fois une victoire symbolique pour la Russie dans sa politique de soutien aux régimes forts de la région et une victoire méthodologique, indiquant que la force, la fermeté et la constance pouvaient finalement l'emporter face à un adversaire incapable de soutenir une guerre longue. La normalisation du régime syrien avec la Turquie devrait constituer logiquement la prochaine étape, impatiemment recherchée par Moscou pour consolider son influence dans le nord du Moyen-Orient.

La normalisation des pays arabes avec la Syrie montre également le retour en force de la *Realpolitik* régionale. C'est ainsi un succès diplomatique important pour l'Arabie Saoudite qui confirme sa volonté de s'imposer comme une puissance régionale indépendante de l'orbite de Washington.

Elle met complètement en évidence l'autonomie décisionnelle de l'Arabie Saoudite qui, ayant besoin d'une stabilité sécuritaire pour ses réformes économiques (Vision 2030), préfère collaborer avec son rival régional et s'associer à la Chine plutôt que d'approfondir ses relations avec un axe occidental devenu soit trop imprévisible, soit trop absent.

Cette *Realpolitik*, illustrée également par l'invitation du prince héritier saoudien au président ukrainien Zelenski – ennemi de la Russie – pour qu'il assiste au sommet de la Ligue Arabe, est servie par des moyens financiers considérables et de véritables leviers de puissance (financière et énergétique) qui permettent à Ryad de revendiquer un rôle international de 1^{er} plan.

La *Realpolitik* explique indubitablement la volonté de Damas de renouer avec son environnement régional. Pour le régime syrien, la normalisation avec le monde arabe ne vise ni au retour des réfugiés, ni à la lutte contre le *Captagon* qui profite à de nombreux

clans proches du pouvoir¹⁸.

Le régime cherche une victoire politique claire sur le terrain qui soit reconnue par son environnement régional. Il cherche aussi des sources importantes de financements dans le Golfe pour la coûteuse reconstruction d'un pays dont les infrastructures ont été ravagées par plus de 10 ans de guerre civile.

La réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe marque aussi un retournement politique qui sonne le glas des « printemps arabe » et de la « révolution syrienne »¹⁹ dont la légitimité politique est réduite à néant, même si le Qatar, soutien traditionnel de la lutte anti-Assad, a annoncé qu'il ne normalisera pas ses relations avec Damas²⁰.

C'est également un revers d'importance pour les pays occidentaux qui soutiennent depuis le début l'opposition syrienne. Pour Washington, la Syrie « ne mérite pas d'être réadmise au sein de la Ligue arabe » et les États-Unis « n'ont pas l'intention de normaliser leurs relations avec Bachar el-Assad et son régime »²¹. Les sanctions américaines contre le régime, notamment celles du *Caesar Act*²², devraient ainsi perdurer, du moins tant que l'administration américaine actuelle restera en place. Certains membres du Congrès américain veulent même étendre ces

¹⁸ Ce marché est estimé à 10 milliards de dollars. *France 24*, 19/05/2023.

¹⁹ L'opposition anti-Assad ayant occupé à la Ligue Arabe le siège dévolu à Damas depuis 2013.

²⁰ Le Qatar, le Koweït, le Maroc, le Yémen et l'Égypte pourraient ne pas suivre la décision collective de la Ligue Arabe. *Al Monitor* 29/04/2023. Si le Qatar cherche en effet à rassembler d'autres États dans son opposition à toute normalisation avec Damas, ses chances de succès pourraient être toute relatives compte-tenu du poids et du nombre des pays en faveur de ce processus.

²¹ *L'Express*, 10/05/2023.

²² Le *Caesar Syria Civilian Protection Act*, une loi américaine de 2019 qui autorise des sanctions contre les personnalités morales et physiques commerçant avec le gouvernement syrien.

sanctions et faire voter un projet de loi intitulé *Assad Regime Anti-Normalization Act of 2023* afin de freiner le processus de normalisation en cours.

Le projet de gazoduc entre l'Égypte et le Liban via la Jordanie et la Syrie²³ pourrait être également menacé par ces sanctions. Toutefois, il semble difficile pour les États-Unis de s'opposer durablement à cette dynamique de normalisation, d'autant plus que la question syrienne n'est plus prioritaire pour Washington qui met davantage d'énergie dans le Forum du Néguev²⁴. L'objectif israélo-américain d'arrimer l'Arabie Saoudite aux accords d'Abraham, si possible avant la prochaine campagne présidentielle américaine²⁵ et afin de contrer l'influence grandissante de la Chine dans cette région, semble toutefois très aléatoire.

Les Européens vont être eux aussi concernés par les conséquences de ces nouveaux soubresauts géopolitiques au Moyen-Orient, qu'il s'agisse des migrants et du terrorisme. Toute modification des rapports de force locaux pourrait agir sur ces deux menaces.

Dans ce contexte, la pression de certains pays d'Europe (Hongrie, République Tchèque, Roumanie, Chypre, voire Danemark), dont certains souhaitent normaliser leurs relations avec Damas²⁶ pour juguler la crise migratoire, pourrait constituer une ligne de fracture supplémentaire au sein de l'UE entre les États favorables à une *Realpolitik* et ceux pour qui les considérations liées aux Droits de l'Homme priment.

²³ Le gouvernement syrien devant recevoir du gaz égyptien en échange d'un passage du gazoduc sur son territoire, une exception au *Caesar Act*, voulue délibérément pour contrer la crise énergétique au Liban. *Al Monitor*, 11/05/2023.

²⁴ Le Forum du Néguev réunit dans le cadre des accords Abraham Israël, les EAU, Bahreïn, le Maroc, l'Égypte et les États-Unis.

²⁵ Dans ce contexte, un prochain sommet du Forum du Néguev serait prévu au Maroc dans les prochaines semaines. *Al Monitor*, 19/05/2023.

²⁶ *France 24*, 10/05/2023.

* * *

Le processus de normalisation en cours avec le régime syrien marque une rupture franche avec ces dix dernières années et sonne le glas des révolutions issues des Printemps arabes. Ce retour à la *Realpolitik* régionale consacre l'autonomisation stratégique des pays du Golfe vis-à-vis de Washington, renforcée par le climat de détente irano-saoudien initié par l'entremise de Pékin.

La normalisation du régime de Bachar Al-Assad par ses partenaires arabes est une victoire pour Damas, mais également pour Moscou. Elle consacre la réussite d'une méthode d'usure et d'enlèvement à l'encontre des oppositions soutenues par l'Occident. Ce processus de normalisation devrait cependant réveiller les appétits régionaux pour le marché de la reconstruction syrienne. Déjà, la réintégration de Damas dans la Ligue Arabe a incité l'Iran à approfondir sa relation avec le régime syrien afin de ne pas perdre ses avantages acquis.

Un processus de réchauffement des relations diplomatiques entre Damas et Ankara pourrait également se développer sous l'égide de Moscou.

Dans tous les cas, cette normalisation est un échec occidental. S'il reste relatif pour les États-Unis, malgré le développement croissant de l'implication chinoise au Moyen-Orient suite au désengagement de Washington de la région, mais il est important pour l'Europe qui est en première ligne et continue d'être marginalisée par manque de moyens et de réalisme géopolitique.

L'arme des sanctions devrait atteindre là aussi ses limites, le Moyen-Orient pouvant tout à fait accéder aux facilités financières

chinoises qui sont immenses.

La normalisation diplomatique du régime syrien avec la Ligue Arabe devient un signe supplémentaire de la réalité croissante de l'émancipation géopolitique du *Global South*²⁷ à l'égard du *Global West*, pour le bonheur du *Global East*.

Article publié par l'institut FMES, le 31 mai 2023

²⁷ Le *Global West* verrait l'époque comme un combat des démocraties contre les autocraties (représentées par la Russie et la Chine notamment), recherchant l'alignement au profit des démocraties. Le *Global South*, notamment dans les perceptions des pays du Golfe, verrait en revanche surtout les risques économiques potentiellement incontrôlés d'une telle dichotomie, notamment pour ceux qui ont fait du développement économique accéléré la marque de fabrique du développement de leur idée nationale.

Que penser des relations entre les Émirats Arabes Unis et la Russie ?

Par William Born, fondateur du cabinet du conseil en géopolitique Geopolitics Advisor

Résumé

Moscou et Abou Dhabi ont consolidé leur relation politique et sécuritaire bilatérale depuis les révolutions arabes de 2011. Leurs vues ont convergé sur certains dossiers régionaux (Égypte, Libye, Soudan) afin de préserver leurs intérêts politiques, économiques et stratégiques respectifs. Les dirigeants russes et émiriens se sont également retrouvés sur leur critique commune des Occidentaux accusés de stigmatiser les régimes autocratiques et de soutenir les oppositions aux régimes en place.

Leur coopération économico-commerciale, en croissance depuis 2010, a pris une nouvelle dimension en 2022 en raison de la position singulière de la diplomatie émirienne sur le conflit ukrainien. Refusant d'appliquer les sanctions occidentales contre Moscou, les autorités émiriennes accueillent par intérêt à la fois les oligarques cherchant à échapper aux sanctions, et les hackers russes hostiles au régime russe et à la guerre.

Cette apparente lune de miel russo-émirienne pourrait être altérée par deux paramètres importants. Le premier est la « coopération »¹ sino-russe dans le pays, dont Abou Dhabi tire profit dans le cadre de la diversification de ses partenariats stratégiques sur la scène internationale.

¹ Ce concept issu du vocabulaire du management désigne la coopération et la concurrence simultanées entre différents acteurs individuels ou organisationnels selon la revue spécialisée *Gestion 2000*.

Le second concerne l'imposition par Washington de sanctions économiques secondaires à l'encontre d'entreprises basées aux Émirats Arabes Unis, accusées d'aider Moscou à contourner les sanctions occidentales et de lui fournir une aide militaire dans le cadre de la guerre en Ukraine.

De fait, les EAU auront du mal à s'aliéner à court terme leur partenaire américain dont ils restent encore très dépendants sur le plan militaire et bancaire.

Les relations entre les Émirats Arabes Unis et la Russie sont revenues sur le devant de la scène à l'occasion du scandale des *Pentagon Leaks*².

Les documents classifiés ayant fuité indiquent qu'une réunion entre représentants des services spéciaux russes et émiriens aurait eu lieu pour coordonner leurs actions contre les services de renseignement américains et britanniques.

Cette affaire a fait dire à certains spécialiste des monarchies du Golfe, tel qu'Andreas Krieg³, que ce scandale pourrait par effet ricochet renforcer les relations entre les EAU et la Russie. Qu'en est-il réellement ?

² Début avril 2023, alors que Kiev prépare sa contre-offensive contre l'armée russe, la presse américaine révèle que le Pentagone a été victime d'importantes fuites de documents confidentiels, prétendument orchestrées par Jack Teixeira, membre d'une unité de renseignement de la force aérienne de la Garde nationale. Parmi les documents classifiés diffusés via le réseau social Discord se trouvaient des notes d'analyse portant sur la situation militaire en Ukraine et sur les relations entre la Russie et ses partenaires moyen-orientaux, notamment les Émirats Arabes Unis.

³ Krieg, Andreas., "Pentagon leak is no surprise : UAE-Russia ties run deep", *Middle East Eye*, April 12, 2023, <https://www.middleeasteye.net/opinion/pentagon-leak-russia-uae-no-surprise-ties-run-deep> (consulté en avril 2023).

Affermissement de la relation politique et sécuritaire bilatérale à la suite des révolutions arabes

La relative convergence de vues⁴ entre Abou Dhabi et Moscou date des « Printemps Arabes » qui ont secoué le Moyen-Orient (Égypte), le Maghreb (Tunisie et Libye) en 2011, puis le Soudan en 2019.

De fait, les élites politiques et sécuritaires émiriennes et russes ont considéré que les processus révolutionnaires étaient soutenus politiquement par les pays occidentaux et représentaient une menace sérieuse pour la stabilité régionale et celle de leur propre régime politique⁵. Abou Dhabi et Moscou ont donc étiqueté les régimes politiques issus des révolutions dominées ou non par les Frères musulmans comme « extrémistes et terroristes ».

À l'aune de cette nouvelle donne géopolitique régionale jugée préoccupante et du rejet de la domination occidentale, les deux pays ont renforcé leur relation politique et sécuritaire. Cela s'est matérialisé sur le plan politique par le tissage d'une relation personnelle privilégiée entre Vladimir Poutine et Mohammed Bin

⁴ Les deux pays ont des positions divergentes sur le dossier syrien jusqu'en 2018. Moscou et Téhéran soutiennent politiquement et militairement le régime syrien tandis que les monarchies du Golfe, dont les Émirats, ont appuyé l'opposition islamiste syrienne. Toutefois, le sauvetage de Bachar al-Assad par la Russie et l'Iran, et son maintien au pouvoir ont obligé les Émirats et leurs homologues du Golfe à entamer, depuis cette date, un processus de normalisation de leurs relations avec Damas. Ce dernier est encouragé par la Russie.

⁵ Durant l'hiver 2011-2012, concomitamment aux troubles révolutionnaires secouant les mondes arabes, Moscou a été le théâtre des plus importantes manifestations populaires depuis la chute de l'Union soviétique, pour protester contre la décision de Vladimir Poutine de briguer un troisième mandat. Elles ont suscité une grande inquiétude au sein du pouvoir russe. Certains responsables politiques et sécuritaires y ont vu la main des Occidentaux et un lien avec les événements en cours au Maghreb et au Moyen-Orient. De leur côté, les Émirats arabes unis ont redouté une contagion des idées révolutionnaires sur leur territoire, pouvant aboutir à un changement de régime.

Zayed (MBZ)⁶. Elle est illustrée par des entretiens téléphoniques réguliers et par la visite du Président Poutine aux Émirats arabes unis en octobre 2019⁷, suivie de celle de MBZ en Russie en octobre 2022⁸.

Dans le sillage de ce rapprochement au plus haut niveau, les élites sécuritaires russes et émiriennes entretiennent également de solides relations personnelles facilitant la coopération antiterroriste et le partage du renseignement entre services spéciaux.

Pour preuve, Nikolai Patrouchev, Secrétaire du Conseil de Sécurité nationale russe, s'est entretenu directement à plusieurs reprises avec son homologue émirien, Tahnoun Bin Zayed et le maître-espion d'Abou Dhabi, Ali al-Shamsi sur la menace terroriste et sur plusieurs crises régionales (Syrie, Libye, Yémen)⁹.

Patrouchev a également facilité la venue de Sergueï Narychkine, patron du SVR aux Émirats en 2020, pour formaliser la coordination bilatérale en matière de renseignement sur les dossiers régionaux prioritaires¹⁰ tels que la Syrie et la Libye.

⁶ « Russia's Putin hails ties as he meets UAE president », *Al Jazeera*, October 11, 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2022/10/11/russia-putin-hails-ties-meets-uae-president> (consulté en avril 2023).

⁷ « Poutine en visite à Abou Dhabi, dominée par l'espace et les investissements », *La Croix*, 15 octobre 2019, <https://www.la-croix.com/Economie/Poutine-Abou-Dhabi-quete-milliard-dollars-investissements-2019-10-15-1301054444> (consulté en avril 2023).

⁸ Gaveriaux, Laura-Mai., « Les Émirats soignent leur relation privilégiée avec la Russie », *Les Echos*, 13 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/les-emirats-soignent-leur-relation-privilegiee-avec-la-russie-1868461> (consulté en avril 2023).

⁹ « Patrushev discussed the situation in Syria and the exchange of data on terrorists in the UAE » *agence TASS*, January 31, 2019, <https://tass.ru/politika/6065017> (consulté en avril 2023).

¹⁰ Krieg, Andreas., « Pentagon leak is no surprise : UAE-Russia ties run deep », *Middle East Eye*, April 12, 2023, <https://www.middleeasteye.net/opinion/pentagon-leak-russia-uae-no-surprise-ties-run-deep> (consulté en avril 2023).

Engagement politico-militaire conjoint dans les crises régionales (Égypte, Libye et Soudan)

En juillet 2013, Moscou et Abou Dhabi ont appuyé le processus contre-révolutionnaire initié par le général al-Sissi, aboutissant au renversement du président frériste élu Mohamed Morsi. De fait, s'estimant trahis par l'administration Obama après son abandon du Président Moubarak en 2011, les Émirats ont souhaité faire barrage à la mouvance des Frères musulmans, considérée comme une menace⁶ pour leur sécurité nationale. Pour sa part, la Russie en a profité pour étoffer sa relation commerciale et militaro-technique avec le Caire *via* la signature de juteux contrats d'armement pour contrebalancer l'influence américaine. Objectif atteint puisque les flux commerciaux bilatéraux ont fortement augmenté passant de 3 à 7,6 milliards de dollars en 2013-2018¹¹, et l'Égypte a acheté 41% de ses matériels militaires à la Russie en 2017-2021, selon le SIPRI¹². Fort d'avoir stabilisé la situation politique et sécurisé leurs divers intérêts en Égypte, les deux pays se sont simultanément impliqués dans la guerre civile libyenne.

À partir de 2014, la même rhétorique antifrériste est mobilisée par l'Égypte et les Émirats pour justifier leur soutien politico-militaire au maréchal Haftar¹³ contre le gouvernement de Tripoli¹⁴.

¹¹ Khlebnikov, Alexey., « Russia and Egypt: a precarious honeymoon », *Al Sharq Strategic Research*, September 24, 2019, <https://research.sharqforum.org/author/alexey-khlebnikov/>

¹² Mathews, Sean., « Guerre en Ukraine : Moscou freiné dans sa quête de contrats d'armement au Moyen-Orient », *Middle East Eye*, 4 avril 2022, <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/ukraine-guerre-russie-freine-quete-contracts-armement-moyen-orient> (consulté en avril 2023).

¹³ Des Mirage 2000-9 émiriens (stationnés en Égypte) et égyptiens ont ciblé les positions et les infrastructures militaires des forces miliciennes du gouvernement de Tripoli en 2014-2015.

¹⁴ Le gouvernement de Tripoli a bénéficié du soutien politique et militaire turc et qatari en raison de sa proximité idéologique avec ces deux pays.

Les seconds ont également aspiré à établir une présence militaire durable en Cyrénaïque pour projeter leur puissance en Méditerranée occidentale et en Afrique. Pour sa part, la Russie a maintenu le dialogue avec l'ensemble des acteurs du conflit, pour prouver aux Occidentaux qu'elle était un acteur de poids dans la résolution de celui-ci¹⁵, mais aussi pour préserver ses intérêts économiques, énergétiques et sécuritaires. Son soutien au gouvernement d'entente nationale (GEN) à Tripoli a été plutôt d'ordre politico-économique¹⁶ tandis que celui accordé à Haftar a été de nature politico-sécuritaire¹⁷.

À l'instar d'Abou Dhabi, elle a également cherché à établir des bases militaires en Cyrénaïque, pour avoir une empreinte militaire au Maghreb et surveiller les mouvements navals de l'OTAN dans la région. En 2019-2020, en raison du soutien militaire turc accordé au GEN, et de la volonté d'Haftar de conquérir Tripoli, l'engagement militaire conjoint russo-émirien à ses côtés s'est intensifié (déploiement de drones émiriens de conception chinoise dans le ciel libyen, de mercenaires du groupe Wagner et de miliciens soudanais du général Dagalo financés par Abou Dhabi dans la bataille de Tripoli)¹⁸. Néanmoins, cela n'a pas permis au

¹⁵ La diplomatie russe a accueilli favorablement la signature de l'Accord de Skhirat en décembre 2015 permettant la formation, début 2016, du gouvernement d'entente nationale (GEN) dirigé par Fayez al-Sarraj. Ce dernier a bénéficié du soutien politico-militaire turc, qatari, britannique et américain.

¹⁶ Le ministère de l'Industrie russe a signé des contrats dans le domaine énergétique avec le GEN en 2017.

¹⁷ Le ministère de la Défense russe, séduit par la personnalité autoritaire d'Haftar et son combat contre les islamistes et les jihadistes, lui a fourni une aide militaire (munitions, systèmes de défense antiaérienne).

¹⁸ Stanyard, Julia., Vircoulon, Thierry., Rademeyer, Julian., « The Grey Zone: Russia's military and criminal engagement in Africa », *Global Initiative against Transnational Organized Crime*, February 2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/02/J-Stanyard-T-Vircoulon-J-Rademeyer-The-Grey-Zone-Russias-military-mercenary-and-criminal-engagement-in-Africa-GITOC-February-2023-.pdf> (consulté en avril 2023).

maréchal Haftar d'atteindre son objectif.

Incapables d'obtenir une victoire décisive en Libye, et souhaitant néanmoins étendre leur influence respective en Afrique, la Russie et les Émirats se sont entendus pour épauler la milice du général Dagalo, et ainsi soutenir le régime militaire soudanais, suite au soulèvement populaire d'avril 2019.

À la suite de la chute d'Omar el-Béehir, la junte militaire dirigée par les deux généraux rivaux al-Burhan et Dagalo a reçu la bénédiction politico-militaire de l'axe Le Caire-Abou Dhabi-Moscou, tandis que le Premier ministre civil Hamdok a eu l'oreille des Occidentaux. En effet, la Russie et les Émirats sont tous deux en quête de points d'appui militaires navals¹⁹ dans le pays pour projeter leur puissance en mer Rouge et faire pression si nécessaire sur le canal de Suez et le détroit de Bab-el-Mandeb. Enfin, le groupe Wagner implanté dans le pays depuis 2017, afin de projeter ses forces en Afrique subsaharienne, dispose de sociétés exploitant les mines d'or sous le contrôle du général Dagalo. Le précieux métal extrait est ensuite exporté clandestinement à Dubaï pour y être blanchi, raffiné²⁰ et financer l'effort de guerre russe en Ukraine.

À ce jour, le projet de base russe au Soudan ne s'est toutefois toujours pas concrétisé en raison d'une certaine frilosité de la part du général al-Burhan qui ne souhaite pas contrarier les Émirats qui souhaitent ouvrir une base similaire au nord de Port Soudan.

¹⁹ Étant isolé sur la scène internationale, Omar el-Béehir a proposé à Poutine, lors d'une rencontre à Sotchi en 2017, d'implanter une base navale à Port Soudan, permettant le renforcement de la présence russe en Afrique. Selon Gwenaëlle Lenoir, journaliste spécialiste du Soudan, elle pourrait accueillir des bâtiments à propulsion nucléaire.

²⁰ Hunter, Marcela., « Going for Gold: Russia, sanctions and illicit gold trade », *Global Initiative against Transnational Organized Crime*, Avril 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/04/GITOC-Going-for-Gold-Russia-sanctions-and-illicit-gold-trade.pdf> (consulté en avril 2023).

Depuis avril 2023, les violents combats entre l'armée soudanaise, dirigée par le général al-Burhan, et la Rapid Support Force, milice commandée par le général Dagalo empêchent également la ratification par un gouvernement civil soudanais de l'accord russo-soudanais sur la base navale russe.

Ainsi, le renforcement de la relation bilatérale russo-émirienne démontre la volonté d'Abou Dhabi de prendre ses distances vis-à-vis des États-Unis en conduisant une politique étrangère indépendante, basée sur la multipolarité et la défense de ses seuls intérêts nationaux, comme en témoigne d'ailleurs la décision toute récente des EAU de quitter la Combined Maritime Force basée à Bahreïn et commandée par un amiral américain²¹.

Ce renforcement est également visible dans le volet économique-commercial de la relation bilatérale. Depuis 2010, le commerce bilatéral a franchi la barre du milliard de dollars de volume²², et a constamment progressé depuis 2016 avec un volume multiplié par 3,5 en six ans passant de 1,2 milliard de dollars en 2015 à 5,3 milliards en 2021²³. Les Émirats sont donc de loin le premier partenaire commercial de Moscou parmi les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette dynamique de croissance des flux commerciaux s'est accompagnée d'une diversification de ces

²¹ *Opex 360*, 31 mai 2023.

²² Delanoë, Igor., « Russie-Golfe : en attendant la visite de Vladimir Poutine », *Observatoire franco-russe*, 27 septembre 2019, <https://fr.obsfr.ru/analytics/blogs/10585/> (consulté en avril 2023).

²³ Delanoë, Igor., « Moyen-Orient : le commerce russe en plein boom », *Observatoire franco-russe*, 12 juillet 2022, <https://fr.obsfr.ru/analytics/blogs/12552/> (consulté en avril 2023).

derniers (tourisme, défense²⁴, agriculture, énergie pétrolière²⁵ et nucléaire). Cet état de fait est lié à la volonté émirienne de diversifier ses partenariats stratégiques et économico-commerciaux sur la scène internationale. Enfin, la croissance de ces flux s'est poursuivie pour atteindre un volume record de 9 milliards de dollars en 2022²⁶, dans le contexte du conflit ukrainien, sur lequel la diplomatie émirienne a une position singulière.

Numéro d'équilibrisme de la diplomatie émirienne dans le conflit ukrainien

Les positions contrastées des Émirats Arabes Unis lors des votes des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU sur le conflit ukrainien²⁷ illustrent leur non-alignement vis-à-vis des Occidentaux sur ce dossier. En effet, ils considèrent qu'il s'agit d'un problème européen et non mondial. En outre, ils sont mécontents de l'engagement à géométrie variable de Washington dans le Golfe

²⁴ « Rostec admits localization of components production for Su-57 fighters abroad », *agence TASS*, November 18, 2019, <https://tass.com/defense/1090085> (consulté en avril 2023).

²⁵ Mason, Robert, « Russia and the UAE: Monetization, Economization and Militarization in the Gulf and Red Sea », *The Arab Gulf States Institute in Washington*, August 12, 2021, <https://agsiw.org/russia-and-the-uae-monetization-economization-and-militarization-in-the-gulf-and-red-sea/> (consulté en avril 2023).

²⁶ Smagin, Nikita., « Is the blossoming relationship between Russia and the UAE doomed? », *Carnegie Politika*, April 13, 2023, <https://carnegieendowment.org/politika/89531#:~:text=Russia's%20search%20for%20a%20alternative%20trading,billion%3A%20a%2071%20percent%20increase.> (consulté en avril 2023).

²⁷ Pour rappel, Les Émirats se sont abstenus tout comme l'Inde et la Chine lors du vote de la première résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine fin février 2022. Par la suite, ils ont maintenu cette position lors du vote de la résolution sur la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (avril 2022). Un léger changement s'est opéré lorsqu'ils ont approuvé la résolution condamnant l'annexion par la Russie de territoires ukrainiens en octobre 2022 et celle exigeant le retrait des troupes russes d'Ukraine (février 2023).

face à Téhéran²⁸ et ne sont pas favorables à la confrontation sino-américaine, pouvant mettre à mal leur crucial partenariat multisectoriel avec Pékin.

Enfin, ils cherchent également à préserver leurs intérêts politiques, économiques et stratégiques avec Moscou. Ces considérations ont conduit les deux pays à se coordonner au sein du cartel OPEP + pour réduire en octobre 2022 et en avril 2023, leur production pétrolière. Cela a provoqué une hausse des cours du brut et infligé un camouflet significatif aux États-Unis. Dans le même temps, MBZ a endossé ses habits de médiateur entre Kiev et Moscou pour faciliter les échanges de prisonniers russes et ukrainiens. Il a prétendu que sa médiation entre Moscou et Washington avait contribué à l'échange de la basketteuse américaine Brittney Griner contre le trafiquant d'armes Viktor Bout, en décembre 2022.

Toutefois, les autorités américaines ont tempéré les propos du président émirien en précisant qu'il s'agissait d'une négociation bilatérale sans intermédiaire extérieur²⁹. Enfin, en refusant d'appliquer les sanctions occidentales contre Moscou, les autorités émiriennes accueillent par intérêt à la fois les oligarques cherchant à échapper aux sanctions occidentales, mais aussi les hackers russes hostiles au Kremlin et à la guerre en Ukraine.

En 2022, plus d'un million de Russes ont séjourné aux Émirats soit

²⁸ Laruelle, Marlène., « La Russie en guerre et le monde musulman », *Institut Français des Relations Internationales*, 30 janvier 2023, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/rnv127_laruelle_ukraine_musulmans.pdf (consulté en avril 2023).

²⁹ « Brittney Griner contre Viktor Bout : les dessous de l'échange de prisonniers entre Moscou et Washington », *Franceinfo*, 9 décembre 2022, https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/brittney-griner-contre-viktor-bout-les-dessous-de-l-echange-de-prisonniers-entre-moscou-et-washington_5535315.html (consulté en avril 2023).

une hausse de 60% par rapport à 2021³⁰. Dans cet important flux de personnes, il n'y avait pas seulement de simples touristes mais aussi de nombreux oligarques³¹ et hackers russes en détresse. Depuis fin février 2022, les premiers se sont expatriés à Dubaï et Abou Dhabi, grâce au programme émirien « visa doré »³², pour échapper aux lourdes sanctions économiques occidentales, ciblant leurs actifs financiers, immobiliers et leurs entreprises. Les seconds, caractérisés par leur esprit de contradiction, ont cherché à fuir la guerre et la mobilisation partielle. Ils ont loué ou acheté des propriétés dans les deux grandes villes émiriennes grâce à l'exploitation des failles de la réglementation immobilière. Leurs investissements ont ainsi fait croître le marché de l'immobilier dubaïote avec 86 849 propriétés vendues en 2022, battant le record établi en 2009 à 80 831 biens immobiliers écoulés³³. Cette croissance significative a impacté fortement les prix, s'établissant en moyenne à plus de 67 000 \$/an pour la location d'un appartement, et 276 000 \$/an pour celle d'une villa en 2022³⁴. Néanmoins, cette flambée des prix a suscité quelques inquiétudes au sein du gouvernement dubaïote, car elle a augmenté le coût de la vie pour la main-d'œuvre étrangère faisant vivre l'émirat.

³⁰ Smagin, Nikita., « Is the blossoming relationship between Russia and the UAE doomed? », *Carnegie Politika*, April 13, 2023, <https://carnegieendowment.org/politika/89531#:~:text=Russia's%20search%20for%20alternative%20trading.billion%3A%20a%2071%20percent%20increase>. (consulté en avril 2023).

³¹ Notamment le magnat russo-chypriote des engrais et propriétaire de l'AS Monaco, Dmitry Rybolovlev, ainsi qu'Andrei Molchanov, propriétaire de la société LSR spécialisée dans les matériaux de construction et Roman Abramovitch, ancien président du club de Chelsea.

³² Ce programme permet aux étrangers d'obtenir un permis de séjour de longue durée à Dubaï en contrepartie d'un investissement minimum de 2,7 millions de dollars dans une entreprise locale ou un fonds d'investissement. En janvier 2021, le gouvernement fédéral a facilité l'acquisition de la nationalité émirienne par les étrangers à travers les investissements dans l'immobilier.

³³ Gambrell, Jon., « Dubai boom sees Russian cash, high rents and reborn projects », *Associated Press*, February 13, 2023, <https://apnews.com/article/us-department-of-the-treasury-business-united-arab-emirates-dubai-middle-east-192fbc4638f38d9334ad2508cae1eef4> (consulté en avril 2023).

³⁴ *Ibid.*,

Désormais confortablement installés dans le paradis fiscal émirien³⁵, les oligarques et hackers russes ont développé leurs activités dans le pays.

Dans ce but, les entrepreneurs russes ont ouvert des filiales de leur entreprise dans les zones franches de Dubaï, servant à attirer les investissements étrangers. L'objectif semble atteint puisque le nombre d'entrepreneurs et de start-ups russes présents dans celles-ci a décuplé en 2022, selon un responsable étranger local³⁶. Cette nouvelle situation a facilité la croissance des exportations russes (produits agricoles, métaux précieux et pétrole brut et raffiné³⁷) vers les Émirats.

Dans le même temps, les importations parallèles russes de composants électroniques sensibles, soumis aux sanctions occidentales, ont fortement augmenté en 2022 *via* des sociétés basées à Abou Dhabi. À titre d'exemple, celles de semi-conducteurs, vitaux pour l'effort de guerre russe ont été multipliées par 15³⁸. Les Émirats ont également vendu 158 drones civils à

³⁵ Les EAU sont considérés comme tel par le Groupe d'action financière qui l'a placé sur sa liste grise en raison de l'absence d'une imposition des entreprises étrangères et de sa pratique du blanchiment d'argent. Pour tenter de sortir de ladite liste, les autorités fédérales ont annoncé, en février 2022, l'établissement d'un taux d'imposition sur les sociétés de 9% à partir de juin 2023. Toutefois, les entreprises enregistrées dans les zones franches dubaïotes qui n'ont pas d'activités sur le territoire émirien ne seront pas soumises l'impôt sur les sociétés.

³⁶ Al-Attar, Sahar., « Seeking new start, Russian professionals set up shop in Dubai », *Al-Monitor*, May 25, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/05/seeking-new-start-russian-professionals-set-shop-dubai> (consulté en avril 2023).

³⁷ D'une part, le pétrole brut russe est raffiné aux Émirats pour être ensuite revendu en Europe. D'autre part, le pétrole raffiné russe alimente la consommation nationale émirienne.

³⁸ Smagin, Nikita., « Is the blossoming relationship between Russia and the UAE doomed? », *Carnegie Politika*, April 13, 2023, <https://carnegieendowment.org/politika/89531#:~:text=Russia's%20search%20for%20alternative%20trading,billion%3A%20a%2071%20percent%20increase>. (consulté en avril 2023).

l'armée russe pour un montant total de 600 000 \$³⁹. Ils ont donc permis à Moscou de contourner lesdites sanctions.

Néanmoins, ces chiffres significatifs ne doivent pas être surinterprétés car les exportations émiriennes ne représentent que 5% du total des flux commerciaux bilatéraux.

Enfin, souhaitant diversifier et digitaliser l'économie nationale, les autorités émiriennes ont accueilli avec opportunisme à Dubaï les développeurs russes travaillant dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la *blockchain* et des cryptomonnaies⁴⁰. Ambitionnant de devenir un pôle mondial du secteur, la cité héberge maintenant de grands acteurs comme le chinois Binance⁴¹.

Pour sa part, le service de renseignement technique émirien, la « Signals Intelligence Agency » (SIA), souhaite renforcer ses moyens humains, ses capacités cyberoffensives, et contrebalancer l'influence cyber américaine et israélienne. Le SIA a donc embauché des hackers liés aux services de renseignement russes⁴², dont certains sont des revendeurs de failles de sécurité informatique non référencées (*zero-day*)⁴³, comme le patron de la société Operation Zero, Sergueï Zelenyuk⁴⁴.

³⁹ *Ibid.*,

⁴⁰ Mathews, Sean., « How an influx of war-weary Russians could turbo-charge Dubai's tech scene », *Middle East Eye*, April 22, 2022, <https://www.middleeasteye.net/news/russia-ukraine-war-entrepreneurs-dubai-tech-scene> (consulté en avril 2023).

⁴¹ *Ibid.*,

⁴² Krieg, Andreas., « Pentagon leak is no surprise : UAE-Russia ties run deep », *Middle East Eye*, April 12, 2023, <https://www.middleeasteye.net/opinion/pentagon-leak-russia-uae-no-surprise-ties-run-deep> (consulté en avril 2023).

⁴³ Selon l'éditeur de logiciels de cybersécurité Avast, une vulnérabilité *zero day* est une faille de sécurité informatique inconnue et non corrigée par l'éditeur d'un produit informatique. Il ne découvre la faille qu'en cas de cyberattaque, c'est-à-dire au jour zéro.

⁴⁴ « Le revendeur russe de failles informatiques Operation Zero tente sa chance dans le Golfe », *Intelligence Online*, 20 avril 2023, <https://www.intelligenceonline.fr/surveillance-interception/2023/04/20/le-revendeur-russe-de-failles-informatiques-operation-zero-tente-sa-chance-dans-le-golfe.109946685-eve> (consulté en avril 2023).

Ainsi, la relation bilatérale russo-émirienne s'est approfondie sur le plan économique-commercial et technologique grâce au conflit ukrainien.

Toutefois, cette apparente lune de miel pourrait être altérée par deux éléments : l'accroissement de la coopération sino-russe aux Émirats, et l'imposition de sanctions économiques secondaires américaines à Abou Dhabi.

Vers une altération de la relation bilatérale par la compétition sino-russe et les sanctions économiques secondaires américaines ?

Premier paramètre d'altération, la Chine a une position de neutralité bienveillante à l'égard de la Russie en Ukraine, et lui livre des équipements militaires (armes légères, casques, gilets pare-balles) et civils (drones, semi-conducteurs) *via* les Émirats et la Turquie pour soutenir son effort de guerre⁴⁵. Cela ne l'empêche pas de concurrencer Moscou aux Émirats et dans le Golfe pour renforcer son influence et défendre ses intérêts énergétiques, économiques et stratégiques, au cœur du projet « Belt and Road Initiative » (BRI). Pour sa part, MBZ considère son partenariat stratégique multisectoriel avec Pékin comme vital pour le développement du pays, et pour sortir de l'orbite américaine. Il a donc octroyé des concessions à des compagnies pétrolières chinoises en 2017⁴⁶. De plus, pour participer activement au projet

⁴⁵ Aarup, Sarah Anne., Banco, Erin., « Hunting rifles really? China ships assault weapons and body armor to Russia », *Politico*, March 16, 2023, <https://www.politico.eu/article/chinese-companies-are-shipping-rifles-body-armor-to-russia/> (consulté en avril 2023).

⁴⁶ Samaan, Jean-Loup., « Les Émirats arabes unis et la compétition sino-américaine : vers une politique de non-alignement ? », *Institut Français des Relations Internationales*, 2 décembre 2022,

BRI et contrebalancer l'influence américaine au Moyen-Orient, il a cédé 90% du capital du terminal de container du port de Dubaï au géant Cosco en 2018⁴⁷.

En outre, le président émirien a reçu le Président Xi Jinping en 2018 et 2022. Lors de ces visites, de nombreux accords bilatéraux dans les domaines énergétique, technologique, militaire et culturel ont été signés. L'entreprise Huawei a ainsi été sélectionnée en 2019 pour déployer le réseau 5G dans le pays⁴⁸, tandis que les cyberspécialistes chinois de la surveillance concurrencent leurs homologues russes et occidentaux⁴⁹. Enfin, l'armée émirienne a diversifié ses fournisseurs en achetant des matériels chinois.

Second paramètre, la relation russo-émirienne pourrait pâtir des sanctions économiques secondaires américaines imposées à Abou Dhabi. En effet, les Émirats sont accusés par Washington d'aider Moscou à contourner les sanctions occidentales, et de lui apporter une assistance militaire *via* les exportations de technologies sensibles estimées à 18 millions de dollars entre juillet et novembre 2022⁵⁰. Afin de fléchir la position émirienne, des responsables du Trésor américain se sont rendus à plusieurs reprises à Abou Dhabi pour faire pression sur les autorités fédérales. Cette tactique a porté ses fruits, puisque craignant les sanctions, la Banque centrale

https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/samaan_eau_et_competition_sino-us_decembre2022.pdf (consulté en avril 2023).

⁴⁷ *Ibid.*,

⁴⁸ *Ibid.*,

⁴⁹ « Les cyberspécialistes chinois de la surveillance reviennent sur le devant de la scène émiratie », *Intelligence Online*, 17 janvier 2023,

https://www.intelligenceonline.fr/surveillance--interception/2023/01/17/les-cyberspecialistes-chinois-de-la-surveillance-reviennent-sur-le-devant-de-la-scene-emiratie_109902074-art (consulté en avril 2023).

⁵⁰ Hagedorn, Elizabeth., « US targets firms in UAE, Turkey over Russia sanctions », *Al-Monitor*, April 12, 2023, <https://www.al-monitor.com/originals/2023/04/us-targets-firms-uae-turkey-over-russia-sanctions-evasion> (consulté en avril 2023).

émirienne a annulé la licence accordée à la banque russe MTS⁵¹.

Cette licence lui permettait de poursuivre ses opérations financières à l'échelle internationale. Le Trésor américain a enfoncé le clou en sanctionnant les entreprises Hulm Al Sahara Electric Devices Trading et Aeromotus basées aux Émirats⁵². La première est accusée de vendre des composants électroniques, dont des semi-conducteurs américains à des entreprises russes sanctionnées. La seconde est suspectée de livrer des drones civils chinois à l'armée russe. Face à ces réactions américaines, le ministre du Commerce émirien s'est voulu rassurant à l'égard du partenaire américain en indiquant que son pays ne souhaitait pas compromettre les règles commerciales internationales et s'engageait à respecter les sanctions occidentales contre Moscou⁵³.

Ainsi, bien que la coopération multidimensionnelle russo-émirienne soit actuellement dans une dynamique positive, cette tendance pourrait s'atténuer en fonction de l'évolution de la guerre en Ukraine et des pressions américaines. De fait, Abou Dhabi a parfaitement conscience du risque réel de perte d'accès au marché américain⁵⁴ en cas de non-respect des sanctions américaines et occidentales. Il lui paraît donc difficile de s'aliéner son américain, dont il reste encore très dépendant sur le plan militaire et bancaire.

⁵¹ Essaid, Salim., « UAE Central Bank revokes license of Russia's MTS Bank as sanctions tighten », *Al-Monitor*, March 31, 2023,

<https://www.al-monitor.com/originals/2023/03/uae-central-bank-revokes-license-russias-mts-bank-sanctions-tighten> (consulté en avril 2023).

⁵² Hagedorn, Elizabeth., « US targets firms in UAE, Turkey over Russia sanctions », *Al-Monitor*, April 12, 2023, <https://www.al-monitor.com/originals/2023/04/us-targets-firms-uae-turkey-over-russia-sanctions-evasion> (consulté en avril 2023).

⁵³ Essaid, Salim., « UAE Central Bank revokes license of Russia's MTS Bank as sanctions tighten », *Al-Monitor*, March 31, 2023, <https://www.al-monitor.com/originals/2023/03/uae-central-bank-revokes-license-russias-mts-bank-sanctions-tighten> (consulté en avril 2023).

⁵⁴ En 2021, le volume des échanges commerciaux bilatéraux américano-émiriens a été de 23 milliards de dollars selon le service économique de l'ambassade des Émirats à Washington.

Ces deux éléments expliquent sa volonté de se maintenir à équidistance de Washington et Moscou, notamment dans le conflit ukrainien.

Publié par l'institut FMES, le 15 juin 2023

Madrid, Paris, Berlin, Rome et Bruxelles : l'Europe écartelée entre l'Algérie et le Maroc

Par Chloé Jamet, diplômée de Sciences Po Paris en sécurité internationale, chercheuse associée à l'Institut FMES

Résumé

Depuis la reconnaissance américaine du Sahara marocain en décembre 2020, dans la dynamique des Accords d'Abraham, Rabat a fait le choix de s'affirmer face au Front Polisario et à l'Algérie pour obtenir de nouveaux soutiens à sa politique de colonisation. Le problème saharien cristallise les rivalités maghrébines, et oblige les capitales européennes à devoir se positionner. Celles-ci ont traditionnellement essayé de conserver un équilibre entre l'Algérie et le Maroc, deux partenaires essentiels aux atouts complémentaires. Mais la montée en puissance marocaine remet en cause ce statu quo : Rabat oblige les capitales européennes, au premier rang desquelles Paris, Madrid, Berlin et Rome, à revoir leurs priorités.

De son côté, l'Algérie les prend en otage en agitant la carotte de l'énergie et le bâton de la déstabilisation de leurs sociétés. Ce dilemme maghrébin illustre le poids croissant du Maroc et de l'Algérie, ainsi que l'attentisme et les limites de la Politique Etrangère et de Sécurité commune européenne, incitant l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France à jouer leur propre partition, au risque d'une cacophonie européenne.

Le statu quo mis en place par le Maroc depuis 2007 sur le conflit gelé du Sahara occidental, riche en phosphates et bordé par une région poissonneuse de l'Atlantique, a provoqué une impasse politique caractérisée par l'absence d'organisation du référendum

d'autodétermination prévu par le plan de paix de l'ONU en 1991 (résolution 690 du Conseil de sécurité).

Ce différend s'inscrit dans la rivalité entre Rabat et Alger pour s'imposer comme le leader régional en Afrique du Nord-Ouest. Depuis 50 ans, Rabat s'efforce de marocaniser le Sahara pour renforcer la légitimité de son initiative d'autonomie élargie, tandis qu'en Algérie, on constate le développement d'un discours complotiste à l'égard du Maroc, exacerbé depuis décembre 2020 et la reconnaissance américaine du « Sahara. Ces tensions bilatérales provoquent le blocage de l'Union pour la Méditerranée et du Dialogue 5+5 dans un Maghreb très peu intégré économiquement. L'Algérie, bien qu'elle surpasse le Maroc dans les domaines économique, militaire et diplomatiques, fait face aujourd'hui à des problèmes économiques liés à sa dépendance aux exportations d'hydrocarbures⁵⁵. L'immobilisme politique de la junte au pouvoir a été à l'origine de la vague de contestation (Hirak) entre 2019 et 2021. Le Maroc a pour sa part l'ambition de devenir le pont stratégique entre l'Europe et l'Afrique.

La rivalité algéro-marocaine se traduit aujourd'hui sur tous les plans. L'Union Africaine est un terrain de bataille diplomatique entre les deux pays qui s'affrontent pour de nombreux postes au sein de l'institution⁵⁶. Alger et Rabat rivalisent aussi de projets économiques, notamment dans le domaine énergétique avec la construction de gazoducs ou le développement des énergies renouvelables. Le gazoduc Maghreb-Europe (GME) a fait les frais de la brouille diplomatique entre les deux capitales en 2021.

⁵⁵ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l-algerie>

⁵⁶ Alger et Rabat s'affrontent pour le poste de premier vice-président de l'institution panafricaine pour 2023, et sa présidence pour 2024.

Enfin, dans le domaine militaire, outre des dépenses d'armement conséquentes⁵⁷ et les annonces d'augmentation de budgets de défense des deux côtés de la frontière, Alger et Rabat prennent soin d'entretenir des partenariats militaires avec des parrains (la Russie pour Alger, les États-Unis pour le Maroc) tout en développant des bases industrielles et technologiques de défense avec d'autres acteurs.

Les capitales européennes face au dilemme de la rivalité algéro-marocaine

La rivalité algéro-marocaine se traduit dans les politiques étrangères des deux pays. D'un côté, le Maroc considère désormais le Sahara occidental comme l'alpha et l'oméga de sa politique étrangère. Cette priorité politique, économique, militaire et diplomatique est réaffirmée annuellement par le Roi dans les discours du Trône : en août 2022, Mohammed VI affirmait avec plus de détermination que jamais que « le dossier du Sahara est le prisme à travers lequel le Maroc considère son environnement international »⁵⁸. En substance, le message du roi peut être synthétisé ainsi : « vous êtes avec moi ou contre moi, et pour être avec moi il faut reconnaître le Sahara occidental comme partie du territoire marocain ».

Le projet saharien est présenté à la communauté internationale comme un modèle de développement au profit des populations locales dans le respect de la transition écologique : grands projets d'infrastructures comme une route express, politique d'attractivité pour les investissements directs dans le domaine des énergies

⁵⁷ Entre 3 et 6% du PIB depuis 2008 selon la Banque mondiale

⁵⁸ <https://www.france24.com/fr/afrique/20220821-sahara-occidental-le-roi-mohammed-vi-exhorte-les-pays-all%C3%A9s-%C3%AO-soutenir-le-maroc>

renouvelables et du tourisme... La stratégie est simple : obtenir l'implantation d'entreprises étrangères pour acter la reconnaissance politique du Sahara marocain par leurs capitales, tout en présentant l'organisation d'un référendum comme à la fois impossible et porteuse de déstabilisation pour la région.

Quant à l'Algérie, son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui (qu'elle assimile à son soutien au peuple palestinien) est une donnée permanente de son action extérieure. Elle fournit les ressources nécessaires au Front Polisario pour que celui-ci mène ses actions d'influence sur la scène internationale. Toutefois, elle évite de se positionner comme une partie au conflit, par exemple en s'impliquant militairement ou en refusant les dialogues tripartites.

Bien que Joe Biden ait refusé de revenir sur la décision prise par Donald Trump en 2020 de reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental, il n'y a toujours pas de consulat américain dans les provinces du Sud, et le Département d'État use toujours des formules consacrées sur l'autonomie comme « une bonne base ». La remise en cause du statu quo par les États-Unis a rassuré le Maroc dans sa capacité à faire évoluer la situation à son avantage, réactivant par là-même la rivalité algéro-marocaine.

Ainsi, les deux pays maghrébins continuent de vouloir marquer des points en Europe en instrumentalisant chaque capitale pour qu'elle se positionne sur ce différend, ce qui se traduit par des stratégies diplomatiques plus combattives et polémiques vis-à-vis des Européens. Alger et Rabat dénoncent tous les rapprochements de pays européens avec leur rival, en tentant de réaffirmer leurs atouts : principalement sécuritaires et économiques pour le Maroc, et énergétiques pour l'Algérie.

Les faux-pas de l'un ou de l'autre sont également souligné pour se présenter, par contraste, comme l'allié le plus intéressant et le plus fiable pour l'Union européenne. En effet, les deux pays sont des partenaires précieux pour l'UE. En ce qui concerne le Maroc, l'UE reste son premier investisseur étranger et son premier partenaire commercial. Depuis 2000, le Maroc et l'UE sont liés par un accord d'association englobant le Sahara occidental. Un partenariat euro-marocain de prospérité partagée a renforcé la relation en 2019.

Dans ce cadre, le Maroc exporte des produits agricoles et du phosphate vers l'Europe à un tarif préférentiel, tandis que les flottes de pêche européennes peuvent être déployées dans les eaux du Sahara occidental. En ce qui concerne l'Algérie⁵⁹, l'UE reste également son principal partenaire commercial, et leurs relations se basent sur un Accord d'Association revu en 2017. Depuis le début de la guerre en Ukraine et la flambée des prix du gaz, l'Algérie a une importance renouvelée aux yeux des Européens.

La position commune dans l'équilibre maghrébin est minimaliste, car les Européens ont besoin des deux pays ; les 27 tentent donc de ne pas faire de choix et de développer leurs relations avec Alger et Rabat de manière parallèle, pour ne froisser personne. Ce dilemme empêche de progresser sur les dossiers, impose des limites à la coopération, et cristallise la question du Sahara occidental.

La position agréée au niveau du Conseil sur la question saharienne reste de soutenir la poursuite d'une « solution politique, juste, réaliste, pragmatique, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental » en conformité avec les résolutions onusiennes ; l'UE « prend note positivement des efforts sérieux et

⁵⁹ https://www.eeas.europa.eu/algerie/lunion-europeenne-et-lalgerie_fr?s=82

crédibles menés par le Maroc » en encourageant les parties à un esprit de réalisme et de compromis. Elle fournit également une aide humanitaire à la population sahraouie installée dans la région de Tindouf⁶⁰.

Josep Borrell, Vice-Président de la Commission et Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, évoquait ainsi la position des Européens sur le Sahara occidental début 2023 : « Les États membres sont divisés. Mais nous soutenons tous la mise en œuvre des propositions des Nations Unies. Nous appuyons l'envoyé spécial du secrétaire général. En tant que Haut représentant, je ne peux pas aller plus loin car je représente les 27. La diplomatie marocaine a un bon ministre des Affaires étrangères. Elle est très active. Elle a réussi à faire changer d'avis certains pays européens. Mais nous sommes 27. »⁶¹

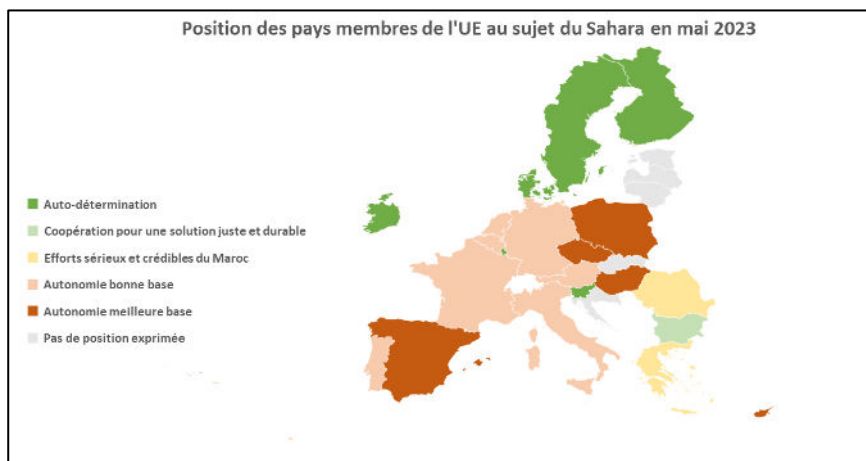
Le Conseil est donc divisé mais semble pencher plutôt en faveur du Maroc. D'un côté, les pays méditerranéens ont été rejoint par les pays du Groupe de Visegrád depuis 2021⁶². En face, les positions de principe des pays nordiques, attentifs aux droits de l'Homme et ayant moins d'intérêts économiques au sud de la Méditerranée, s'ajoutent au désintérêt sur cette question des pays d'Europe de l'Est. On notera toutefois qu'aucun pays européen ne reconnaît formellement la souveraineté marocaine sur le Sahara, et n'a ouvert de consulat dans la région, pas même l'Espagne qui s'est pourtant rapprochée du Maroc. Mais la division des 27 fournit des brèches au chantage sur la question du Sahara.

⁶⁰ https://www.eeas.europa.eu/algerie/lunion-europeenne-et-lalgerie_fr?s=82

⁶¹ <https://club.bruxelles2.eu/2023/01/entretien-si-je-parlais-uniquement-avec-les-gens-avec-qui-je-suis-daccord-je-finirai-tous-les-jours-a-midi-josep-borrell/>

⁶² Le V4 regroupe la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie.

<https://www.diplomatie.ma/fr/le-maroc-et-le-groupe-de-visegr%C3%A1d-d%C3%A0rterm%C3%A9s-%C3%A0-donner-une-nouvelle-impulsion-%C3%A0-leur-coop%C3%A9ration-pour-faire-face-aux-d%C3%A9fis-communs>



Même lorsque le Conseil parvient au consensus, par exemple au sujet de l'accord de libre-échange avec le Maroc, les autres institutions européennes restent divisées sur le sujet maghrébin. En 2016, la Cour de justice de l'UE avait exclu le Sahara occidental du champ d'application territorial de l'accord commercial UE-Maroc, rappelant qu'en vertu de ses traités constitutifs, l'Union se doit de mener une politique internationale respectueuse des droits de l'homme.

En septembre 2021, le Tribunal de l'UE a rappelé ce jugement en annulant deux accords commerciaux entre le Maroc et l'UE, le Front Polisario étant « reconnu sur le plan international en tant que représentant du peuple du Sahara occidental ».⁶³ L'affaire a fait l'objet d'un appel, dont la conclusion devrait être rendue à la fin de l'année. Il serait alors souhaitable que l'UE règle le sujet une fois pour toute, afin d'éviter que ce soit à la justice de régler un contentieux politico-diplomatique. Le problème devrait d'ailleurs

⁶³ <https://www.france24.com/fr/afrique/20210929-sahara-occidental-la-justice-europ%C3%A9enne-annule-deux-accords-entre-le-maroc-et-l-ue>

se poser une nouvelle fois dans la deuxième partie de l'année, car le protocole de pêche actuel UE-Maroc doit expirer en juillet 2023, quelques mois avant la fin de la procédure d'appel.

Enfin, dans le contexte du scandale de corruption d'eurodéputés, le Parlement européen a adopté en janvier 2023 une résolution critique envers le Maroc, en évoquant pour la première fois la question des droits humains. Les institutions européennes viennent ajouter des contraintes à la Politique étrangère et de Sécurité Commune (PESC), normalement déterminée par le Conseil : celui-ci fait face à un dilemme entre intérêts stratégiques des pays membres et respect du droit international et du principe d'auto-détermination des peuples.

Alors que le Maroc a finalement adopté une stratégie bilatérale face aux blocages de la machine bruxelloise⁶⁴, il est intéressant de noter les évolutions récentes des positions françaises, espagnoles, allemandes et italiennes sur le sujet. Ces quatre pays exercent en effet une influence conséquente sur l'établissement des positions de l'UE en matière de PESC, influencées par les débats nationaux et les lobbyings maghrébins.

L'équilibrisme des Européens

La France ou la gestion du « en même temps » face aux crispations

Paris a été parmi les premières capitales à soutenir le plan marocain proposé en 2007 : la France est « en faveur d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité », le plan

⁶⁴ <https://www.jeuneafrique.com/1355319/politique/maroc-europe-le-royaume-a-lepreuve-du-multilateralisme/>

d'autonomie marocain étant une base de discussions sérieuse et crédible.⁶⁵ La France a d'ailleurs soutenu le Maroc dans les enceintes onusiennes, comme l'a rappelé Catherine Colonna lors de sa visite au Maroc fin 2022 en évoquant « une position clairement favorable au Maroc »⁶⁶. Mais celle-ci ne suffit plus au Royaume, qui souhaite que la France, moteur européen et membre permanent du Conseil de Sécurité, reconnaisse formellement le Sahara occidental comme faisant partie du Maroc.

La France entretient un « partenariat bilatéral d'exception » avec le Maroc, en tant que troisième fournisseur du Royaume et premier investisseur dans celui-ci. Le Maroc est également le premier récipiendaire de l'Agence française de développement et bénéficie d'une coopération approfondie dans tous les domaines (économique, sécuritaire, militaire, universitaire).

Malgré cela, les relations franco-marocaines sont aléatoires : elles avaient connu une crise en 2014, et malgré une amitié affichée entre Mohammed VI et Emmanuel Macron entre 2017 et 2019, force est de constater que les tensions se sont multipliées depuis plusieurs années.

La succession des scandales (affaire Pegasus, bras-de-fer consulaire au sujet des visas, Qatargate et accusations de corruption, résolution européenne votée par Renew Europe et rapprochement avec l'Algérie), alimentée par les articles assassins de la presse marocaine, a provoqué un ralentissement de la coopération et nourri les ressentiments.

⁶⁵ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/evenements/article/sahara-occidental-q-r-extrait-du-point-de-presse-21-03-22>

⁶⁶ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/maroc/evenements/article/entretien-de-catherine-colonna-au-media-le-matin-a-l-occasion-de-son>

Ainsi, il n'y a toujours pas d'ambassadeur marocain à Paris, et pour Rabat « les relations ne sont ni amicales ni bonnes, pas plus entre les deux gouvernements qu'entre le Palais royal et l'Élysée », ce qui explique le report sine die de la visite présidentielle au Maroc.

De l'autre côté, le Président de la République s'est particulièrement investi pour lancer un « partenariat renouvelé et privilégié » avec l'Algérie depuis 2021. Le pays, deuxième partenaire commercial de la France en Afrique (notamment grâce au gaz), acteur central sur les enjeux sécuritaires (Mali, Libye, terrorisme, migrations), dispose en outre de la plus grande communauté étrangère dans l'Hexagone sans compter les très nombreux binationaux. Malgré une coopération dans de nombreux domaines et une volonté d'acter une « nouvelle dynamique irréversible » par des actions fortes comme le rapport Stora ou les visites présidentielle puis ministérielle, il existe toujours des blocages et des tensions. La focalisation sur les enjeux mémoriels n'a pas réussi à évacuer d'autres dossiers, notamment dans le domaine économique et consulaire⁶⁷.

La relation franco-algérienne a elle aussi connu son lot de crise depuis 2021 : réduction du nombre de visas, propos présidentiels sur la « rente mémorielle », fermeture de l'espace aérien algérien aux aéronefs militaires français, retrait des accréditations de France24, cas Amira Bouraoui⁶⁸... Comme le dit le président Tebboune lui-même, « la relation entre la France et l'Algérie est

⁶⁷ <https://www.courrierinternational.com/article/tensions-derriere-la-querelle-entre-algerie-et-la-france-de-multiples-blocagesv>

⁶⁸ Franco-algérienne, cette opposante à la junte a rejoint secrètement la France en passant par la Tunisie en février : l'ambassade de France aurait empêché son expulsion vers l'Algérie, où elle était interdite de sortie du territoire.

fluctuante »⁶⁹.

Paris tente donc de conserver l'équilibre entre l'Algérie et le Maroc, deux partenaires tout aussi essentiels l'un que l'autre, mais qui instrumentalisent une posture de ressenti vis-à-vis de l'ancienne métropole. Tout différend se transforme rapidement en crise présentée sous l'angle du néo-colonialisme. Les tensions sont loin de se limiter au Sahara, et Alger comme Rabat savent utiliser contre les gouvernements français la carte du nationalisme.

L'Espagne entre le marteau et l'enclume

L'Espagne, ancienne puissance coloniale, est à l'origine du problème du Sahara occidental. Elle fut longtemps un soutien historique à l'indépendantisme sahraoui, mais sa position, en tant que pays frontalier (via les enclaves de Ceuta et Melilla) et premier partenaire économique du Maroc, était de plus en plus complexe à tenir. La crise diplomatique de 2021 provoquée par l'accueil secret de Brahim Ghali⁷⁰ en Espagne a rendu furieux les Marocains.

Conforté par leur récent succès auprès des États-Unis, les dirigeants marocains ont procédé à un chantage migratoire, laissant passer des milliers de migrants en quelques heures à Ceuta et Melilla, et s'attaquant ainsi directement aux intérêts sécuritaires des enclaves espagnoles.

La rupture d'approvisionnement énergétique de l'Espagne décidée quelques mois plus tard par l'Algérie pour impacter le Maroc a entraîné le revirement de Madrid en faveur du Maroc. En mars 2022, le gouvernement espagnol annonçait que l'initiative

⁶⁹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/03/28/entre-la-france-et-l-algerie-le-rapprochement-apres-la-crise_6167221_3212.html

⁷⁰ Le leader du Front Polisario a été hospitalisé pendant plusieurs mois pour cause de COVID.

marocaine était « la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce différend ».

Depuis, les deux royaumes travaillent à consolider leur partenariat stratégique dans tous les domaines (échanges commerciaux, investissements, coopération migratoire et sécuritaire)⁷¹, quitte à ce que le PSOE, parti au pouvoir dirigé par Pedro Sanchez, rejette la résolution européenne au sujet du respect des droits de l'Homme au Maroc.

Ce rapprochement surprise décidé par Pedro Sanchez, critiqué par l'opposition, mais aussi et au sein même du gouvernement de coalition, a provoqué la colère d'Alger, qui en juin 2022, a rappelé son ambassadeur, suspendu le traité bilatéral de bon voisinage et de coopération le liant à Madrid, restreint les transactions commerciales et bancaires, et menacé l'Espagne de coupures de gaz au moment où les capitales renégociaient leurs contrats. Les mesures de représailles algériennes ont fait s'écrouler les échanges commerciaux entre les deux pays⁷².

Le brusque revirement politique de Madrid démontre qu'une remise en cause du statu quo n'est pas à l'avantage des pays européens, le Maroc n'ayant rien offert à l'Espagne en échange de cette concession généreuse, tandis que la décision a été interprétée comme une trahison par l'Algérie, qui lui a fait chèrement payer cette nouvelle posture (baisse de plus de 80 % des exportations espagnoles vers l'Algérie en un an). Madrid aura par ailleurs du mal à faire marche arrière, même dans l'éventualité d'un changement de gouvernement en juillet, le Maroc pouvant

⁷¹ https://www.lepoint.fr/afrique/le-maroc-et-l-espagne-accelèrent-leur-rapprochement-a-rabat-02-02-2023-2507219_3826.php

⁷² <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/diplomatie-algerie-espagne-maroc-sahara-occidental-crise-economie-exportations>

compter sur son chantage migratoire.

La présidence espagnole du Conseil de l'UE, qui débute le 1^{er} juillet, sera ainsi scrutée, en particulier au moment de l'expiration du protocole de pêche UE-Maroc. Reste à voir si les relations euromaghrébines feront partie des priorités espagnoles à Bruxelles.

L'Allemagne prise au piège ?

Les relations économiques et politiques de l'Allemagne avec le Maroc sont importantes : en 2019, les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à 3,6 milliards d'euros et on dénombre des investissements allemands dans plus de 300 entreprises au Maroc, notamment dans le domaine de l'hydrogène.⁷³ Ceci n'a pas empêché Berlin de soutenir pendant de nombreuses années le projet de référendum au Sahara. En décembre 2020, Berlin avait clairement critiqué la décision américaine reconnaissant le Sahara occidental comme faisant partie du Maroc. Trois mois plus tard, Rabat décidait de la « suspension de tout contact, interaction ou action » avec l'ambassade et les différentes institutions allemandes, en invoquant de « profonds malentendus » et des « actes hostiles », reprochant notamment à Berlin d'avoir mis à l'écart le Maroc dans le dossier libyen et accusant des fondations allemandes « d'ingérence » dans le pays⁷⁴.

Moins d'un an après, grâce à un changement de gouvernement où les Verts détiennent les affaires étrangères, Berlin réussissait à

⁷³ <https://www.auswaertiges-amt.de/fr/newsroom/-/2501334>

⁷⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/12/23/le-maroc-envisage-de-renouer-des-relations-normales-avec-l-allemande_6107109_3212.html

désamorcer la crise, au prix d'un revirement diplomatique sans précédent : en décembre 2021, l'Allemagne considérait, entre autres termes élogieux pour le Royaume que le Maroc apportait une « contribution importante » au dossier saharien⁷⁵. Fin 2022, la ministre des Affaires étrangères allemande présentait le plan d'autonomie comme « un effort sérieux et crédible du Maroc et comme une bonne base pour une solution acceptée par les deux parties ». Le Maroc, comme pour l'Espagne, a donc réussi à faire opérer un changement radical à une capitale européenne d'importance, en capitalisant sur la volonté de rupture du nouveau gouvernement par rapport à la politique étrangère d'Angela Merkel.

Toutefois, et contrairement à la réaction violente quelques mois plus tôt face au revirement espagnol, Alger n'a pas dénoncé le changement de position allemand : Berlin a peut-être été considéré comme un acteur politique de second rang sur le dossier du Sahara occidental, mais surtout comme un partenaire économique trop précieux pour se fâcher. En effet, Alger et Berlin ont de solides liens économiques, notamment dans le domaine énergétique. Cette dépendance a été renforcée en 2022 par la rupture avec la Russie, jusque-là premier fournisseur de gaz de l'Allemagne. Berlin a annoncé vouloir importer du gaz algérien à partir de 2024. En dehors de cette priorité stratégique et d'importants contrats d'armement⁷⁶, le reste de la relation bilatérale connaissait un développement limité, notamment dans les domaines culturels et scientifiques. En juin 2022, un accord de coopération culturelle et

⁷⁵ <https://www.jeuneafrique.com/1314514/politique/maroc-allemande-fin-officielle-de-la-crise-diplomatique/>

⁷⁶ L'Allemagne est le troisième fournisseur d'armement de l'Algérie (10% des importations algériennes d'armement en 2022). Dans le passé, Berlin a notamment livré 500 GTK Boxer, 6000 Véhicules de transport de troupes produits par Mercedes-Benz ou encore deux corvettes MEKO à Alger. 357 unités de blindés Fuchs-2 ont également été assemblés en Algérie par Rheinmetall.

scientifique a été annoncé, et les projets énergétiques bilatéraux n'ont pas été remis en cause par la nouvelle position de Berlin au sujet du Sahara occidental.

Comme pour l'Espagne, le Maroc s'est donc retrouvé en position de force vis-à-vis de l'Allemagne : par la rupture des liens diplomatiques, Rabat a fait plier Berlin. Toutefois, contrairement à Madrid, Berlin a réussi à se rapprocher du Maroc tout en préservant sa relation avec l'Algérie.

L'Italie, un équilibre instable

L'Italie entretient d'excellentes relations avec le Maroc, comme l'illustre leur Partenariat Stratégique Multidimensionnel mis en place en 2019. Les deux pays partagent en effet des intérêts communs. Sur le plan économique⁷⁷, l'Italie est le troisième partenaire commercial européen du Maroc (autour de 4 milliards d'euros d'échanges commerciaux en 2022) et de nombreuses entreprises italiennes sont installées dans les pôles industriels marocains. Dans le domaine des énergies renouvelables en particulier, ENEL⁷⁸ a l'ambition de devenir le premier investisseur au Maroc. Rome considère en outre le Maroc comme un « pôle de démocratie et de stabilité dans les régions du Sahel et de la Méditerranée »⁷⁹, et un allié précieux dans la lutte contre le terrorisme et les migrations illégales. L'Italie a aussi apprécié les initiatives de médiation marocaine en Libye.

Ainsi, depuis avril 2017, l'Italie soutient l'initiative d'autonomie du Sahara, tout en réaffirmant son « plein soutien aux efforts du Secrétaire Général de l'ONU et de son envoyé personnel pour

⁷⁷ https://fr.le360.ma/politique/lambassadeur-ditalie-au-maroc-predit-un-partenariat-consolide-avec-le-maroc_QQALLWQGLNCAZHG6XKVMCD65Q4/

⁷⁸ Ente nazionale per l'energia elettrica, principal producteur d'énergie électrique d'Italie

⁷⁹ <https://www.diplomatie.ma/fr/coalition-anti-daech-litalie-salue-le-r%C3%B4le-du-maroc-dans-la-stabilit%C3%A9-du-sahel>

poursuivre une solution politique juste, réaliste, pragmatique, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara ».

En 2022, un intergroupe parlementaire a été créé au Sénat italien pour soutenir le plan d'autonomie du Sahara marocain, sous la houlette des parlementaires Marco Di Maio (centre gauche) et Urania Papatheu (centre droit)⁸⁰. Toutefois, l'arrivée de Giorgia Meloni au pouvoir avait fait craindre un basculement de cette position, la Présidente du Conseil des Ministres étant réputée favorable au Polisario⁸¹ : finalement et de manière pragmatique, elle n'a pas osé rouvrir le dossier.

En parallèle, Rome considère Alger comme un partenaire stratégique dans le domaine gazier, pour les mêmes raisons que l'Allemagne, puisque l'Italie ne peut plus compter comme auparavant sur ses excellentes relations avec le Kremlin pour garantir ses approvisionnements énergétiques. Le gouvernement Meloni cherche à devenir le premier partenaire économique de l'Algérie en multipliant les partenariats, en particulier dans le domaine énergétique, comme l'illustre la signature d'un accord sur l'hydrogène lors d'une visite italienne en Algérie en janvier 2023.⁸² L'Algérie est à présent le premier fournisseur énergétique de l'Italie (en 2020, il était le troisième), tandis que les exportations de matériel de défense italiens en direction de l'Algérie augmentent⁸³. Rome profite également de la crise hispano-

⁸⁰ <https://www.giornalediplomatico.it/delegazione-intergruppo-parlamentare-italiano-per-autonomia-sahara-in-vista-in-marocco.htm>

⁸¹ <https://www.jeuneafrique.com/1380199/politique/maroc-italie-quand-giorgia-meloni-buvait-le-the-avec-le-front-polisario/>

⁸² https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/avec-la-visite-de-giorgia-meloni-a-alger-l-italie-conforte-son-partenariat-avec-l-algerie_5591091.html

⁸³ Outre diverses annonces sur de futurs partenariats et transferts de compétences, il a été décidé fin décembre 2022 de finaliser l'acquisition algérienne de 7 hélicoptères AW-139 de Leonardo. <https://orientxxi.info/magazine/entre-l-algerie-et-l-italie-le-gaz-consolide-la-lune-de-miel.6252>

algérienne pour gagner les parts de marchés perdues dans le pays par Madrid.⁸⁴

En comparaison de ses voisins méditerranéens, l'Italie parvient à conserver un équilibre sans se mettre à dos ni Alger ni Rabat, Rome n'ayant pas de passé colonial dans ces deux pays et les récents gouvernements italiens ayant adopté une politique étrangère pragmatique peu portée sur les droits de l'Homme. Le penchant vers l'Algérie constaté depuis quelques mois, conjugué à l'avis personnel de Giorgia Meloni sur le Sahara occidental, ont fait naître quelques inquiétudes sur de possibles tensions avec le Maroc, pour l'instant non concrétisées.

Les Européens peuvent-ils convenir d'une position commune ?

Tant que l'actuel statu quo, perçu comme soit bénéfique, soit la moins pire des solutions par les capitales européennes, semble tenable, il est peu probable qu'une position commune européenne (en faveur de l'Algérie ou du Maroc) se dessine, malgré les recompositions spectaculaires des dernières années en faveur de Rabat. L'UE et ses États membres pensent avoir intérêt à conserver des relations apaisées avec les deux pays. Même si le Maroc marque des points depuis deux ans et demi, cela ne signifie pas que l'Algérie peut être oubliée par les Européens, comme l'a démontré la crise énergétique de l'année passée.

En outre, les Européens gagneraient à élaborer une véritable politique commune sur la question du Sahara occidental et de leurs intérêts stratégiques au Maghreb : elle contribuerait à assurer l'unité et la solidarité européenne face aux tentatives de chantage mises en place par Alger et Rabat.

⁸⁴ <https://www.middleeasteye.net/fr/actu-et-enquetes/diplomatie-algerie-espagne-maroc-sahara-occidental-crise-economie-exportations>

On peut dessiner plusieurs scénarios. Dans le premier, une évolution pourrait avoir lieu si cette rivalité dégénérait en conflit ouvert et que le Maroc ou l'Algérie utilisaient leurs moyens de pression (migrations et gaz respectivement) pour faire pencher les pays européens, les obligeant à se positionner pour l'une ou l'autre partie, par exemple sous la pression de l'Espagne limitrophe.

Dans le second scénario, l'UE se retrouve bloquée et incapable de convenir d'une position commune. La France d'Emmanuel Macron cherchera probablement à conserver un canal de dialogue, voir un équilibre entre ses deux partenaires essentiels, ne serait-ce que compte-tenu des risques induits d'instrumentalisation liés au poids des communautés algérienne et marocaine.

Un troisième scénario, plus positif, verrait le Maroc s'engager résolument dans une démocratisation accrue, ce qui permettrait de convaincre la communauté internationale (et notamment ses membres les plus attentifs au respect des droits humains) que le plan d'autonomie constitue véritablement la meilleure des solutions, notamment pour les Sahraouis aujourd'hui bloqués à Tindouf. Dans ce cas, l'Union Européenne aurait un véritable rôle à jouer pour accompagner le déblocage de la situation et encourager les négociations sur les modalités de l'autonomie (association, régionalisation, fédération...).

Mais pour ce faire, il lui faut garder une position la plus neutre possible pour conserver une possibilité de dialogue avec toutes les parties, tout en étant prête à peser de tout son poids pour s'assurer du succès de la résolution de ce dossier.

Publié par l'institut FMES le 20 juin 2023

Comment comprendre la poursuite de la vague de manifestations en Israël ?

Par Ilan Greilsammer, Professeur de science politique à l'Université Bar-Ilan de Tel-Aviv

Résumé

Alors que les violences intérieures israélo-palestiniennes se poursuivent, que les tensions entre Israël et le Hezbollah ne faiblissent pas et que les États-Unis boudent le Premier ministre Benjamin Netanyahou dont les ennuis judiciaires semblent s'améliorer, de nombreux Israéliens continuent de manifester contre la réforme des institutions judiciaires et de la Cour suprême. Ils reprochent au gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël d'avoir changé ses priorités affichées (cherté de la vie, sécurité intérieure, danger aux frontières) pour une réforme qui vise, selon eux, à sauver la mise d'un chef de gouvernement inculpé judiciairement et prêt à tout pour rester au pouvoir. Pour eux, c'est l'essence même de l'ethos israélien qui est remis en question.

En novembre 2022, après plusieurs élections sans résultat décisif, et sans aucune possibilité de constituer un gouvernement, de nouvelles élections législatives ont eu lieu en Israël. Cette fois-ci, le scrutin a permis à Benjamin Netanyahou, le chef incontesté du Likoud, de constituer une coalition constituée des partis de droite (Likoud) et d'extrême-droite (Sionisme Religieux, Force Juive) avec l'appui des trois partis ultra-orthodoxes (Union d'Israël, Drapeau de la Thora, Séfarades Gardiens de la Thora). Ce nouveau gouvernement remplaçait celui dit « du changement », un gouvernement centriste modéré qui avait tenu une année sous la direction de Naftali Bennet, Yair Lapid et Benny Ganz.

Les résultats de ces élections n'ont pas été contestés et le gouvernement Netanyahu a été constitué selon les règles démocratiques. Dans le système israélien, les élections ont lieu à la proportionnelle, selon un système de listes, et la Knesset a toujours été constituée de nombreux partis qu'il faut parvenir à rassembler (souvent très difficilement) pour constituer une coalition de plus de 60 députés (sur 120).

Seule la condition de passer le seuil de représentation de 3,25% (ou 4 députés) a un peu restreint ces dernières années le nombre des partis représentés à la Knesset par rapport à l'extrême fractionnement du passé. Deux partis de gauche et d'extrême-gauche, qui auraient pu empêcher la droite d'arriver au pouvoir n'ont pas réussi à atteindre ce seuil de représentation et ont été éliminés : le parti Merets (Gauche sioniste) et le parti Bal'ad (arabe, antisioniste). Cet échec montre surtout la faiblesse de la gauche en Israël, une faiblesse qui n'a cessé de s'accroître depuis la guerre de Kippour (1973).

Aujourd'hui, les thèmes chers à la gauche sioniste - fin de l'occupation des territoires palestiniens, économie solidaire et collective - n'attirent plus grand monde dans une société hyper-capitaliste qui s'est habituée à l'occupation.

Le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël

Benjamin Netanyahu a donc réussi à constituer une coalition de 64 députés (sur 120) sur la base de 6 partis. Pour constituer ce gouvernement, il a dû promettre monts et merveilles à ces partis, et prendre des engagements en matière politique et religieuse qu'il savait lui-même ne pas pouvoir tenir. Pour tous les commentateurs, cela ne présageait rien de bon.

Au lendemain des élections et jusqu'à la constitution de ce gouvernement, de très loin le plus « à droite » et le plus « religieux » de l'histoire de l'État d'Israël, c'est plutôt la stupeur et la tristesse qui l'ont emporté dans de larges secteurs de la société.

Voir Benjamin Netanyahu, sous le coup de trois accusations pour corruption, et mis en procès devant le tribunal de district de Jérusalem, être à nouveau Premier ministre, voir avec effroi la liste très problématique des élus du Likoud, constater l'appétit féroce des partis ultra-orthodoxes décidés à obtenir des fonds énormes de l'État et à faire passer des lois de coercition religieuse, voire deux partis d'extrême-droite racistes, annexionnistes et homophobes obtenir des portefeuilles ministériels importants, et surtout voir le délinquant Itamar ben Gvir, ancien partisan du néo-fasciste Meir Kahana, chef du parti raciste Force juive recevoir le ministère de la Sécurité intérieure, tout cela est apparu extrêmement choquant pour beaucoup d'Israéliens. Quand les exigences assez incroyables des partenaires du Likoud ont été divulguées, sachant que Netanyahu avait accédé à toutes leurs demandes, la tristesse a commencé à faire place à la colère, y compris dans les rangs de la droite « modérée » et libérale qui avait pourtant voté Likoud.

Signe des temps : alors qu'une tradition bien ancrée veut que le Premier ministre israélien, dès la formation de son gouvernement soit aussitôt invité à la Maison-Blanche par le président américain, Joe Biden n'a pas invité Netanyahu et, à l'heure ces lignes paraissent en juin 2023, huit mois après les élections israéliennes, ce « boycott » est toujours en vigueur.

Changement de priorités

Malgré tout, beaucoup en Israël s'étaient laissés à penser que ce n'était pas si terrible, que Netanyahu était un homme très

expérimenté, un homme fort qui ne se laisserait pas dicter sa conduite, et qu'au fond le Premier ministre était un « pragmatique » sans réelle idéologie. L'idée dominante, c'est que le Premier ministre voudrait s'attaquer en priorité aux trois grands problèmes qui inquiètent la population israélienne et à propos desquels il avait vivement attaqué le précédent gouvernement Bennet-Lapid, et sur lesquels il avait fait toute sa campagne électorale : la cherté de la vie, devenue insupportable en particulier pour le public du Likoud constitué des couches les plus défavorisées de la société, les villes de développement de la périphérie, y compris les prix exorbitants du logement ; la sécurité intérieure menacée par le terrorisme, la criminalité, l'absence de toute autorité dans le sud du pays, notamment autour des tribus bédouines qui n'obéissent à rien ni à personne ; et les dangers aux frontières face au Hamas à Gaza et au Hezbollah au Liban.

C'est donc avec stupéfaction et même incrédulité que l'ensemble du pays a vu le nouveau gouvernement s'attaquer en tout premier lieu aux institutions judiciaires du pays et tout particulièrement à la Cour Suprême, pourtant considérée par la communauté internationale comme un modèle et un pilier de la démocratie israélienne.

Deux hommes ont été chargés par Benjamin Netanyahou de mener à bien cette « révolution judiciaire » : le nouveau ministre de la justice Yariv Levine (Likoud), connu pour la radicalité de sa critique du système judiciaire et le président de la Commission des lois de la Knesset, Simha Rotman. De quoi s'agit-il exactement ? Ce que ces deux hommes veulent, sous les applaudissements de la droite et de l'extrême-droite, c'est faire passer une série de lois dont l'unique but est d'affaiblir au maximum les pouvoirs de la Cour Suprême pour, en réalité, faire du pouvoir judiciaire un instrument du gouvernement qui règne déjà sur le pouvoir législatif grâce à sa

majorité et à la discipline de vote de sa coalition. On n'évoquera pas ici la longue liste de lois annoncées en fanfare par Yariv Levine, mais seulement les principales : d'abord celle visant à modifier la composition de la commission chargée de choisir les juges, pour que le gouvernement y ait une majorité systématique lui permettant de choisir les juges de la Cour Suprême qui lui conviennent et, d'une façon plus générale, de faire choisir des juges « conservateurs » ; citons également la loi interdisant à la Cour suprême d'invalider pour inconstitutionnalité des lois fondamentales votées par la Knesset, celle permettant à la Knesset de revoter et faire passer, par une simple majorité de 61 députés, une loi invalidée par la Cour Suprême et celle visant à empêcher la Cour Suprême d'invoquer l'argument d' « invraisemblance » pour annuler des nominations de personnages douteux voire criminels. Ces lois gouvernementales ont pour but transparent de mettre au pas la Cour Suprême, qui reste sans conteste la principale garante des droits de l'homme et des libertés publiques en Israël, et de se choisir des juges de première et seconde instance qui soient à l'unisson du gouvernement.

La première question qu'on peut se poser est : pourquoi ? Pourquoi remettre en cause et démolir l'institution judiciaire israélienne qui fait l'objet de l'admiration universelle, donnée en exemple aux étudiants en droit des meilleures universités ? L'une des raisons pour lesquelles les différents gouvernements israéliens et l'armée israélienne n'ont pas été poursuivis pour leurs actes dans les territoires devant les institutions internationales, comme la Cour pénale de La Haye, est que ces institutions judiciaires internationales ont toujours considéré la Cour Suprême d'Israël comme le garant de la démocratie israélienne, et que l'existence même de cette Cour Suprême unanimement respectée ne nécessitait pas la mise en accusation d'Israël, de ses officiers et de ses soldats.

Les critiques visant la Cour Suprême sont anciennes

On remarquera que la Cour Suprême n'a jamais vraiment été « en odeur de sainteté » dans les cercles de droite et surtout dans les milieux religieux orthodoxes en Israël. Cette Cour a souvent été vue comme « empêchant de tourner en rond » ou comme « mettant des bâtons dans les roues » du pouvoir. La Cour a souvent (mais pas toujours) défendu les droits des Palestiniens et condamné (parfois) les exactions des militaires. Elle a par exemple obligé Israël à modifier le tracé du « mur de sécurité » parce que ce tracé était illégal, et demandé au gouvernement de faire une loi sur la mobilisation militaire des ultra-orthodoxes (exemptés de service militaire par Ben Gourion). Cette détestation de la Cour dans les milieux religieux et de droite est très ancienne et il n'y a là rien de très nouveau. A une exception près : Menahem Begin, fondateur du Likoud, figure emblématique de la droite israélienne, faisait partie de l'ancienne génération de la droite démocrate, à la fois critique et très respectueuse à l'égard des juges et de l'État de droit. Mais la génération Begin a largement disparu et a cédé la place à une droite non libérale qui veut en découdre. Cette détestation à l'égard du pouvoir judiciaire s'est beaucoup accentuée depuis une vingtaine d'années, depuis que le président charismatique de la Cour Suprême de l'époque, le juge Aharon Barak, lui a donné une orientation beaucoup plus « activiste » qu'auparavant, lui permettant d'intervenir plus souvent, notamment pour juger les lois de la Knesset et prononcer le cas échéant leur inconstitutionnalité.

Il faut ajouter à cela que le pouvoir judiciaire est parfois critiqué même dans les cercles libéraux et de gauche, mais pour des raisons d'ordre pratique, de par l'extrême lenteur de la justice (les procès prennent de nombreuses années) ou du fait que la Cour Suprême reste la chasse gardée des élites de la bourgeoisie intellectuelle

ashkénaze de Tel-Aviv qui ne représente pas assez l'hétérogénéité de la population israélienne (séfarades, arabes, orthodoxes...). Ce à quoi appelaient jusque-là les critiques du pouvoir judiciaire, c'est à des changements mineurs, des améliorations ou des adaptations, et non pas à une démolition en règle.

La raison la plus vraisemblable de ce déchainement anti-juges aujourd'hui est liée au procès pour corruption de Benjamin Netanyahu. Ce procès, déjà bien instruit, se terminera forcément un jour, peut-être par une sévère condamnation et, qui sait, peut-être par la prison. Benjamin Netanyahu sera bien obligé de présenter un appel à la Cour Suprême, et il souhaiterait certainement, ce jour-là, que la Cour soit peuplée de juges conservateurs « complaisants ».

Une vague de soutien sans précédent à l'institution judiciaire

Toujours est-il que l'annonce par le ministre de la Justice du long catalogue des réformes révolutionnaires, que le gouvernement voulait faire passer à la Knesset, a mis littéralement le feu aux poudres. Le nombre de lois prévues, leur caractère total, absolu et destructeur, les atteintes portées à la Cour Suprême et à ses juges, le fait que le gouvernement disait être décidé à passer outre à toute critique ou remise en cause, et surtout le fait que ces lois plaçaient les juges entre les mains des politiciens, a frappé les démocrates et libéraux israéliens de stupeur et de fureur, et les a poussés à descendre en masse dans la rue.

Les manifestations qui ont lieu contre la révolution judiciaire ont été, et sont toujours, sans précédent dans l'histoire de l'État d'Israël. Tous les samedi soir, sans jamais se décourager, des centaines de milliers de personnes défilent dans les rues des villes

d'Israël. Naturellement, les plus importantes manifestations ont lieu à Tel-Aviv, capitale économique du pays, qui apparaît en Israël comme la forteresse du libéralisme. Les slogans ne laissent pas de place au doute quant à la colère des manifestants : « Trois pouvoirs, pas un de moins ! », « Yariv Levine, ici ce n'est pas la Pologne ! », « Ohana (président de la Knesset), ici ce n'est pas la Hongrie ! », « Israël n'est pas une dictature ! ».

La plus importante manifestation jusqu'à présent a eu lieu après que Benjamin Netanyahu a renvoyé le ministre de la Défense Yoav Gallant, qui avait suggéré l'arrêt de la réforme judiciaire car elle porterait atteinte à la sécurité ! Affolé par la réaction populaire, Netanyahu a ensuite annulé ce renvoi. En définitive, face à la crise économique, à la tension avec les États-Unis et au risque de désertion de militaires mécontents, Netanyahu a décidé de très mauvais gré de « suspendre » ce train de lois et de donner une (petite) chance aux discussions visant à un compromis entre gouvernement et opposition, qui ont eu lieu chez le président de l'État, Yitzhak Herzog.

Mais les trois derniers mois de discussions ont été stériles et pour l'instant aucun compromis n'est en vue ; les projets de lois n'ont pas été annulés et sont prêts à passer à la Knesset, tandis que les manifestations continuent, même si avec un peu moins d'intensité. Récemment, l'opposition a décidé de suspendre sa participation aux négociations sous l'égide du président Herzog, et Netanyahu a annoncé que, dans ces conditions, le gouvernement allait commencer à légiférer sur la réforme judiciaire « unilatéralement ». Quelles en seraient les conséquences ? Difficile de répondre à cette question, sinon pour dire que ces événements politiques intérieurs ont de lourdes conséquences pour l'économie israélienne : le shekel chute par rapport au dollar et à l'euro, la bourse est en baisse, les investisseurs étrangers qui

étaient jusqu'il y a peu de temps avides d'investir dans le secteur high-tech israélien se retirent ou menacent de se retirer. Bref, la réforme judiciaire est néfaste à l'économie du pays.

La question la plus intéressante du point de vue des observateurs politiques a porté sur l'interprétation de cette révolte, massive, d'un si large public contre la « révolution judiciaire ». Il n'y a aucun précédent d'un tel bouleversement dans l'histoire du pays, sauf peut-être lors de la guerre de Kippour ou encore lors de l'immense manifestation (400.000 personnes) après le massacre de Sabra et Chatila lors de la guerre du Liban en 1982. Bien sûr, il y a la prise de conscience brutale que la démocratie est violemment remise en cause, et qu'Israël risque de glisser vers l'illibéralisme de la Pologne, de la Hongrie, ou même de la Turquie d'Erdogan, où les atteintes à la démocratie ont commencé par les attaques contre l'indépendance des juges.

Il semble bien que dans le cas d'Israël, les causes de cette vague de manifestations soient beaucoup plus subtiles et beaucoup plus profondes. L'importance stupéfiante des manifestations, le nombre et la diversité des participants, jeunes et vieux, religieux et laïques, ashkénazes et séfarades, cet immense réveil auquel on assiste aujourd'hui appellent à une analyse autre que purement constitutionnelle et politique ; elles sont en réalité beaucoup plus liées aux mentalités et à l'ethos.

L'ethos israélien remis en question

Il y a un « ethos » israélien, que j'ai étudié en détail dans mon livre « La nouvelle histoire d'Israël, Essai sur une identité nationale » (Gallimard). C'est cet ethos qui est enseigné et répété sans fin dans les écoles, à l'armée, dans les livres comme dans les films, bref dans toute la culture israélienne, et qui comporte des éléments bien

connus qui ont, avec le temps long, forgé les mentalités des Israéliens : le sionisme, les pogromes, les pionniers, les kibboutzim, les persécutions de tous ordres, la Shoah, la guerre d'Indépendance et les guerres d'Israël de 1967 et 1973, la culture familiale, le rassemblement des exilés, et même le falafel et le houmous ! Tout cela, pêle-mêle, constitue l'ethos israélien, reconnaissable entre tous et auquel la grande majorité du pays, quelle que soit son origine ou ses idées, reste foncièrement attachée. C'est l'essence même de soixante-quinze années d'Israël, et même plus, puisque cet ethos s'est constitué bien avant la création de l'État, à l'époque du Yichouv juif pré-étatique dès la fin du 19^{ème} siècle.

En un mot, je pense qu'au-delà des détails de la révolution judiciaire que le nouveau gouvernement a voulue et veut toujours entreprendre sans en imaginer les conséquences, cette masse d'Israéliens que l'on voit dans la rue a eu le sentiment puissant que ce que l'on cherchait à lui prendre, à lui voler, à détruire et à remplacer par quelque chose d'autre, c'est cet ethos israélien, c'est l'Israël qu'ils ont connu, qui les a imprégnés et a forgé leur identité.

Avant d'imposer violemment et d'un seul coup un tel bouleversement des mentalités les plus ancrées, tout gouvernement avec un minimum de connaissance historique et anthropologique devrait y réfléchir à deux fois, a fortiori dans le contexte international actuel.

Publié par l'institut FMES, le 30 juin 2023

Deuxième partie : Enjeux maritimes

Logique de blocs et gesticulations militaires en Asie du Nord

Par Arnaud Peyronnet, membre associé FMES de l'observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO).

Multiplication des démonstrations de force nord-coréennes

À la suite de la rupture, en mars 2022, du moratoire qu'elle s'était imposée en 2017 sur les lancements d'ICBM¹, la Corée du Nord a repris ses essais de missiles balistiques qui se sont fortement accélérés au cours des derniers mois de l'année 2022. Le tir, dans la nuit du 3 au 4 octobre d'un engin balistique qui a parcouru 4 500 km avant de s'écraser en mer du Japon après avoir survolé l'île japonaise d'Hokkaido² en a préfiguré de nombreux autres, le 13 octobre, les 2-3-5-9 novembre, les 17-18 novembre, les 5 et 18 décembre, les 31 décembre et 1^{er} janvier 2023.

Si la plupart de ces tirs de courte et moyenne portée consistaient pour Pyongyang à « vérifier et à évaluer sa capacité de dissuasion et de contre-attaque nucléaire »³, d'autres tirs avaient par contre des aspects géopolitiques ou techniques certains.

Ainsi, le 2 novembre 2022, ce n'est pas moins de 23 missiles qui ont été tirés en direction de la mer du Japon et de la mer Jaune, un de ces engins tombant à 26 km au sud de la NLL⁴, près des eaux

¹ *InterContinental Ballistic Missile*.

² En 1998, et sous couvert d'un tir de mise en orbite d'un satellite, Pyongyang avait tiré un missile *Taeopondong-1*, d'une portée de 2000 km, qui avait déjà survolé Hokkaido. En septembre 2017, un missile intercontinental désigné *Hwasong-12* passa également au-dessus de Hokkaido avant de s'écraser en mer du Japon.

³ *Opex360*, 02/11/2022.

⁴ *Northern Limit Line* ou partie maritime occidentale de la frontière intercoréenne, créée en

territoriales de la Corée du Sud, une première depuis la fin de la guerre de Corée en 1953. Le président sud-coréen a déclaré à cette occasion que ce tir signifiait une « invasion territoriale de fait »⁵.

Le 17 novembre, la Corée du Nord a tiré un nouveau missile balistique à courte portée quelques heures seulement après une mise en garde de son ministre des Affaires étrangères au sujet du renforcement de l'alliance de sécurité entre Séoul, Tokyo et Washington. Le 18 novembre, Pyongyang a effectué un nouveau tir du missile balistique intercontinental *Hwasong-17* qui est tombé en mer du Japon⁶ après un trajet de 1 000 km après avoir atteint l'altitude de 6 000 km.

Des tirs de barrage d'artillerie ont été effectués à plusieurs occasions par l'armée nord-coréenne. Le 4 octobre, Pyongyang a ainsi tiré plus de 170 obus depuis ses côtes en direction de zones tampons établies en 2018 avec Séoul (afin de prévenir tout incident en mer dans des zones contestées). Le 3 novembre, 80 tirs d'artillerie ont de nouveau été effectués par la Corée du Nord. Le 5 décembre, de nouveaux tirs ont été effectués dans ces mêmes régions. Ces tirs de barrage sont considérés par Séoul comme « une claire violation » de l'accord intercoréen de 2018 qui établissait ces zones tampon.

Lors de cette même période, la force aérienne nord-coréenne a testé son homologue du Sud. Mi-octobre, des avions de combat nord-coréens ont franchi une ligne de reconnaissance tacite, située à 25 km de la frontière avec la Corée du Sud, déclenchant en réponse le décollage d'une trentaine d'aéronefs sud-coréens, dont

1953 après l'armistice entre les deux pays. L'ONU reconnaît la NLL, ce qu'a refusé la Corée du Nord en 1973 qui a publié son propre tracé en 1999. Cette zone est donc structurellement à l'origine de nombreuses tensions.

⁵ *Le Figaro*, 04/11/2022.

⁶ *Le Figaro*, 27/11/2022.

des chasseurs-bombardiers F-35A. Le 4 novembre, l'armée de l'air nord-coréenne a effectué une nouvelle démonstration de force via le décollage de 180 avions de combat pour des exercices destinés à mener une « simulation d'attaque aérienne combinée de grande échelle »⁷. Encore plus impressionnant, le 26 décembre, 5 drones nord-coréens ont pénétré pendant plusieurs heures l'espace aérien sud-coréen, y compris au-dessus de Séoul, avant de retourner au Nord, sans réussir à être interceptés par l'armée de l'air sud-coréenne⁸.

Cette incursion est inédite et pourrait préfigurer l'évolution structurelle prochaine des forces aériennes du Nord pour mener des frappes au Sud, à l'instar de ce que fait déjà l'Iran ou la Russie sur d'autres théâtres⁹.

Bien que de moindre ampleur, des tensions ont été recensées aussi au plan naval. Le 23 octobre, un cargo nord-coréen a franchi la NLL avant de faire demi-tour suite à des tirs de semonce de la marine sud-coréenne. Pyongyang a répliqué en affirmant qu'un navire de la marine sud-coréenne s'était aventuré au-delà de la NLL, obligeant ses « unités de défense du littoral ouest » à tirer « dix obus de lance-roquettes multiples en direction des eaux territoriales »¹⁰.

Par le passé, plusieurs incidents de ce type ont eu lieu dans cette zone riche en ressources halieutiques, notamment en 2010, avec le torpillage de la corvette sud-coréenne *Cheonan* et un bombardement nord-coréen intensif sur l'île de Yeonpyeong.

⁷ Activités aériennes réparties en mer Jaune et en mer de l'Est ainsi qu'entre 20 et 50 km au nord de la Ligne de démarcation. *Opex360*, 04/11/2022.

⁸ *Le Figaro*, 27/12/2022.

⁹ Expérience de Téhéran et de Moscou en la matière, telle que démontrée par l'utilisation du drone iranien *Shahed-136* par la Russie en Ukraine.

¹⁰ *Opex360*, 02/11/2022.

Reprise des exercices militaires entre Séoul et Washington et accélération du programme nucléaire nord-coréen

Ces démonstrations de force seraient, pour Pyongyang, liées à son besoin d'auto-défense vis-à-vis des menaces représentées par l'alliance entre Washington et Séoul d'une part, Washington et Tokyo d'autre part.

En juin 2018, le président américain Donald Trump, lors de sa rencontre avec Kim Jong-Un à Singapour pour un sommet historique, avait annoncé la suspension de tous les exercices militaires menés conjointement par les forces américaines et sud-coréennes, en échange d'un arrêt des tirs de missiles balistiques nord-coréens. Cette rencontre avait, pour un temps, réduit les tensions dans la région. Mais, à la suite du tir de mars 2022, les forces américaines et sud-coréennes ont repris dès l'été leurs exercices, fournissant à Pyongyang un prétexte au discours sur sa perception de la menace. Alors que l'armée sud-coréenne avait annoncé la participation d'un bombardier américain B-1B¹¹ aux exercices aériens *Vigilant Storm*¹² menés conjointement par Séoul et Washington, dans la foulée des premiers tirs balistiques nord-coréens, Pyongyang avait réagi en déclarant que ces exercices étaient « très dangereux et mauvais »¹³, promettant une réponse « soutenue, ferme et écrasante »¹⁴.

¹¹ Première fois qu'un aéronef B-1B se rendait dans la péninsule coréenne depuis décembre 2017.

¹² 240 aéronefs militaires impliqués du 31 octobre au 5 novembre dans les plus importantes manœuvres aériennes organisées entre les deux pays. *Opex360*, 04/11/2022.

¹³ *Le Figaro*, 04/11/2022.

¹⁴ Les exercices aériens inquièteraient particulièrement Pyongyang, ses forces aériennes étant largement dépassées technologiquement et opérationnellement. *Le Figaro*, 06/11/2022.

Selon le ministère des Affaires étrangères nord-coréen, « plus Washington s'efforce de renforcer son alliance de sécurité avec Tokyo et Séoul, et plus la riposte militaire de la République populaire démocratique de Corée sera féroce »¹⁵. Dans le même esprit, la Corée du Nord a vivement dénoncé (20 décembre 2022) la nouvelle stratégie de défense du Japon¹⁶, la qualifiant de « menace sérieuse » contre la paix internationale¹⁷. Pour Pyongyang, les États-Unis « encouragent le projet de réarmement et d'une nouvelle invasion par le Japon », justifiant ainsi pleinement « l'exercice légitime du droit à l'autodéfense »¹⁸ de la Corée du Nord.

Si la Corée du Nord estime que les exercices menés par les forces sud-coréennes et américaines ne sont que des répétitions visant à préparer une future invasion, la nucléarisation de son potentiel offensif devient dès lors une garantie de dissuasion et donc de sanctuarisation de son territoire. Pyongyang reste d'ailleurs soupçonnée de préparer un nouvel essai nucléaire.

Un rapport de l'AIEA publié le 7 septembre 2022 affirmait que les activités nucléaires nord-coréennes restaient préoccupantes, suite à la réouverture du site d'essais nucléaires de Pogye-ri et l'expansion de ses capacités d'enrichissement de matières fissiles¹⁹.

Le 8 septembre, Kim Jong-Un avait quant à lui déclaré devant le Parlement nord-coréen qu'il était « totalement hors de question de

¹⁵ *Le Monde*, 18/11/2022.

¹⁶ Le Japon a présenté en décembre sa nouvelle politique de défense dont l'objectif est d'accroître ses capacités militaires au cours des cinq prochaines années, y compris ses capacités de représailles.

¹⁷ *Le Figaro*, 20/12/2022.

¹⁸ *Le Monde*, 21/12/2022. Le passé colonialiste et militariste du Japon est encore profondément présent dans les esprits coréens et influe largement sur leurs perceptions de la menace.

¹⁹ *Opex360*, 09/09/2022.

renoncer à l'arme nucléaire, et il ne saurait y avoir de dénucléarisation ou de négociation »²⁰. Le 9 septembre, la Corée du Nord a adopté une loi autorisant des frappes nucléaires préventives, pouvant être déclenchées « automatiquement et immédiatement pour anéantir des forces hostiles ciblant les dirigeants de l'État et l'organisation du commandement des forces nucléaires de l'État »²¹. Le 18 novembre, Kim Jong-Un a en outre indiqué que son pays entendait « avoir la plus puissante force stratégique du monde »²².

Dans le même esprit, la Corée du Nord a testé le 15 décembre un moteur à combustible solide de forte poussée²³ avec pour objectif de développer de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux plus avancés²⁴. Enfin et surtout, le dirigeant nord-coréen a appelé fin décembre à une « augmentation exponentielle de l'arsenal nucléaire » de son pays pour faire face à son voisin du sud et aux États-Unis, notamment grâce à « un nouveau système de missiles balistiques intercontinentaux dont la principale mission sera une rapide contre-attaque nucléaire »²⁵.

Cet épisode de tensions peut rappeler la séquence de 2017 quand la Corée du Nord avait fait monter les enchères avec Washington via le lancement de missiles balistiques intercontinentaux et la réalisation de son 6^{ème} essai nucléaire. L'ouverture de négociations avec Washington sous l'administration Trump avait à l'époque incité Pyongyang à ne pas récidiver.

²⁰ Selon le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), la Corée du Nord disposerait de jusqu'à vingt ogives nucléaires et posséderait suffisamment de matière fissile pour en produire au moins 45 de plus. *Opex360*, 09/09/2022.

²¹ *Opex360*, 09/09/2022.

²² *Le Figaro*, 27/11/2022.

²³ Les missiles à combustible solide, plus faciles et mobiles, nécessitent moins de temps de préparation et sont plus difficiles à détecter avant leur mise à feu.

²⁴ *Le Monde*, 16/12/2022.

²⁵ *Le Figaro*, 01/01/2023.

Le programme balistique nucléaire et balistique nord-coréen semble donc en l'état difficilement arrêtable.

La constitution d'une nouvelle logique de blocs en Asie du Nord-Est

La Corée du Nord, dans sa politique de pression régionale, cherche à tirer profit des tensions accrues opposant désormais les États-Unis à la Chine et la Russie, notamment depuis le début de la guerre en Ukraine. La reprise des tirs balistiques fait ainsi comprendre aux États-Unis, à la Chine et à la Russie que la Corée du Nord est un acteur militairement crédible et potentiellement aligné sur les positions russes et chinoises. Elle devient ainsi, pour Moscou et Pékin, une opportunité militaire permettant de fixer momentanément les forces américaines dans le Nord du Pacifique de manière à ouvrir, si nécessaire, un deuxième front militaire dans le conflit qui oppose les deux puissances continentales à la superpuissance maritime américaine. En échange, Pyongyang espère échapper, pour son programme nucléaire, à toute nouvelle sanction des Nations unies grâce à l'appui russo-chinois au Conseil de sécurité. La Chine, principale alliée diplomatique et économique de Pyongyang, s'est d'ailleurs jointe à la Russie en mai 2022 pour mettre un veto à une tentative des États-Unis de renforcer les sanctions contre la Corée du Nord.

La Russie est quant à elle militairement de plus en plus active dans cette région, en coordination avec la Chine, et dans une moindre mesure de Pyongyang. Déjà, Séoul s'étant associée aux sanctions occidentales visant Moscou, la Russie et la Corée du Nord ont fait part à la mi-août 2022 de leur intention de renforcer leurs relations

bilatérales²⁶, le chef du régime nord-coréen ayant insisté sur la nécessité de faire « front commun face aux forces hostiles »²⁷. En novembre 2022, le vice-ministre des Affaires étrangères russe a accusé Washington d'alimenter la surenchère dans la région et a déclaré que si Moscou reste « fidèle à une solution diplomatique pour la péninsule coréenne, les États-Unis et leurs alliés dans la région préfèrent un chemin différent, comme s'ils testaient la patience de Pyongyang. Nous suivons la situation avec inquiétude »²⁸. Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Russie multiplie les déploiements dissuasifs de bombardiers dans la région, parfois avec la Chine. En mai 2022, une formation conjointe comprenant des bombardiers H-6 chinois et des Tu-95 *Bear* russes avait pénétré l'ADIZ²⁹ sud-coréenne. En août 2022, ce sont des avions militaires russes Tu-95 *Bear*, escortés par des chasseurs Su-30, qui étaient entrés dans l'ADIZ sud-coréenne alors que l'exercice américano-coréen *Ulchi Freedom Guardian* venait de débuter. Le 30 novembre, des bombardiers chinois de type H-6K ont de nouveau rejoint des bombardiers russes Tu-95 *Bear* russes dans l'ADIZ sud-coréenne afin d'y effectuer une patrouille conjointe³⁰.

De façon inédite, les avions chinois se sont cette fois-ci posés en Russie à l'issue de leur patrouille tandis que les avions russes atterrissaient en Chine, signe de la coordination militaire croissante des deux pays dans la région. Enfin, les marines russe et chinoise ont conclu leur exercice annuel conjoint *Joint Sea 2022*

²⁶ La Corée du Nord fournirait des d'obus d'artillerie à la Russie selon le département américain de la Défense. *Capital*, 04/11/2022. De même, et selon le porte-parole de la Maison Blanche, la Corée du Nord aurait effectué des livraisons d'armement au groupe *Wagner*. *Le Figaro*, 22/12/2022.

²⁷ *Opex360*, 23/08/2022.

²⁸ *Le Monde*, 18/11/2022.

²⁹ *Air Defence Identification Zone*.

³⁰ *Defense News*, 01/12/2022.

fin décembre en mer de Chine orientale³¹. Dès lors, une sorte de front commun russo-chinois se met en place en Asie du Nord-Est qui soutiendra probablement (ou s'abstiendra d'empêcher) les velléités militaires nord-coréennes face aux États-Unis et ses alliés. Du côté du bloc occidental, les provocations nord-coréennes et surtout le tir du 18 novembre 2022 ont représenté une nouvelle étape, le missile *Hwasong-17* ayant « la capacité d'atteindre les États-Unis et de nombreux autres pays à travers le monde »³². Ce tir de missile balistique, retombé dans la ZEE nipponne après avoir survolé l'île d'Hokkaido, a été qualifié « d'absolument inacceptable » par le Premier Ministre japonais et a provoqué une réunion d'urgence des dirigeants du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada et des États-Unis. Ces provocations nord-coréennes devraient donc obliger les États-Unis à solidifier la défense de leurs alliés, en développant les moyens consacrés à leur défense anti-missiles et à leurs capacités de riposte.

Avec une hausse de 4,6% du budget de la Défense pour 2023, la Corée du Sud réinvestit massivement dans les moyens qui fondent traditionnellement sa stratégie de défense. De fait, le nouveau budget prévoit la part belle au programme de sous-marins, à l'achat de missiles intercepteurs Patriot PAC-3 supplémentaires, aux drones de surveillance et aux lance-roquettes multiples, mais semble abandonner la construction d'une force expéditionnaire, centrée sur un porte-aéronefs, interopérable avec les États-Unis.

En outre, face aux gesticulations militaires nord-coréennes, le gouvernement conservateur de Séoul, déjà très ferme vis-à-vis du Nord, a appelé à une implication américaine plus conséquente sur

³¹ *USNI news*, 28/12/2022.

³² *Le Figaro*, 18/11/2022.

la péninsule, « le parapluie nucléaire américain et sa dissuasion élargie » ne suffisant plus à rassurer les Sud-Coréens³³. En réponse, un porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que les États-Unis et la Corée du Sud prépareraient « une réponse coordonnée et concrète à une série de scénarios, y compris une utilisation de l'arme nucléaire par la Corée du Nord »³⁴.

Concernant Tokyo, le budget de la défense devrait être doublé. Le Japon tire les conséquences d'une intensification de l'activité militaire chinoise et russe dans ses approches maritimes ces dernières années³⁵ ; Tokyo a entrepris depuis 2016 un vaste effort de modernisation de ses forces avec un programme de construction de sous-marins à vocation océanique, de frégates modernes et d'achat d'appareils de type F-35. En outre, un effort particulier a été mis dans le domaine de la lutte antinavires³⁶ ainsi que dans l'extension du nombre de destroyers capables d'assurer la défense antibalistique de l'archipel³⁷. Les démonstrations de force nord-coréennes incitent donc les alliés locaux de Washington à réorienter leur défense vers des moyens d'autoprotection et à renforcer leurs liens militaires avec les États-Unis, ce qui renforce les alliances déjà existantes.

C'est en tout cas tout le sens du nouveau document stratégique du Japon dévoilé en décembre qui, s'il confirme le doublement attendu du budget de la Défense, avertit surtout que les velléités militaires de Moscou en Asie et sa coopération avec la Chine

³³ *BFM*, 03/01/2023.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ D'ailleurs, en juin 2022, plusieurs navires chinois et russes avaient été détectés autour de l'archipel et ce alors que les vols à long rayon d'action chinois et russes se multipliaient dans cette zone.

³⁶ Volonté japonaise de se procurer des missiles LRASM (*Long Range Anti Ship Missile*) auprès de Washington.

³⁷ *Naval News*, 03/01/2022.

constituent désormais « une forte préoccupation en matière de sécurité »³⁸.

Le 11 janvier 2023, le Japon et les États-Unis ont d'ailleurs affiché leur « alignement stratégique » en matière de défense, y compris pour le secteur spatial, et se sont félicités de la nouvelle posture de défense japonaise³⁹.

Une logique de blocs se met ainsi inexorablement en place en Asie du Nord-Est dont l'épicentre des tensions pourraient se trouver dans la péninsule coréenne.

* * *

Les gesticulations militaires nord-coréennes ont pour vocation de permettre à Pyongyang de finaliser son programme nucléaire et balistique afin de sanctuariser la défense de son territoire face à sa perception d'une menace continue venant des États-Unis et de ses alliés. Cette politique de pression régionale est facilitée par les tensions russo-sino-américaines actuelles qui bloquent toute résolution diplomatique de la course aux armements nord-coréenne. Si la logique du retour de l'ère nucléaire s'amorce en Asie du Nord-Est, elle s'inscrit pleinement dans une logique de blocs opposant les États-Unis au couple russo-chinois. Ce climat de tensions dans la péninsule coréenne sert apparemment les intérêts de ce bloc continental russo-chinois en pouvant créer, si besoin, un point de fixation durable des forces armées américaines, en plus de celui créé en Europe par la crise ukrainienne. Ce « second front », s'il venait à s'ouvrir, pourrait soulager la pression sur la Russie à l'Ouest et ouvrirait des opportunités au bloc russo-chinois dans d'autres zones, notamment au Moyen-Orient, quelque peu délaissé

³⁸ *Le Figaro*, 20/12/2022.

³⁹ *Le Monde*, 12/01/2023.

par la puissance américaine. Outre le retour du fait nucléaire, tant en Europe qu'en Asie, ces tensions font aussi émerger le risque d'étirement et de rupture potentielle des efforts américains sur deux fronts simultanés. Néanmoins, les opportunités militaires créées par « l'épouvantail nord-coréen » constituent pour Pékin un pari risqué au plan stratégique car elles pourraient au contraire faciliter le renforcement des alliances régionales tissées par Washington avec tous les pays qui cultivent une crainte, tenace ou pas, de la puissance chinoise.



La frontière maritime disputée entre les Corées du Nord et du Sud en mer Jaune. En bleu A, la Northern Limit Line créée en 1953 et rejetée à partir de 1973 par la Corée du Nord. En rouge B : la ligne de démarcation déclarée par la Corée du Nord en 1999. 1. Yeonpyeong, 2. Baeanpyeong, 3. Dascheong, 4. Aéroport international d'Incheon, 5. Séoul, 6. Incheon, 7. Haesju, 8. Kaesong, 9. Ile de Kanghwa, 10. Ile de Bukdo Myeon, 11. Ile de Deokjeokdo, 12. Ile de Jajwi Myeon, 13. Ile de Yeonhaeuna Myeon



Article publié par l'institut FMES, le 7 février 2023

L'Europe et la Méditerranée : ligne de vie ou nœud coulant ?

*Par l'amiral (2s) Pascal Ausseur
Directeur général de la FMES*

En ce début d'année 2023, nous avons tous le regard braqué vers l'est. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous le sentons tous, marque une rupture géopolitique qui déterminera l'avenir de l'Europe. La manière dont les pays européens se comporteront dans la durée face à l'agression russe déterminera non seulement les relations à venir avec la Russie, puissance considérable à nos portes, mais également le positionnement des Européens dans le nouveau champ de forces global et régional qui est en train de se mettre en place.

Mais cette préoccupation légitime à l'est ne doit pas nous faire oublier que le sud qui lui aussi est à nos portes est soumis à des mouvements et des tensions extraordinaires qui pourraient, si nous n'y prenons garde, représenter une menace existentielle pour notre continent.

La Méditerranée nous relie et en même temps nous sépare de ce « Sud global » qui commence sur ses rives à partir du Bosphore.

Les caractéristiques de cette mer ont évolué au cours de l'histoire en phase avec son environnement stratégique : *Mare Nostrum* quand elle est dominée par un maître incontesté, espace de frontière et de rivalité lorsque la compétition fait rage, elle est en parallèle, depuis des temps immémoriaux, un vecteur de communication maritime dont l'importance varie selon l'enclavement des pays.

Un vecteur d'échange et d'enrichissement

L'explosion de la mondialisation a renforcé le rôle de « ligne de vie économique » joué par la Méditerranée qui relie l'Europe aux énergies du Golfe persique et au commerce avec l'Asie. 25% du trafic maritime mondial (30% du trafic pétrolier) passe par la Méditerranée, une partie la traverse de part en part – de Suez à Gibraltar - pour rallier les ports d'Europe du Nord, qui représentent la véritable porte d'entrée économique de l'Union Européenne.

Ces chiffres impressionnants ne doivent pas masquer que, contrairement aux idées reçues, la Méditerranée n'est pas indispensable au fonctionnement économique de l'UE car le contournement de l'Afrique par le Sud via le passage du Cap de Bonne Espérance est une alternative toujours possible. Ce contournement représente environ 7 à 10 jours de mer de plus et impose donc un navire de plus par ligne pour assurer un flux tendu.

Les compagnies dépensent dans ce cas plus de carburant, mais économisent le coût du passage par le canal de Suez qui est calculé pour être légèrement inférieur.

Si cette ligne de vie n'est donc pas aussi vitale qu'il n'y paraît pour les pays européens, elle reste essentielle pour des pays enclavés comme la Russie ou la Turquie. Ainsi 30% du trafic russe par voie de mer transite par le Bosphore et le port de Novorossisk en mer d'Azov est le premier port de Russie pour le trafic maritime (142 Mt en 2020¹).

¹ Kanal Istanbul : bonne ou mauvaise affaire pour la Russie ? 20 Avril 2021, Igor Delanoë. Portail des forces navales de la Fédération de Russie

De la même façon le commerce maritime turc est condamné à transiter par la Méditerranée, comme d'ailleurs celui des hydrocarbures libyens ou algériens. Pour l'Égypte également, l'accès au canal de Suez est un atout économique et géopolitique majeur.

Cette ligne de vie économique est également régionale : le trafic maritime interne à la Méditerranée est deux fois plus important que le transit traversier. Le commerce intra-méditerranéen, en particulier le transport de passagers, forme un réseau extrêmement dense de liens économique et humain entre les pays riverains.

Enfin cette mer est également source de richesses en raison de ses ressources, qu'elles soient traditionnelles (tourisme ou pêche qui atteignent leurs limites) ou plus récentes (énergie ou désalinisation, en plein développement). Une mention particulière doit être accordée à l'exploitation gazière en mer. Celle-ci est désormais possible grâce aux nouvelles technologies de forage à grande profondeur. Les champs gaziers de Méditerranée orientale attisent les convoitises. En effet, si les réserves sont faibles au regard des gros producteurs (Russie, Qatar, Iran), elles représentent néanmoins l'équivalent des ressources de la Norvège (2% des réserves mondiales) à proximité de l'Europe qui est en recherche désespérée de fournisseur alternatif à la Russie², phénomène qui s'accélère à la suite de la guerre en Ukraine.

Une frontière entre deux mondes qui s'antagonisent

Mais la mer méditerranée est également le théâtre d'un changement géopolitique beaucoup moins positif. Elle est devenue

² Les enjeux des fonds marins en Méditerranée. 1ère session maritime méditerranéenne (S2M). FMES

la ligne de front qui sépare l'Europe, de plus en plus isolée, de son Sud marqué par un ressentiment croissant, excité par des compétiteurs stratégiques de plus en plus antagonistes.

L'Europe est en effet la principale victime de la désoccidentalisation du monde, dont elle n'est pourtant responsable qu'à la marge. Ce sont en effet surtout les erreurs stratégiques américaines (guerres en Irak, Afghanistan et Syrie, relations avec la Russie et la Chine, ...) qui ont favorisé le rejet du modèle occidental par une grande partie des États du Sud. L'Europe a surtout pêché par aveuglement, suivisme et indifférence, mais sa proximité géographique et humaine la place en première ligne. Et la perception par les populations de la rive sud de son désintérêt face aux difficultés de ses voisins et de sa mollesse face aux rapports de force suscite à la fois un ressentiment et l'envie d'en découdre.

C'est ainsi que les pays européens n'ont pas su empêcher l'aggravation de la divergence entre les deux rives, qu'elle soit d'ordres économique, social, politique ou culturel. Ils n'ont pas su prévenir la diffusion de contre-modèles de plus en plus antagonistes portés par un islam radical, un nationalisme ombrageux et un jeu d'influence de plus en plus agressif des puissances qui s'affirment.

La situation est aujourd'hui extrêmement préoccupante : pour reprendre l'expression de Joseph Borell³, la Méditerranée sépare deux mondes marqués par d'énormes différences économique et sociologique qui s'aggravent. L'exacerbation des difficultés économiques et sociales que provoque le conflit ukrainien et le désengagement d'Afrique et du Moyen-Orient des Européens à la

³ Communication lors du Mediterranean day 28 novembre 2021 <https://twitter.com/JosepBorrellF/status/1465003746396618765?s=20>

suite de la guerre d'influence menée par la Russie - soutenue *mezzo voce* par la Turquie et la Chine - ainsi que les conséquences prévisibles de la dégradation environnementale ne feront que renforcer cet antagonisme de la rive Sud à l'égard de l'Europe.

On peut donc craindre des actions, fomentées par des groupes instrumentalisés, à l'encontre des expatriés et des intérêts européens en Afrique, voire sur le sol européen, qui utiliseraient la criminalité organisée, la migration, le terrorisme ou les diasporas.

Un champ de rivalités de puissances

Mais cet environnement structurellement sous tension n'est que le décor d'une pièce autrement plus préoccupante qui se joue à nos portes et qui transforme la Méditerranée en *ring* d'affrontement des puissances en quête de domination, globale ou régionale.

Ainsi la rivalité Sino-américaine se fait-elle déjà sentir dans la région. Si elle reste à ce stade dans le domaine de l'économie et de l'influence, les prises de contrôle totales ou partielles des ports méditerranéens (Pirée, Valence, Kumport, Malte, Port Saïd, Tanger, Gène) ainsi que la construction de nombreux terminaux (Haifa, Ashdod, Ain Sokhna, El Hamdania) illustrent la volonté d'une main mise chinoise dans la région⁴. Cette compétition est aujourd'hui éclipsée par la guerre indirecte que livre sur le flanc sud de l'Europe la troisième puissance globale, la Russie, à l'encontre de l'Occident.

Si la présence russe en Méditerranée est à la fois classique et logique, elle est aujourd'hui un vecteur d'action antagoniste destiné à prendre l'ascendant sur les pays européens.

⁴ Le grand continent : « État des lieux de la présence chinoise dans les ports méditerranéens » Pénélope Bendrimia, 8 mai 2019

Les moyens utilisés par Moscou sont ceux de l'influence (en particulier via les sociétés privées aux ordres du Kremlin, comme l'entreprise Wagner), de la déstabilisation ou de l'instrumentalisation des réseaux miliciens ou mafieux. Les moyens militaires russes en Méditerranée permettraient en outre à Vladimir Poutine d'user de modes d'action beaucoup plus belliqueux, revendiqués ou non, si la situation des opérations en Ukraine l'imposait.

Les puissances régionales auparavant alignées derrière le protecteur américain, profitent de ce remue-ménage stratégique pour s'émanciper et défendre leurs intérêts et leur modèle, souvent illibéral, avec d'autant plus de liberté qu'elles sont désormais ouvertement courtisées par les trois grandes puissances. Les monarchies du Golfe développent ainsi leur stratégie en Méditerranée : le Qatar soutien l'islam politique et ses promoteurs (le gouvernement de Recep Tayip Erdogan en Turquie, le Hamas en Palestine, le Gouvernement d'union nationale libyen, et les partis fréristes en Égypte et au Maghreb) ; les Émirats s'opposent à cette dynamique en épaulant ses adversaires (l'Égypte du maréchal Sissi, le front cyrénaïque en Libye, la Grèce, Israël, le Maroc). Israël organise un espace de manœuvre politique avec ses voisins et avec la Russie pour contrer son adversaire principal qu'est l'Iran.

Ce dernier, sort progressivement de sa posture de paria pour pousser ses pions, notamment vers la Méditerranée. En Méditerranée occidentale c'est le Maroc et l'Algérie qui s'affirment et s'opposent, chacun s'appuyant sur des soutiens différents et renforçant leur outil militaire.

Mais le pays dont la politique de puissance régionale est la plus spectaculaire est sans aucun doute la Turquie. S'appuyant sur une

vision stratégique de long terme mise en œuvre à travers un pragmatisme qui permet les voltefaces à court terme, et adossé à un fort nationalisme qui structure la société, le président Erdogan a réussi indubitablement à placer son pays au cœur des problématiques méditerranéennes. En se rendant indispensable dans la résolution des crises (immigration, terrorisme, Syrie, Ukraine) et en n'hésitant pas à assumer des postures confrontationnelles (Méditerranée orientale, Libye, Sahel, Syrie, Irak, Haut Karabakh, élargissement de l'OTAN) le président turc a réussi à rendre incontournables ses priorités : les Kurdes, Chypre, le gaz, l'économie, le maintien du modèle autoritaire.

La mer rétrécit

Cette accumulation générale des tensions autour de la Méditerranée est d'autant plus préoccupante que les possibilités d'action en mer augmentent et que le libre accès à celle-ci a tendance à se réduire.

En effet, partout dans le monde, mais en particulier en Méditerranée, des États et parfois des acteurs non étatiques s'approprient progressivement des espaces maritimes pour des raisons politiques ou économiques.

L'extraction d'hydrocarbures est, en Méditerranée, un des principaux moteurs de cette territorialisation qui s'appuie également sur la culture « terrienne » des nations continentales et la volonté politique des États émergents révisionnistes de limiter l'accès à leur espace maritime.

Les nouvelles capacités de surveillance de l'espace maritime (radars, satellites, drones, câbles sous-marins équipés de capteurs, hydrophones, exploitation de données numériques, ...) et les

performances accrues des armes de dénis d'accès (portée plus importante, grande vélocité, difficulté d'interception...) leur en donnent les moyens.

En Méditerranée, la Turquie, l'Algérie, la Russie - ou même des milices libyennes ou libanaises soutenues par des tiers - sont dès à présent en mesure de fortement perturber l'usage de la haute mer.

Si les tensions régionales continuent de s'accroître, les pays européens ne pourront plus tenir pour acquis leur libre accès à la Méditerranée ni même la sécurité de leur territoire littoral.

Conclusion : desserrer le nœud coulant

Ainsi les évolutions stratégiques en cours placent les Européens dans une posture particulièrement inconfortable. Le flanc sud qui était perçu comme plutôt stable et prévisible et qui laissait envisager des opportunités économiques par son intégration progressive au système européen, favorisée par l'augmentation du commerce maritime Nord-Sud et Europe-Asie, devient progressivement une menace. Il est devenu beaucoup plus instable, s'éloigne de l'Europe, sa population montre un ressentiment croissant exacerbé par des puissances revanchardes, et les États qui le composent disposent désormais des moyens de perturber, de déstabiliser, voire de frapper leurs voisins du nord.

Que faire ? Deux types d'action semblent nécessaires.

À court terme, il faut être en mesure de desserrer le nœud coulant, en exerçant un rapport de force dissuasif. Ce nouveau monde, moins bienveillant à notre égard nécessite de montrer les muscles, et donc en corollaire d'en disposer, c'est-à-dire de renforcer considérablement nos capacités de protection et de frappe.

À plus long terme, il faut élaborer une stratégie visant à apaiser les tensions. Pour cela l'identification de nos intérêts, la prise en compte de ceux de nos interlocuteurs, la discrimination entre nos partenaires potentiels et nos adversaires probables et l'acceptation du principe de la confrontation et des sacrifices qui en découlent seront nécessaires.

Mais l'essentiel sera de restaurer une relation saine et durable entre les deux rives en favorisant le développement économique au sud, tout en autorisant l'émergence de modèles différents.

L'Europe doit cesser d'être le réceptacle passif des conséquences des dysfonctionnements de ses voisins. L'accueil inconditionnel ou l'indifférence ne font pas une politique. Il faut donner les moyens aux pays du Sud de trouver leur modèle économique-social de développement qui permettra de rééquilibrer les relations entre les Européens et leurs voisins.

*Publié par l'institut FMES dans le numéro 23 d'Études Marines
du CESM de mai 2023*

Le réarmement naval en Méditerranée

Par Pierre Razoux, Directeur académique de la FMES

Lors de la conférence navale organisée par l'IFRI le 18 janvier 2023, le chef d'état-major de la Marine Pierre Vandier, le First Sea Lord britannique Ben Key et le Chief of naval operations de l'US Navy Michael Gilday ont tous trois affirmés : « Nous sommes rentrés dans l'ère du réarmement naval et il faut en tirer toutes les conséquences »¹.

Ce constat mondial s'applique également à la Méditerranée. Plusieurs facteurs le rendent particulièrement préoccupant : les tensions multiples qui parcourent ce segment maritime crucial, les affrontements latents entre pays riverains, les postures parfois provocantes de certains acteurs régionaux, les conséquences navales de la guerre en Ukraine, la posture incertaine de la Royal Navy, de même que le retrait ponctuel de la VIe Flotte de l'US Navy dans cette zone pourtant stratégique.

Pour les observateurs attentifs, le réarmement naval en Méditerranée est illustré par l'acquisition récente de porte-hélicoptères, de sous-marins et de frégates multi-missions par l'Égypte, par la modernisation du parc de frégates et de sous-marins algériens capables de tirer des missiles de croisière, et par la spectaculaire montée en puissance de la flotte turque grâce à la construction locale d'un porte-aéronefs et de plusieurs frégates et l'acquisition en Allemagne de sous-marins anaérobies de dernière génération.

¹ Cette conférence peut être visionnée sur le site de l'IFRI.

Pour décrypter la réalité factuelle et les modalités de ce réarmement naval, deux tableaux analytiques retracent l'état des forces navales en présence aujourd'hui (2023), puis dans cinq ans (2028) en tenant compte des programmes d'acquisition ou de construction annoncés par chacun des acteurs concernés. Deux autres tableaux de synthèse soulignent ensuite les variations de moyens et de capacités entre 2013 et 2028.

Tous ces tableaux ont été réalisés à partir des informations contenues dans les éditions 2015 et 2018 de *Flottes de combat* (éditions Ouest-France – cet ouvrage n'est plus réactualisé depuis), dans l'édition 2022 de *l'Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (FMES)*, dans le rapport 2023 du CESM portant sur le réarmement naval dans le monde, et sur les sites officiels accessibles des principales marines riveraines.

Compte tenu de la problématique du retour probable du combat naval, seules les marines alignant un seuil crédible de capacités offensives susceptibles de s'exercer à l'intérieur de la Méditerranée ont été étudiées. C'est la raison pour laquelle ont été écartées les marines marocaine, portugaise et balkaniques, mais aussi les marines tunisienne, libyenne et syrienne sans réelle capacité de frappes offensives. Dans cette même logique, seuls les bâtiments de combat hauturiers d'un tonnage supérieur à 1 500 tonnes, équipés de missiles et encore opérationnels ont été comptabilisés² ; les avisos, patrouilleurs lance-missiles et navires de soutien logistique ne sont pas comptabilisés directement, mais la capacité qu'ils apportent figure en fin de tableaux, tout comme les capacités de déni d'accès des pays riverains qui sont devenues des éléments essentiels du combat en mer.

² Contrairement à certains sites et ouvrages, tel le *Military Balance* de l'IISS, qui recensent également les navires hors d'âge, sans valeur militaire réelle ou en attente de démantèlement.

Rajeunissement et modernisation des flottes des pays riverains

Si l'augmentation globale du tonnage et du nombre de navires de combat de premier rang est relativement faible (de l'ordre de +10 % en moyenne sur dix ans) à l'exception notable de la flotte turque (+30 %), c'est le rajeunissement des flottes qui est marquant. En 2023, les flottes de la Méditerranée se scindent en deux groupes : celles d'un âge moyen³ inférieur à 15 ans (France, Algérie, Égypte et Israël) et celles d'un âge moyen oscillant entre 22 et 32 ans (Italie, Espagne, Turquie et Grèce). À cet égard, si elle veut continuer à exister de manière crédible, la marine grecque (32 ans d'âge moyen) devra nécessairement se moderniser, quelle que soit la qualité de ses équipages et l'avantage défensif que lui procure la multitude d'îlots de mer Égée derrière lesquels ses vénérables frégates et sous-marins peuvent s'abriter.

En 2028, cette tendance au rajeunissement se sera accélérée notamment pour les flottes italienne (- 11 ans en cinq ans), turque (-10 ans) et espagnole (-9 ans), à condition bien sûr que les programmes d'acquisition en cours soient poursuivis. En cinq ans, l'âge moyen des flottes de combat de Méditerranée sera passé de 20 à 15 ans. En quinze ans, de 2013 à 2028, l'âge moyen de la flotte de combat française de haute mer aura rajeuni de dix ans passant de 22 ans (en 2013) à 12 ans (en 2028), d'une part grâce à la mise en service des FREMM, des SNA de classe Suffren et probablement de trois FDI, d'autre part par le désarmement des frégates F-70, de plusieurs frégates furtives légères et de la plupart des SNA de classe Rubis.

³ L'âge moyen d'une Flotte a été calculé en additionnant l'âge réel à un instant donné de chaque navire identifié dans le tableau depuis son entrée en service, puis en divisant le résultat par le nombre total de navires considérés.

En 2023, les flottes de combat de la Méditerranée alignent ensemble 12 porte-aéronefs (mais 1 seul porte-avions à catapultes et brins d'arrêt – le Charles de Gaulle), 104 frégates et corvettes de plus de 1 500 tonnes (dont 28 « lourdes » optimisées pour la lutte anti-sous-marine ou antiaérienne), et 50 sous-marins d'attaque dont la moitié sont à propulsion nucléaire (les SNA français) ou anaérobie. Cinq ans plus tard (2028), on ne devrait compter qu'un seul porte-aéronef de plus (l'Anadolu turc) même si entre temps les Italiens auront échangé leur porte-hélicoptères Garibaldi (14 000 tonnes) contre le Trieste (38 000 tonnes). À cette même échéance, on ne comptera que 6 frégates et 3 sous-marins d'attaque de plus (11 nouveaux sous-marins en réalité – tous nucléaires ou anaérobies – compensés par la mise au rebut de 8 autres).

Les principales marines méditerranéennes en 2023

<i>Seuls sont comptabilisés les navires de combat hauturiers de 1^{er} rang encore opérationnels</i>	FRA	ESP	ITA	GRE	TUR	ISR	EGY	ALG
Navires de 1^{er} rang	24	16	23	21	27	13	22	20
Tonnage (en milliers de tonnes)	210	110	150	65	75	23	110	63
Âge moyen de la Flotte	13 ans	24 ans	22 ans	32 ans	25 ans	14 ans	12 ans	14 ans
Porte-avions CATOBAR (avions d'attaque)	1 (30)	-	-				-	-
Porte-avions STOVL	-	1 (12)	1 (8)				-	-
Porte-hélicoptères	3	2	1				2	1
<i>Total porte-aéronefs</i>	4	3	2	-	-	-	2	1
Sous-marins d'attaque	5	2	8	8	11	6	4	6
<i>dont nucléaire</i>	5	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont anaérobie</i>	-	1	4	4	1	6	-	4
<i>armés de MDCN</i>	1	-	-	-	-	3	-	4
Destroyers & Frégates (> 6000 t) dont	10	5	10	-	-	-	3	-
<i>armés MDCN</i>	6	-	-				-	
<i>optimisés AA++</i>	4	5	4				-	
<i>optimisés ASM++</i>	6	-	4				3	
Frégates (< 6000 t)	5	6	3	13	16	7	13	13
<i>optimisées ASM++</i>	-	-	-	-	-	-	-	2
Drones navals	<i>En cours</i>	Non	Non	Non	<i>En cours</i>	Oui	Non	Non
Patrouilleurs côtiers lance-missiles	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Projection de la supériorité aérienne au-delà des côtes (Bulle A2AD & Chasseurs de 4 ^e et 5 ^e génération)	Oui <i>Rafale SAMP</i>	Oui <i>Typhoon Patriot</i>	Oui <i>Typhoon SAMP</i>	Oui <i>Rafale Patriot</i>	Oui <i>F-16E S-400</i>	Oui <i>F-35I Arrow</i>	Oui <i>Rafale Buk-M2E S-300</i>	Oui <i>Su-30 S-300</i>
Défense côtière équipée de missiles antinavires performants et à longue portée	Non	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
<i>Missiles hypersonique</i>	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Pétroliers-ravitailleurs (> 10 000 t)	2	2	2	3	3	-	2	-

NB : Les 4 SNLE de la Force océanique stratégique française (FOST) ne sont pas comptabilisés ; 2 à 4 des FREMM optimisées pour la lutte anti-sous-marine sont stationnées à Brest et n'interagissent que très occasionnellement en Méditerranée.

Projection des principales marines méditerranéennes en 2028

<i>Seuls sont comptabilisés les navires de combat hauturiers de 1^{er} rang encore opérationnels</i>	FRA	ESP	ITA	GRE	TUR	ISR	EGY	ALG
Navires de 1^{er} rang	25	19	22	18	36	14	21	21 ?
Tonnage (en milliers de tonnes)	222	135	165	60	130	25	105	65
Âge moyen de la Flotte	12 ans	15 ans	11 ans	29 ans	15 ans	17 ans	9 ans	13 ans
Porte-avions CATOBAR (avions d'attaque)	1 (30)	-	-				-	-
Porte-avions STOVL	-	1 (12)	2 (18)		1 (8)		-	-
Porte-avions STOVL	-	1 (12)	2 (18)		1 (8)		-	-
Porte-hélicoptères	3	2	-		-		2	1
<i>Total porte-aéronefs</i>	4	3	2	-	1	-	2	1
Sous-marins d'attaque	6	4	8	6	12	7	4	6
<i>dont nucléaire</i>	6	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont anaérobie</i>	-	4	8	4	6	7	-	4
<i>armés de MDCN</i>	4	-	-	-	-	4	-	4
Destroyers & Frégates (> 6000 t) dont	10	10	12	-	1	-	3	-
<i>armés MDCN</i>	6	-	-		1		-	
<i>optimisés AA++</i>	4	5	2				-	
<i>optimisés ASM++</i>	6	5	6		1		3	
Frégates (< 6000 t)	5	2	-	12	22	7	12	14
<i>optimisées ASM++ (FDI)</i>	3 (FDI)	-		3 (FDI)	4	-	-	4
Drones navals	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Patrouilleurs côtiers lance-missiles	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Projection de la supériorité aérienne au-delà des côtes (Bulle A2AD & Chasseurs de 4 ^e et 5 ^e génération)	Oui <i>Rafale SAMP</i>	Oui <i>Typhoon Patriot</i>	Oui <i>F-35 SAMP</i>	Oui <i>F-35 Rafale</i>	Oui <i>F-16V S-400</i>	Oui <i>F-35I / F-15I Arrow</i>	Oui <i>Rafale Buk-M2E S-300</i>	Oui <i>Su-30 S-400 FD-2000B</i>
Défense côtière équipée de missiles antinavires performants et à longue portée	Non	Non	Non	Oui	<i>Possible</i>	Oui	Oui	Oui
<i>Missiles hypersonique</i>	Non	Non	Non	Non	<i>Possible</i>	<i>Possible</i>	Non	<i>Possible</i>
Pétroliers-ravitailleurs (> 10 000 t)	4	2	3	2	3	0	4	0

(En fonction des programmes d'acquisition annoncés)

***NB :** Les 4 SNLE de la Force océanique stratégique française (FOST) ne sont pas comptabilisés ; 2 à 4 des FREMM optimisées pour la lutte anti-sous-marine sont stationnées à Brest et n'interagissent que très occasionnellement en Méditerranée.*

D'avantage de marines se seront dotées de frégates lourdes optimisées pour la lutte antiaérienne ou anti-sous-marine, mais aussi de navires capables d'accueillir des drones navals. Le nombre de navires capables de tirer des missiles de croisière devrait en revanche rester inchangé : les FREMM et SNA de classe Suffren pour la France, les sous-marins de classe Dolphin de dernière génération pour Israël et les 4 sous-marins Kilo modernisés pour l'Algérie. Au bilan et à l'exception de la marine grecque, toutes les marines riveraines voient leur puissance de feu s'accroître.

Le réarmement naval en Méditerranée (2013-2028)

Évolution de la Flotte	FRA	ITA	GRE	TUR	ISR	EGY	ALG
Navires de 1^{er} rang	↘	↘	↘	↗	↗	↗	↗
Tonnage	↗	↗	↘	↗	→	↗	↗
Rajeunissement	↗	↗	→	↗	↘	↗	↗
Porte-aéronefs	→	→	-	↗	-	↗	↗
Sous-marins d'attaque	→	→	↘	↗	↗	↗	↗
Frégates	↘	↘	↘	↗	↗	→	↗
Puissance de feu	↗	↗	↘	↗	↗	↗	↗
Déni d'accès (A2AD)	↘	↘	→	↗	↗	↗	↗

Légende :

- ↗ Augmentation ou rajeunissement ;
- ↘ Diminution ou vieillissement ;
- Sans changement significatif.

Quelques constats et leurs conséquences

Les frégates lourdes de plus de 6 000 tonnes optimisées pour la lutte antiaérienne et anti-sous-marine sont à l'ouest de la Méditerranée, au sein des flottes française, italienne et espagnole (25 sur 28 aujourd'hui, 32 sur 36 dans cinq ans), mais aussi américaines (4 ou 6 basées en Espagne) et britannique (1 à Gibraltar) ; aucune des frégates plus légères des autres marines méditerranéennes ne dispose de senseurs et d'armements équivalents.

Les capacités de déni d'accès (bulles A2AD et défenses côtières améliorées) sont en revanche à l'est et au sud de la Méditerranée, de même que les deux-tiers des sous-marins d'attaque.

Les marines des rives est et sud savent qu'elles peuvent difficilement défier les flottes occidentales en haute mer ; elles peuvent cependant assez facilement leur dénier l'accès à la Méditerranée orientale en transformant cette zone en un « lac » à portée de tir de leurs défenses côtières, de leurs sous-marins et de leurs chasseurs bombardiers basés à terre et armés de missiles antinavires.

Les côtes algériennes et la Méditerranée orientale sont donc redevenues (comme pendant la guerre froide) des zones maritimes réellement dangereuses et risquées en cas d'affrontement militaire direct, dans lesquelles les marines occidentales seraient imprudentes de risquer d'emblée leurs plus gros navires, a fortiori ceux qui ont une forte valeur symbolique (porte-aéronefs, frégates lourdes). En revanche, ces mêmes zones constituent des espaces de manœuvre idéals pour les sous-marins d'attaque, surtout s'ils sont très silencieux et bien armés.

Dans un tel contexte, les frégates légères qui pullulent au sud et à l'est de la Méditerranée deviennent des « pions de base » relativement peu coûteux capables de marquer le territoire maritime tout en disposant d'une importante capacité de frappe antinavire en premier, en cas de montée rapide aux extrêmes, mais qui seraient des cibles de choix pour des sous-marins ou des attaques aériennes venues de la terre.

Pour l'instant, à part les navires de l'Eskadra russe croisant en Méditerranée, aucun navire d'une marine riveraine ne dispose de missiles hypersoniques susceptibles de décupler les effets de ces frappes navales en premier. D'ici cinq ans, plusieurs États proches de la Russie (l'Algérie, l'Égypte et la Turquie) pourraient décider de s'en doter, a fortiori dans un contexte de hausse significative des budgets militaires. Israël a pour sa part les capacités technologiques de concevoir ses propres missiles hypersoniques.

Cette technologie renforcerait la vulnérabilité des navires de surface, réduisant drastiquement leur capacité à exercer des représailles dissuasives.

Ce constat a un corollaire : les responsables algériens, égyptiens, russes, israéliens, turcs et même grecs acceptent le risque politique de perdre un certain nombre de frégates légères dont ils savent qu'elles restent très vulnérables.

Dès lors, autant les porte-aéronefs et les frégates lourdes constituent des outils maritimes de démonstration de puissance sans équivalent en période de crise, autant leur emploi au contact direct de l'adversaire paraîtrait très aléatoire en cas de basculement dans une réelle confrontation armée, dans un premier temps du moins.

Dans cette hypothèse, seules des frappes massives de missiles de croisière, des actions commandos et des raids aériens de saturation pourraient neutraliser les capacités de déni d'accès (batteries côtières et antiaériennes, radars, centres de commandement et de communication, bases aériennes, patrouilleurs lance-missiles) situées à l'est et au sud de la Méditerranée.

Ce n'est que dans un second temps, une fois ces capacités détruites que les flottes de combat occidentales pourraient revenir réaffirmer leur présence dissuasive en Méditerranée orientale avec un risque acceptable de pertes. Les porte-aéronefs, restés initialement à l'abri, pourraient ensuite démontrer toute leur utilité.

Pour obtenir un tel résultat, les marines de l'OTAN comptent d'abord et avant tout sur leurs aviations basées à terre qui disposent d'un nombre très conséquent de chasseurs bombardiers équipés de missiles de croisière et d'autres armements bien adaptés à la destruction de ces cibles particulières. Elles comptent également sur leurs sous-marins d'attaque pour traquer les sous-marins adverses – russes en ce moment – et les navires de surface ennemis en faisant peser une menace dissuasive sur leurs adversaires potentiels.

Pour s'imposer sur l'ensemble de la Méditerranée, la marine française semble donc avoir besoin en priorité d'un stock conséquent de missiles de croisière navals⁴ et de sous-marins

⁴ En 2028, la Marine nationale devrait être capable de tirer théoriquement une salve de 80 missiles de croisière naval (plus probablement 36) à condition d'engager quatre FREMM et deux SNA de classe Suffren principalement armés de ce type de missiles, sans être certaine de pouvoir ensuite reconstituer rapidement ses stocks de MDCN. A titre d'exemple, lors de l'opération Hamilton (2018) qui n'était qu'une opération de rétorsion à portée symbolique et ne visait aucune capacité de déni d'accès, une centaine de missiles de croisière avaient été tirés par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. En 2011, lors des opérations visant les capacités limitées de déni d'accès de la Libye, 200 missiles de croisières avaient été tirés.

nucléaires d'attaques capables de dissuader toute sortie intempestive des flottes ennemies de surface, tout en restant capable de mettre à pied d'œuvre des forces spéciales. Son porte-avions et ses frégates lourdes restent des vecteurs absolument cruciaux, en particulier pour les espaces maritimes ouverts tels que l'Atlantique et l'océan Indien où leurs capacités d'ubiquité et de frappes de rétorsion sont optimales.

Les acteurs globaux en Méditerranée (2013-2023)

<i>Évolution de la présence permanente de navires de 1^{er} rang américains, britanniques et russes</i>	US Navy	Royal Navy	Eskadra (Russie)
Navires de 1^{er} rang	↘	↘	↗
Rajeunissement	↘	↗	↗
Porte-avions	↘	↘	-
Sous-marins d'attaque	↘	↘	↗
Frégates	↘	↘	→
Puissance de feu	→	↘	↗
Déni d'accès	↘	↘	↗

Face au volume conséquent de forces navales riveraines, les autres acteurs internationaux ne déploient en permanence en Méditerranée qu'un nombre très restreint de navires de combat : 6 destroyers de l'US Navy (VI^e Flotte) et 1 de la Royal Navy, 1 sous-marin nucléaire d'attaque (américain ou britannique), 4 frégates de pays d'Europe du Nord, 4 frégates et deux sous-marins

d'attaque russes⁵. Certes, l'US Navy et la Royal Navy envoient régulièrement un de leur groupe de combat aéronaval transiter en Méditerranée, mais ces présences ponctuelles ne dissuadent qu'un temps les acteurs locaux qui viendraient à être mal intentionnés. Si l'US Navy maintient malgré tout son niveau de puissance de feu (lissé sur les dix dernières années), la Royal Navy ne semble plus en mesure de dissuader qui que ce soit.

La Russie en profite pour accroître la présence de sous-marins d'attaque, de frégates légères et de corvettes surarmées, mais ses bâtiments ne résisteraient sans doute pas à une action décisive des flottes de l'OTAN. Il n'empêche qu'il convient de surveiller la montée en gamme de l'escadre russe de Méditerranée qui joue le rôle de « vitrine » de la modernisation de la flotte russe et qui protège l'axe maritime principal permettant à la Russie d'accéder à « l'océan Monde » depuis les ports de la mer d'Azov.

Dès lors, la stratégie du Kremlin consiste très probablement à transformer la Méditerranée orientale en « lac russo-turc » pour faciliter son accès aux mers chaudes via la mer Rouge et le golfe d'Aden, d'où l'importance de Djibouti qui apparaît plus que jamais comme une porte de sortie qu'il est crucial de pouvoir verrouiller si nécessaire.

En 2023, les marines française, italienne et espagnole totalisent à elles seules 40 % des navires de 1er rang des flottes de Méditerranée, 60 % du tonnage, 90 % des frégates lourdes, 75 % des porte-aéronefs mais 30 % seulement des sous-marins d'attaque. Elles pourraient aisément sécuriser la Méditerranée en patrouillant ensemble cette mer quasi-fermée et en exerçant une

⁵ Sans compter la Flotte russe de la mer Noire immobilisée par son blocus des côtes ukrainiennes et la fermeture des détroits turcs en application de la convention de Montreux de 1936.

présence réellement dissuasive dans sa partie orientale, à condition que Paris, Rome et Madrid soient en phase pour coopérer étroitement, pour assumer une posture de dissuasion conventionnelle crédible et pour donner des consignes très fermes à leurs marins en acceptant le risque induit de pertes.

Trois flottes à surveiller : la turque, l'égyptienne et l'algérienne

La flotte de combat française reste encore la plus puissante de Méditerranée et le restera à échéance visible en termes de tonnage, de capacités, de puissance de feu et de savoir-faire, même si la marine italienne qui bénéficie d'une rapide remontée en puissance s'en rapproche. Outre la marine russe, trois marines des rives orientale et méridionale doivent être surveillées de près, car elles acquièrent progressivement des navires, des capacités et des savoir-faire dont elles ne disposaient pas encore il y a une dizaine d'années et qui leur permettront demain de défier les marines occidentales en cas d'accroissement des tensions.

Tout d'abord la flotte turque qui connaît une croissance importante grâce à un très fort volontarisme du président R.T. Erdogan qui développe en parallèle sa flotte navale et sa flotte aérienne commerciale (Turkish Airlines) pour étendre au maximum son influence, mais aussi grâce à un ambitieux partenariat avec l'industrie de défense espagnole. En 2028, la marine turque devrait aligner un porte-aéronefs (l'Anadolu) faisant office de porte-drones de combat, 23 frégates 6 (+ 7 par rapport à 2023) et 12 sous-marins (dont la moitié à propulsion anaérobie de conception allemande). En cinq ans, elle aura rajeuni de 10 ans, accru son tonnage de 40 %, partiellement comblé ses lacunes dans le

⁶ Notamment des frégates de type TF-2000 (7 000 tonnes) et de classe Istanbul (3 000 tonnes).

domaine de la lutte anti-sous-marine, tout en acquérant probablement d'importants moyens de dénis d'accès. Sa principale force demeure sans doute la capacité du pouvoir turc à prendre des risques pour atteindre ses objectifs géopolitiques en acceptant de subir des pertes significatives qu'il sait pouvoir combler rapidement par son ambitieux programme de construction navale, voire-même par simple achat sur étagère. Sa principale contrainte reste sa nécessité de couvrir en même temps trois espaces maritimes distincts (mer Noire, mer Égée et Méditerranée orientale), limitant d'autant le nombre de navires qu'elle pourrait engager au combat sur l'une ou l'autre de ces zones.

Ensuite la flotte égyptienne qui s'est dotée d'une véritable capacité de lutte anti-sous-marine grâce à l'acquisition de 3 FREMM et de 4 sous-marins de type 209/1400 (armés de missiles antinavires Harpoon), mais aussi d'une capacité de projection de forces rendue possible par l'achat à la France de 2 porte-hélicoptères d'assaut de classe Mistral protégés par 4 nouvelles corvettes Gowind et 4 frégates Meko-200, ces dernières étant dotées d'une redoutable puissance de feu (16 missiles antinavires de dernière génération chacune).

Cette force amphibie permet désormais au président Sissi de défendre plus facilement ses intérêts stratégiques (notamment la protection des plateformes gazières offshore), mais aussi ceux de ses alliés saoudiens et émiratis qui ont largement financé le réarmement naval égyptien. Si le nombre et le tonnage de ses navires diminuera légèrement entre 2028 et 2023 (1 frégate « nette » de moins entre les entrées en service et les désarmements), la marine égyptienne gagnera en puissance de feu et en savoir-faire. Si les marins égyptiens n'utilisent pas encore pleinement toutes les capacités de leur outil naval, ils progressent chaque année et déploient des efforts considérables pour accroître

la qualité et l'entraînement de leurs équipages. Comme leurs rivaux turcs, leur dilemme opératif consiste à éclater leur flotte sur plusieurs fronts distincts : la Méditerranée orientale et la mer Rouge tout en gardant un œil sur les côtes libyennes.

Pour l'instant, l'Égypte entretient d'excellentes relations avec les marines occidentales, renforcées par son statut de gardienne et protectrice du canal de Suez. Mais qu'advierait-il si un pouvoir islamiste très politisé et passablement radicalisé venait à prendre le pouvoir au Caire, a fortiori s'il disposait d'une plus grande capacité de déni d'accès ?

Enfin, la marine algérienne qui dispose désormais d'une véritable capacité de frappe en profondeur grâce à ses 4 sous-marins russes de classe Kilo améliorés⁷, armés de missiles de croisière Kalibr capables de frapper n'importe quelle base navale de Méditerranée occidentale. Elle s'est dotée aussi d'une capacité de débarquement amphibie grâce à son porte-hélicoptères d'assaut de classe San Giorgio (9 000 tonnes) escorté par 5 nouvelles frégates (3 chinoises de classe Adhafer et 2 allemandes de classe Meko-2008) et 9 nouvelles corvettes (6 chinoises de Type 56 et 3 russes de classe Steregushchy) en cours de livraison. Si le nombre et le tonnage de la marine algérienne n'a pas fondamentalement évolué ces dernières années, sa jeunesse (flotte de 13 ans d'âge moyen en 2028 lui assurant une réelle longévité), sa puissance de frappe (y compris de son aviation basée à terre), mais surtout ses capacités renforcées de déni d'accès et de harcèlement du rail de navigation reliant le détroit de Sicile à Gibraltar en font un acteur crédible,

⁷ L'Algérie a lancé la modernisation de ses deux derniers sous-marins de classe Kilo afin de leur donner une capacité anaérobie et de les armer des mêmes missiles de croisière Kalibr ; avec 6 sous-marins d'attaque ainsi modernisés, la marine algérienne disposera d'une capacité théorique de frappe de 24 missiles de croisière.

⁸ L'Allemagne serait en train de discuter de la possible livraison d'une nouvelle tranche de frégates Meko améliorées, et possiblement de sous-marins.

malgré des lacunes capacitaires et un savoir-faire incertain ; et un acteur potentiellement déstabilisateur en cas de confrontation armée avec le Maroc et ses alliés américains et israéliens. À échéance visible, la marine algérienne semble devoir se préoccuper davantage des marines marocaines et espagnoles (Alger entretenant des relations difficiles avec Madrid ce qui explique le réarmement naval espagnol), relâchant ainsi la pression face à la France et l'Italie. Mais là encore, qu'advierait-il en cas de changement brutal de paradigme en Algérie ou de présence toujours possible dans ce pays de moyens de déni d'accès russes ou chinois ?

En guise de conclusion, le réarmement naval en Méditerranée est beaucoup plus qualitatif et capacitaire que quantitatif, même si les marins de la rive sud ont encore du chemin à parcourir pour maîtriser les différents aspects du combat naval. Les marines occidentales sont confrontées aujourd'hui aux conséquences de la guerre en Ukraine (posture russe) et à l'évolution incertaine de plusieurs pays riverains dont les capacités de déni d'accès ne cessent de se renforcer, particulièrement à l'est et au sud du bassin méditerranéen. L'usage de la Méditerranée pourrait ainsi ne plus leur être garanti, notamment dans un contexte favorisant les actions hybrides mêlant moyens civils (notamment les satellites de géolocalisation), drones et menaces asymétriques. Si elles veulent pouvoir regagner demain une réelle liberté de navigation, elles doivent dès aujourd'hui envisager les meilleures stratégies pour neutraliser durablement ces capacités de harcèlement et de déni d'accès, et par là même se montrer prêtes à en payer le prix.

*Publié par l'institut FMES dans le numéro 23 d'Études Marines
du CESM de mai 2023*

Manifestation et enjeux de la territorialisation des espaces maritimes en Méditerranée

Par le CV (R) Jean-François Pelliard, consultant pour la FMES

Le mouvement mondial de territorialisation des espaces maritimes, dont les manifestations sont toujours plus nombreuses et plus flagrantes, risque de rompre l'équilibre issu de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM), entre la liberté des mers défendue par les puissances maritimes et la dévolution d'espaces maritimes au profit des États côtiers. En effet, certains, parmi ces États, cherchent à s'approprier des espaces plus largement et plus exclusivement que ne le permet le droit international. Avec des motivations commerciales, de puissance ou de sécurité, ils tendent ainsi à appliquer en mer et dans l'espace aérien surjacent les principes de pleine souveraineté des espaces terrestres.

L'équilibre actuel est pourtant très favorable à la France : ses territoires ultramarins lui confèrent des droits sur d'immenses espaces maritimes et notre pays pourrait, sous cet angle, avoir intérêt à laisser s'installer un droit coutumier restreignant la liberté des autres dans sa zone économique exclusive (ZEE).

Cependant, en tant que puissance maritime, la France est aussi dépendante de cette liberté de naviguer pour maintenir le lien avec les outremer, garantir ses approvisionnements et assurer ses responsabilités internationales. Cet équilibre est donc, pour elle, fondamental.

En Méditerranée, les manifestations de la territorialisation sont bien présentes. C'est donc de cette liberté de naviguer et d'agir en mer qu'il est question, avec trois enjeux principaux : le respect de

nos engagements internationaux lorsque les intérêts de nos alliés sont mis en cause, la capacité à disposer des espaces nécessaires pour l'entraînement de nos forces aéromaritimes, et l'accès aux espaces océaniques à partir de cette mer fermée.

Expressions de la territorialisation en Méditerranée

Questions de délimitations maritimes

La Méditerranée n'échappe pas aux difficultés de délimitation des espaces maritimes. Quarante ans après Montego Bay, qui a défini le cadre juridique applicable tout en créant de nouvelles catégories juridiques d'espaces, environ 40 % des « frontières » maritimes dans le monde ne font toujours pas l'objet d'accords entre États.

Rappelons que l'Italie n'a toujours pas ratifié l'Accord international conclu avec la France pour délimiter les ZEE respectives des deux pays. Cette situation est, cependant, plus ou moins sensible selon les zones en Méditerranée.

En Méditerranée occidentale, les revendications du Maroc sur les enclaves espagnoles n'ont pas de conséquences maritimes, l'Espagne se gardant bien d'envenimer la situation en déclarant des ZEE associées. Plus au Nord, si l'Espagne n'a jamais reconnu les eaux territoriales britanniques autour de Gibraltar, les seules tensions émanent de tentatives de pêcheurs espagnols d'entrer dans les eaux britanniques. Mais, la mer d'Alboran présente, finalement, peu d'enjeux commerciaux justifiant une confrontation : le trafic maritime traversant le détroit de Gibraltar et la présence d'un nombre significatif de câbles sous-marins ne favorisent pas une pêche distante des côtes ni l'exploitation de potentielles ressources minérales.

L'Algérie a, de son côté, défini unilatéralement sa ZEE, empiétant

sur les ZEE italienne et espagnole jusqu'à la limite des mers territoriales de la Sardaigne et des Baléares. Ignorant les droits générés par ces îles, cette déclaration de ZEE semble avoir été motivée par l'espoir de découvrir dans le sous-sol de la Méditerranée occidentale des champs gaziers semblables à ceux de la Méditerranée orientale, même si les explorations off-shore conduites depuis 2018 par le groupe français Total et le groupe italien ENI sont aujourd'hui limitées à des zones côtières non litigieuses. Les désaccords de l'Algérie avec ses voisins pourraient, cependant, servir de terreau à une extension géographique des tensions algéro-marocaines, si ces dernières venaient à s'envenimer et si les pays de la rive Nord prenaient partie.

Le nœud oriental

En Méditerranée orientale, les questions de délimitations maritimes sont plus sensibles. Mais le récent accord israélo-libanais montre qu'il est possible de trouver des solutions lorsque des intérêts économiques sont en jeu : plus que sur le périmètre de leurs ZEE respectives, les deux pays se sont entendus sur l'exploitation partagée des ressources gazières du sous-sol. Dans cette région, le caractère multifactoriel et crisogène des questions relatives à la territorialisation rampante de la mer s'illustre particulièrement. Cette partie de la Méditerranée cumule, en effet, tensions historiques, velléités de domination régionale et intérêts économiques. Elle est de surcroît le point de rencontre de grandes confrontations mondiales.

Sans revenir sur chacun de ces facteurs, cet espace a connu, dans les années 2018 à 2020, de vives tensions dont le carburant n'est pas épuisé. Évoquée pour la première fois en 2006, deux ans après la proclamation par Chypre de sa ZEE, la doctrine de la Patrie

Bleue (Mavi Vatan)¹ est devenue celle de la marine turque en 2016. Le président Erdogan l'a fait sien en 2019. Le Mavi Vatan marque la nouvelle ambition maritime d'un État continental dont la géographie le prive d'un accès aisé à la haute mer, au sens commun du terme, et à ses ressources. Politiquement isolée, alors que Chypre, la Grèce, Israël et l'Égypte s'étaient entendus progressivement sur la délimitation de leurs ZEE, la Turquie se retrouve en 2019 exclue de la création de l'East Mediterranean Gas Forum (EMGF) qui accueille même l'Autorité Palestinienne. La Turquie s'estime alors lésée, mettant en avant des droits que lui conférerait à ses yeux la longueur de ses côtes, mais aussi sa position de garante des droits de la République Turque de Chypre du Nord (RTCN), État qu'elle est seule à reconnaître. Cette frustration la pousse à conclure un accord de délimitation avec la Libye, ou tout au moins, en pleine guerre civile, avec la partie libyenne qu'elle soutient. Cet accord nie les droits des pays tiers de la zone et n'est reconnu ni par l'Union européenne, ni par les pays riverains.

Cet allié est bien trouvé car l'histoire récente libyenne n'est pas un modèle de respect du droit international de la mer. Depuis 1973, le pays considère le golfe de Syrte comme des eaux intérieures et revendique une mer territoriale de 12 milles marins au-delà d'une ligne droite reliant les deux extrémités de ce golfe. Cette revendication a, en période de guerre froide, donné lieu à des incidents armés entre avions militaires libyens et américains. Depuis le milieu des années 1990, une zone de pêche exploitée de manière coutumière par des pêcheurs italiens venant de Sicile est revendiquée par la Libye, qui a arraisonné environ 60 navires entre 1995 et 2022, conduisant parfois à l'emprisonnement de marins.

¹ Doctrine dont le concepteur, l'amiral Gürdeniz, est l'auteur d'un article publié dans ce numéro.

Aucune des deux parties libyennes n'a cessé ce type d'actions depuis le début de la guerre civile. Depuis 2015, l'Armée Nationale Libyenne (ANL) d'une part, le Gouvernement d'Union Nationale (GNA) d'autre part, ont institué des zones interdites à la navigation. Motivées par des raisons d'ordre militaire, ces zones parfois signalées de manière incertaine ont été le lieu de plusieurs arraisonnements par l'ANL. La plupart du temps, les navires ont été restitués et les marins relaxés, après paiement d'amendes qui peuvent être considérées comme des rançons compte tenu de leurs deux caractères discrets et non réglementés. Selon le regard qu'on veut bien porter sur ces pratiques, elles peuvent être considérées comme une territorialisation par l'instauration d'un péage d'État, ou tout simplement comme des actes de brigandage maritime.

Pour revenir aux revendications turques, l'accord avec la Libye annonçait de nouvelles initiatives. Alors que la Turquie avait déjà entravé, en 2018, les travaux exploratoires de la compagnie italienne ENI dans les eaux chypriotes, au prétexte qu'elle aurait opéré dans la ZEE de la RTCN, elle lançait plusieurs actions visant à affirmer les droits qu'elle revendique : en décembre 2019, délogement d'un navire israélien par des navires turcs, entraînant en représailles le harcèlement par la chasse israélienne d'un navire d'exploration turc ; escorte systématique de navires d'exploration turcs par la marine militaire, avec l'intervention pendant une longue période, en octobre et novembre 2020, du navire d'exploration gazière turc Oruç Reis en ZEE grecque.

Mais la question du gaz n'est pas la seule qui ait généré des incidents importants. En 2020, la marine turque avait pris l'habitude d'escorter un cargo tanzanien, le Cirkin, dont les allées et venues le rendaient suspect au regard de l'embargo sur les armes en Libye, que l'opération navale européenne Irini devait faire respecter. Le 27 mai 2020, deux frégates turques s'interposent

entre la frégate française Forbin et le Cirkin pour empêcher le contrôle de ce dernier. Le 10 juin lors d'un nouveau voyage du Cirkin, la frégate grecque Spetsai est également empêchée de contrôler le cargo. Le même jour, la frégate Courbet venant de prendre contact avec le Cirkin est « illuminée »² à trois reprises par les radars d'une conduite de tir d'une frégate turque, ce qui constitue un acte hostile. Dans ces situations, pour être en mesure d'assurer leur mission, les frégates grecques et françaises auraient été contraintes d'aller à l'affrontement. Force est de constater qu'à cette occasion, la Grèce et la France n'ont pas reçu de soutien affiché de leurs alliés européens ni de l'OTAN.

Ces événements peuvent être considérés comme les premiers cas de « territorialisation dure » en Méditerranée, à l'image de ce que pratique régulièrement la Chine en mers de Chine méridionale et orientale. Ils incitent à s'interroger sur l'avenir.

Perspectives et risques

En Méditerranée orientale, la situation s'est apaisée depuis 2020. La Turquie a sans doute réalisé le caractère contre-productif de ses actions. Mais les sources de conflit demeurent. Plusieurs facteurs détermineront le réveil de cette crise : la capacité des pays concernés à négocier pour s'entendre sur le partage des ressources et l'équilibre général des exportations de gaz vers l'Europe, influencé par la guerre ukraino-russe ; la politique intérieure turque et le besoin qu'aura le président Erdogan d'agiter les consciences nationalistes turques pour se faire réélire cette année ; la confirmation ou non de la construction du gazoduc Eastmed qui pourrait être vécue comme une provocation par la Turquie ; l'intérêt réel des gisements de gaz qui dépend lui-même de

² Illuminée : ciblée par un radar de conduite de tir.

plusieurs facteurs (réalité des ressources, facilité d'exploitation, intérêt de l'Europe de se désengager d'autres sources d'approvisionnement et en premier lieu de la Russie, rapidité de la transition énergétique en Europe et dans les pays riverains). Dans tous les cas, les ressentiments historiques resteront sources de tensions. Déjà en juillet 2022, la Turquie a annoncé son intention de reprendre rapidement des explorations gazières.

Sur le fil du rasoir, entre l'alliance otomanne et des intérêts réciproques bien compris avec le voisin russe – avec lequel elle a su sans conflit partager la mer Noire – la Turquie pourrait basculer du mauvais côté. Elle aura alors la capacité militaire de créer des zones d'interdiction pour les navires et aéronefs. Dans un scénario mettant en scène les grandes puissances mondiales, son isolement régional pourrait être rompu : une Égypte achetée par la Chine, Israël obtenant de la part de la Russie des garanties de sécurité vis-à-vis de l'Iran, l'accès à la Méditerranée orientale, au canal de Suez et au coupe-gorge de la mer Rouge serait alors soumis au bon vouloir des pays riverains. Et nul doute qu'en cas de crise opposant les intérêts occidentaux à d'autres, ce trafic maritime serait au moins contraint.

Sans en arriver là, un séminaire organisé en décembre 2022 par le Maritime Policy & Strategy Research Center de l'Université de Haïfa, sur les questions de délimitations des frontières maritimes, a mis en avant l'unanimité des participants face aux revendications turques, mais aussi des interprétations extensives des prérogatives des États dans leurs ZEE. Ces interprétations limitent, notamment, le droit des États tiers à exercer des activités militaires dans ces espaces. En Méditerranée, presque totalement constituée d'espaces sous juridiction des États, la restriction des activités militaires handicaperait avant tout les puissances maritimes : même en entraînement, les groupes aéronavals ont besoin

d'espaces conséquents ; les marines de haute mer ont pour vocation d'agir au large des zones de tension ou de conflit. Il convient donc de veiller à ce risque, même s'il est en Méditerranée moins prégnant que, par exemple, en zone indopacifique.

La Méditerranée n'échappe donc pas à cette territorialisation rampante mondiale. Elle y est pour la France encore moins acceptable qu'ailleurs. Elle doit donc, en particulier dans cet espace vital pour elle, faire valoir sa vision du droit international de la mer. Car ce qui sera accepté en Méditerranée le sera également sur tous les océans du monde. Au-delà, la France doit également se préparer, à moyen terme, à se donner les moyens d'employer la force pour garantir sa liberté de naviguer en Méditerranée. Dans le cas contraire, elle sera contrainte d'accepter les conséquences de la territorialisation : au mieux devoir contourner l'Afrique, ce qui exige d'autres types d'investissements et d'autres alliances, sans pour autant effacer toutes les contraintes dont celle des délais d'intervention ; plus probablement une impossibilité de garantir nos approvisionnements et de protéger nos exportations et nos territoires ultramarins.

*Publié par l'institut FMES dans le numéro 23 d'Études Marines
du CESM de mai 2023*

La Méditerranée au défi des nouveaux enjeux d'utilisation de l'espace maritime

*Par le Commissaire général (2s) Thierry Duchesne
Directeur du département maritime de la FMES*

La Méditerranée est une mer en plein bouleversement qui illustre bien les défis de notre monde contemporain. Elle n'échappe ni à la pression démographique, ni à la croissance des activités, ni à l'arrivée des nouvelles technologies. Mais là où les autres océans peuvent montrer une forme de résilience, cet espace, qui représente moins de 1% des mers du globe, en a moins la capacité. Tout s'y paye « cash » très rapidement. Ce qui fait de cette mer un espace de rivalité et de fragilité où les solutions identifiées peuvent ensuite s'appliquer à d'autres mers.

Cependant, on ne peut pas comprendre le grand bouleversement subi par la Méditerranée, si on ne réalise pas ses évolutions démographiques. En effet, si en 1970, les rivages des vingt-cinq pays qui la bordent abritaient 280 millions d'habitants, aujourd'hui ils sont près de 500 millions et seront, en 2030, 570 millions. Au-delà de cette pression anthropique, la Méditerranée a connu un véritable basculement de populations entre les deux rives. Désormais, les populations les plus nombreuses sont au sud avec des pays comme l'Égypte (102 millions d'habitants) ou la Turquie (84 millions).

Des acteurs traditionnels bousculés dans leurs pratiques ancestrales.

La Méditerranée a connu un très fort développement de son trafic maritime. En cinquante ans, il a été multiplié par quatre et, compte tenu de ses caractéristiques géographiques, elle reste une des

routes maritimes commerciales majeures. Chaque année c'est près de 25% du trafic maritime mondial qui y transite, 70 000 navires doublant le détroit de Gibraltar. Confronté au développement des risques d'accident aux conséquences dramatiques, il a été nécessaire d'organiser le trafic en instaurant des dispositifs de séparation du trafic (DST). Institués par l'organisation maritime internationale (OMI), ils contraignent désormais les navigateurs à Gibraltar, au nord de la Tunisie, en mer Égée mais aussi dans les Bouches de Bonifacio (1993)¹ et dans le canal de Corse (2016)². Ces dispositifs, en organisant la circulation maritime dans des eaux resserrées et sensibles écologiquement, constituent d'importants outils de prévention des accidents de mer à l'heure de la densité du trafic maritime.

La pêche, autre activité traditionnelle en Méditerranée, est confrontée à des défis majeurs. Près de 1,2 million de tonnes de poissons y sont capturées chaque année ; trois pays représentant la moitié des prélèvements : la Turquie, l'Algérie et la Tunisie. Or, la Méditerranée a connu un véritable effondrement de ses ressources halieutiques en raison d'une surexploitation de ses ressources. Si, il y a encore peu, le constat était très inquiétant, il semble que les mesures de gestion de la ressource halieutique, prises depuis une dizaine d'années, commencent à être efficaces.

Les premières concernent celles prises par la Commission Générale des Pêches en Méditerranée (CGPM), organisme de la FAO. Composée de vingt-trois États riverains de la Méditerranée, cette commission exerce une compétence générale sur la gestion des ressources halieutiques.

¹ Résolution de l'OMI n° A. 766 (18) du 4 novembre 1993 relative à la navigation dans les Bouches de Bonifacio.

² Circulaire COLREG.2/Circ. 67 de l'organisation maritime internationale du 20 mai 2016 instituant un dispositif de séparation du trafic dans le Canal de Corse.

Pour restaurer la ressource, la CGPM a d'abord mis en place des plans de gestion pluriannuels des pêches concernant des espèces prioritaires. Mais, elle a aussi créé des zones de pêche réglementées. Au nombre de dix, ces zones ont pour objectif de protéger les espèces et les écosystèmes des fonds marins sur plus de 1,7 million de kilomètres carrés en Méditerranée, dont l'interdiction de tout chalutage sur les fonds supérieurs à 1000 mètres.

Cette politique de la CGPM commence à porter ses fruits puisqu'on assiste à une réduction de la surexploitation des stocks (toujours 75% en 2018) mais aussi à une augmentation de la biomasse pour cinq espèces sur les dix-huit suivies (merlu, turbot de la mer Noire, rouget, sole, anchois).

Les autres mesures prises sont celles relevant de la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA ou ICCAT en anglais) qui est responsable de la gestion du thon rouge, espèce emblématique et très prisée en Asie (Japon). Dans les années 2000, la ressource en thon rouge s'était complètement effondrée en raison de captures, légales et illégales, approchant les 60 000 tonnes chaque année ; alors que les scientifiques estimaient sa capacité de reconstitution à seulement 15 000 tonnes de prises annuelles. Face à cette situation, l'ICCAT met en œuvre un plan draconien (2007), sur 15 ans, de restauration du thon rouge.

Il comporte des quotas de pêche drastiques, un nombre de jours de pêche limité et un renforcement notable des contrôles en mer. À l'instar d'autres États membres de l'ICCAT, la France déploiera d'importants moyens, dont ceux de la marine nationale, pour contribuer à cette police internationale au large de la Libye et des Baléares.

Cette organisation de la pêche et ces efforts seront couronnés de succès puisque qu'en 2017, la ressource est considérée comme n'étant plus surpêchée et, en septembre 2021, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) sort le *Thunnus thynnus* de sa liste rouge. En 2023, le total autorisé de capture (TAC) est encore remonté de 36.000 tonnes en 2022 à 40.570 tonnes.

Les derniers acteurs traditionnels en Méditerranée sont les marines militaires, très présentes dans une mer de confrontation et de rivalités entre les puissances. Celles-ci aussi sont soumises à de nouvelles contraintes en termes d'occupation d'espaces ou d'activités opérationnelles. Concernant ce dernier point, la pression est devenue très forte dans la zone d'exercice de la marine nationale (ZONEX). La création d'aires marines protégées (Pelagos), les nouvelles normes relatives à la protection des espèces protégées (mammifères marins) et les nouveaux entrants dans le domaine de l'acoustique sous-marine (scientifiques et environnementalistes) viennent perturber un espace qui lui était réservé pour la protection des approches maritimes et pour le maintien de ses capacités opérationnelles. Pour permettre une bonne gestion du ZONEX, le préfet maritime de la Méditerranée doit, de plus en plus souvent, veiller à une bonne coordination des activités civiles et militaires pour y éviter des interactions fâcheuses.

Des nouvelles technologies demandeuses de nouveaux espaces maritimes

Mais, ces nouvelles contraintes sur les acteurs traditionnels de la mer n'en sont qu'au début. Car de nouvelles technologies et activités sont en train d'arriver à maturité et revendiquent aussi de nouveaux espaces pour leur développement.

La Méditerranée est un des berceaux historiques de la pose de câbles sous-marins destinés aux communications. L'histoire des câbles sous-marins commence en 1850 et la France en fut un des précurseurs, notamment en Méditerranée où une première station fut créée en 1860 à Toulon (transférée ensuite à la Seyne sur mer) pour assurer les liaisons avec la Corse et les colonies d'Afrique.

Cette histoire déjà ancienne des câbles est en train de s'emballer avec la révolution numérique. Les besoins de communication mondiaux sont devenus considérables et passent essentiellement par le fond des mers. Actuellement, plus de 450 câbles, représentant 1,3 million de km, sont posés sur le fond des mers. Dans ce maillage mondial, la Méditerranée est une artère majeure reliant l'Asie à l'Europe. La plupart des câbles qui arrivent de mer Rouge atterrissent à Marseille qui a su tirer bien profit de cette nouvelle économie en jouant la carte du hub majeur des télécommunications mondiales. Avec 17 câbles sous-marins, Marseille est la 7^{ème} place mondiale pour la capacité de données, ambitionnant même de devenir la cinquième.

Les câbles sous-marins sont devenus un vrai sujet de préoccupation pour les États. Au titre de la sécurité des États, les câbles pouvant faire l'objet de menaces criminelles, terroristes ou militaires. Mais aussi au titre de l'environnement, la pose de câbles dans des aires marines protégées étant devenu un véritable enjeu environnemental comme le cas du parc national des Calanques (Marseille) l'a montré récemment.

Ce sujet devient d'autant plus crucial que de nouvelles activités gourmandes en espace arrivent à maturité. C'est le cas des énergies marines renouvelables et tout particulièrement des parcs éoliens marins. La Méditerranée connaît actuellement l'installation de ses premiers parcs éoliens, non pas en France mais en Italie.

En effet, un parc éolien a été mis en service en mai 2022 au large des Pouilles et devrait être suivi prochainement (2023) par un parc éolien flottant dans le canal de Sicile.

La France, qui partait avec l'atout d'une bonne maîtrise des techniques off-shore issue de son industrie pétrolière, a malheureusement perdu beaucoup de temps dans la justification de cette énergie. Néanmoins, la première ferme éolienne pilote devrait voir le jour au large de la Camargue à l'été 2023 et sera suivie par deux autres implantées au large de Gruissan et de Leucate. Deux premières fermes commerciales de 250 MW sont déjà planifiées pour l'avenir.

Mais l'implantation de ces éoliennes ne se fait pas sans mal car elles viennent occuper un espace maritime déjà limité. Leur installation réduit d'autant les zones d'activité de pêche, de trafic maritime et de défense. Confronté à ce sujet épineux, le préfet maritime de la Méditerranée a dû faire des arbitrages sensibles pour rendre possible cette production d'énergie.

De nouveaux enjeux de préservation de la biodiversité

Depuis le début des années 50, la Méditerranée, espace de biodiversité unique au monde, est confrontée à des pollutions, à des exploitations du milieu et à une hyper- fréquentation de ses eaux alarmantes.

Un récent rapport de scientifiques coordonnés par l'institut de la Tour du Valat³ estime que, entre 1993 et 2016, les populations de

³ Rapport « Méditerranée Vivante » d'une équipe de scientifiques coordonnée par la Tour du Valat, Institut de recherche pour la conservation des zones humides méditerranéennes du 7 juin 2021.

vertébrés ont baissé de 52% dans les écosystèmes marins et que, parmi toutes les espèces recensées par l'étude, ce sont les poissons qui sont les plus touchés, victimes de la surpêche déjà évoquée. Le même rapport estime que c'est en Méditerranée que cet effondrement est le plus significatif car c'est là que « le changement climatique est plus rapide et l'impact des activités humaines plus fort qu'ailleurs ».

Mais, c'est aussi en Méditerranée que les espoirs les plus encourageants de restauration et de préservation du milieu sont fondés.

La Méditerranée illustre tout d'abord le fait que la préservation de la mer vient d'abord de la terre. Depuis plusieurs années déjà, les organismes scientifiques, dont l'IFREMER, constatent une nette amélioration de la qualité bactériologique et chimique des eaux de la Méditerranée occidentale.

Cette situation est une des conséquences du maillage de stations d'épuration mis en place par les États riverains, surtout ceux de la rive nord. Désormais, les points durs qui demeurent sont l'introduction dans la mer de pesticides et de plastiques amenés par les fleuves.

La pression anthropique sur la Méditerranée menace sa biodiversité. Une des illustrations de cette pression concerne l'herbier de posidonie qui est en très forte régression dans les baies emblématiques du littoral méditerranéen. En France, des rades comme Antibes, Calvi ou Saint Tropez ont perdu plus de 30% de leurs herbiers de posidonie en moins de dix ans. Cette situation est liée au fort développement de la plaisance dont les ancres arrachent les herbiers.

Moteur économique puissant (on estime à 3 milliards d'euros par an le marché de la grande plaisance en France), cette activité ne pouvait pas justifier pour autant la disparition du poumon de la Méditerranée.

La France, mais d'autres pays aussi comme l'Espagne (Baléares) ou l'Italie (dans certaines aires marines) ont décidé de prendre des mesures fortes pour mettre fin à une situation qui menace la biodiversité méditerranéenne. En France, après 40 années d'inaction liée à un code de l'environnement inapplicable, la situation a radicalement changé lorsque le préfet maritime a décidé de changer de paradigme.

Plutôt que de devoir démontrer que le mouillage d'un navire a représenté une atteinte à une espèce protégée, le préfet maritime a défini les zones où se trouvent les herbiers de posidonie, interdisant tout mouillage aux navires faisant peser un risque sur cette espèce protégée. En contrepartie, des coffres et des bouées sont offerts aux plaisanciers pour s'arrêter en toute sécurité.

Mais, dans le domaine de l'environnement, la plus grande évolution est venue de la création de nouveaux espaces maritimes, les aires marines protégées qui sont en train de modifier notre rapport à la mer. Le concept d'une zone de protection est né en 1962 lors de la première conférence mondiale sur les parcs nationaux, organisée à Seattle par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). La Méditerranée est d'ailleurs précurseur en la matière puisque les premières aires marines protégées sont créées en 1960 en ex-Yougoslavie (Parc National de l'Île Mljet) et en 1963 en France avec le Parc National de Port Cros en France.

La création des aires marines protégées va s'accélérer considérablement à l'issue de la conférence de Rio qui verra l'adoption par les États de la Convention sur la diversité biologique du 5 juin 1992. Cette Convention internationale fait de la zone protégée la pierre angulaire de sa politique de conservation de la biodiversité terrestre comme marine. À l'issue de cette Convention de nombreuses et nouvelles aires marines protégées seront créées, souvent sous des statuts très disparates. Désormais, ce sont près de 1100 aires marines protégées qui existent dans toute la Méditerranée, couvrant 6% de la surface de cette mer.

Pour la France, le chiffre est beaucoup plus conséquent puisque les 77 aires marines protégées de Méditerranée occupent 85% de la surface de la mer territoriale et 45% de toutes les eaux sous juridiction française.

L'effet « aire marine protégée » n'est plus à démontrer. Partout où elles ont été mises en place, elles ont eu un effet avéré sur le retour de la biodiversité. Néanmoins, leur efficacité dépend beaucoup du niveau de protection effectif. Cette situation renforce la volonté de la France de mettre en place des zones de protection forte sur 10% de ses espaces maritimes. Mais, cet objectif est délicat à atteindre car il rendrait impossible bien des activités en mer, alors que le modèle français privilégie la cohabitation des activités compatibles avec l'environnement dans un esprit de développement durable. C'est sans doute sur ce sujet que les prochains conflits d'espace apparaîtront en France, comme dans le reste de la Méditerranée.

Conclusion : l'inéluctable besoin de planification des espaces maritimes.

Que ce soit pour des motifs d'activités économiques, de défense, de loisirs ou de préservation, les besoins en espaces maritimes

prennent une importance considérable. La Méditerranée n'est désormais plus suffisante pour répondre à toutes les ambitions humaines en mer. L'heure des choix est venue.

Cette situation risque de générer de plus en plus de crises entre les États et les usagers de la mer. En Méditerranée orientale, les revendications turques sur les espaces maritimes de ses voisins sont sources d'inquiétude. Le bassin occidental n'est malheureusement pas épargné. Le 1er avril 2018, par décret présidentiel, l'Algérie instituait sa première zone économique qui empiète largement dans les ZEE espagnole et italienne. Quant à la France, elle a un important différend avec l'Espagne puisque cette dernière revendique un tiers de la ZEE française méditerranéenne.

Comme nous l'avons vu, au sein de chaque pays, les besoins en espaces maritimes vont très fortement croître dans les prochaines années. En France, l'organisation des espaces maritimes pour couvrir les besoins de la recherche scientifique, des futurs champs éoliens, des câbles sous-marins, de la marine nationale et des futures zones de protection fortes s'annoncent comme autant de défis.

Mais ils pourront être relevés. En effet, depuis le 4 octobre 2019, la France comme d'autres pays méditerranéens de l'Union européenne a mis en place une planification de ses espaces maritimes dans le cadre d'une directive européenne⁴. Celle-ci établit un cadre pour la planification des activités maritimes et la gestion intégrée des zones côtières de l'espace européen. Elle fixe comme objectif aux États membres la coordination des activités en mer pour atteindre des objectifs d'ordre écologique, économique et social.

⁴ Directive Cadre pour la Planification de l'Espace Maritime (DCPEM) du 23 juillet 2014.

En Méditerranée, la planification de l'espace maritime a été incluse dans le document stratégique de façade (DSF) qui a été adopté le 4 octobre 2019 par les préfets coordonnateurs de façade maritime, le préfet maritime et le préfet de la région PACA. Le DSF permet de fixer les objectifs et les principes d'une conciliation du développement économique des activités maritimes et du respect du milieu marin. Ce document clef développe une planification concrète et inédite des espaces maritimes, fixant pour chacune des trente zones identifiées des objectifs stratégiques à atteindre, tant environnementaux que socio-économiques.

De ce point de vue, il faut souligner la vision anticipatrice de l'Europe qui a permis d'accélérer la mise en place d'une planification de l'espace maritime indispensable à l'avenir des activités en mer et à la protection de l'environnement. L'Europe a su jouer un utile rôle d'aiguillon pour mettre en place les outils de planification spatiale qui devenaient indispensables à la Méditerranée.

*Publié par l'institut FMES dans le numéro 23 d'Études Marines
du CESM de mai 2023*

Les enjeux pour la France relatifs aux fonds marins en Méditerranée

Par le contre-amiral (2s) Jean-Michel Martinet, chercheur associé à la FMES

Si les grands fonds marins retiennent l'attention en raison des richesses potentielles qu'ils recèlent, c'est en fait de façon plus globale l'accès aux fonds marins qui constitue un enjeu de souveraineté recouvrant les domaines scientifique, économique et stratégique. Cette situation est particulièrement vraie en Méditerranée, véritable concentré des enjeux maritimes du XXI^{ème} siècle.

Des fonds marins dont la connaissance scientifique est encore parcellaire malgré des moyens français de haute technologie...

Sur le plan scientifique, 20 % seulement des fonds marins ont fait l'objet d'une étude topographique, dont seulement 2% avec une précision métrique. La Méditerranée n'échappe pas à cette règle, même si le bassin occidental est mieux connu que la partie orientale. Le bassin occidental qui court jusqu'au canal de Sicile – dont la profondeur ne dépasse pas les 450 m – connaît des fonds marins atteignant les 3.731 m. Le bassin oriental possède la fosse la plus profonde de la mer Méditerranée, Calypso à 5.267 m.

Ne possédant pas de grandes plaines abyssales, la Méditerranée n'est pas concernée par l'exploitation minière des grands fonds marins dont l'Assemblée nationale a demandé qu'elle fasse l'objet d'un moratoire, dans la continuité de la prise de position du président de la République à la tribune de la COP27 en novembre 2022.

La connaissance du relief sous-marin est un facteur clé de la compréhension des effets de l'activité humaine sur les écosystèmes marins. Un effort de cartographie des fonds marins en Méditerranée doit donc être entrepris et la France possède une expertise ancienne dans le domaine de l'exploration océanographique.



Elle est la cinquième nation en termes de publications sur les ressources minérales sous-marines et la première des pays méditerranéens. Cette position est rendue possible grâce à l'excellente coopération entre organismes publics de recherche et acteurs industriels de pointe.

La Flotte Océanographique Française (FOF) mise en œuvre par l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER (IFREMER) peut ainsi compter, par exemple, sur le ROV Victor 6000 et sur l'engin sous-marin autonome UlyX conçu par ECA et iXblue (qui se sont rapprochés en 2022 pour former Exail, un

acteur mondial de la robotique de haute technologie), capable de descendre à des profondeurs de 6.000 m.

Mais cette position de leader est aujourd'hui remise en cause. Toutes les puissances maritimes développent des programmes technologiques pour l'exploration des fonds marins en prévision d'une exploitation future plus soutenue.

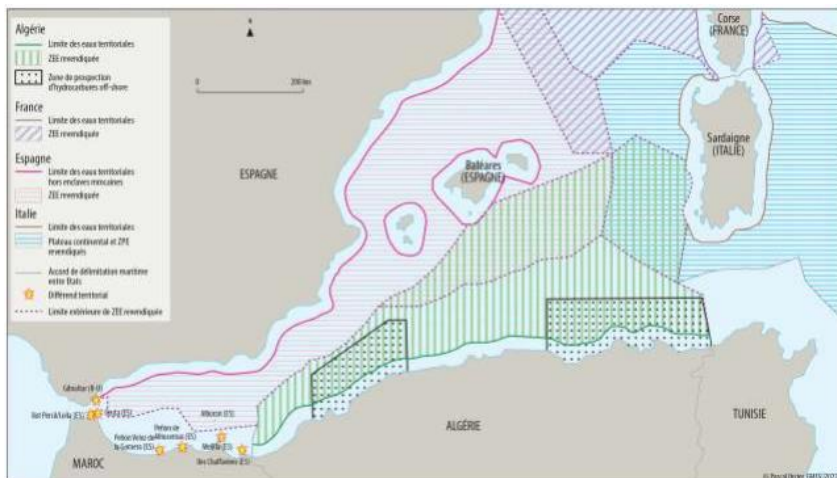
...dont les ressources fossiles potentiellement exploitables restent un facteur de compétition entre États.

Si la Méditerranée est quasi dépourvue de ressources en nodules polymétalliques du fait de conditions environnementales peu propices à leur formation, l'activité volcanique dans la mer Tyrrhénienne et en mer Égée a, en revanche, permis la création de sulfures hydrothermaux.

La richesse biologique qui se développe autour des cheminées hydrothermales présente un intérêt pour les industries pharmaceutique et cosmétique, ainsi que pour la recherche, notamment dans le domaine du traitement des cancers.

La Méditerranée abrite, également, dans sa partie orientale des gisements pétroliers, et surtout gaziers, importants.

La tentation d'une exploitation plus intensive de ces ressources est forte même si l'impact de ces activités sur l'environnement marin devient une préoccupation environnementale majeure.



La compétition pour l'exploitation de ces ressources réelles ou supposées est vive. C'est en Méditerranée orientale que les tensions sont les plus fortes compte-tenu de la politique expansionniste de la Turquie, notamment autour de Chypre.

Mais la Méditerranée occidentale pourrait ne pas être épargnée. L'Algérie a ainsi décrété en 2018 une ZEE qui chevauche celle de l'Espagne et de l'Italie. La France et l'Espagne, qui ont établi leurs ZEE en 2012 et 2013, revendiquent toutes deux une zone de plusieurs centaines de kilomètres carrés qui pourrait contenir des ressources en hydrocarbures.

Et la ressource halieutique est soumise aux pressions anthropiques et aux effets des changements climatiques...

On recense en Méditerranée 17.000 espèces marines dont 17% se trouvent dans les écosystèmes des grands fonds marins.

En Méditerranée, de nombreuses espèces marines sont en danger, menacées par la surpêche, la pollution et le changement climatique.

Le stock halieutique continue d'être largement surexploité en Méditerranée. Seule la mobilisation autour du thon rouge a permis, enfin, de reconstituer les populations. Sa pêche est désormais maîtrisée et durable grâce à l'application stricte des quotas de pêche fixés. Mais, de façon générale, la Méditerranée reste un écosystème fragile.

C'est l'un des espaces maritimes le plus sujet aux effets du réchauffement climatique du fait de ses caractéristiques géophysiques. L'augmentation de la température de l'eau, qui a été de 1°C au cours des 25 dernières années et qui pourrait être de + 2,5° à la fin du siècle, provoque une stratification des couches d'eau avec des températures chaudes en surface qui limite le brassage et la ventilation de l'océan ainsi que l'apport de nutriments venant des eaux froides des grands fonds.

L'acidification des eaux est un autre risque majeur pour la faune et la flore des profondeurs. L'acidité des eaux dans le nord-ouest de la Méditerranée a augmenté de 10% depuis 1995. Si nous continuons à émettre du CO₂ au rythme actuel, l'acidité augmentera encore de 30% d'ici 2050 et de 150% d'ici la fin du siècle.

...Alors que de nouveaux acteurs font leur apparition posant des problèmes de sûreté et de sécurité...

Dans le même temps, les progrès technologiques en matière de drones, de submersibles de plaisance ou simplement d'équipements de plongée autonome permettent l'accès aux fonds

marins d'acteurs non étatiques à des profondeurs autrefois réservées aux seuls États.

L'exemple le plus significatif est celui des submersibles grand public. Les premiers exemplaires ont ainsi fait leur apparition il y a une dizaine d'années sous forme de prototypes destinés à de rares aventuriers des abysses ou des entreprises de haute technologie. Depuis leur développement ne cesse de s'accroître et leur prix les rendent accessible à une clientèle certes fortunée mais néanmoins nombreuse. Il en va de même pour les drones sous-marins.

Dès lors de nouveaux risques apparaissent. On pense bien évidemment à des utilisations militaires, en particulier dans le spectre des opérations spéciales non attribuables, pour des actions contre des infrastructures immergées. La sécurité de la navigation sous-marine peut également être engagée. En cas d'accident, les opérations de sauvetage de tels engins vont nécessiter de nouveaux moyens.

Enfin, la Méditerranée, creuset de nombreuses civilisations thalassocratiques, possède des trésors archéologiques sous-marins. Ce patrimoine archéologique, qui était déjà soumis à des destructions, en raison notamment du chalutage de grande profondeur, pourrait aujourd'hui aisément être victime d'un pillage à plus grande échelle.

...Et où la conflictualité se renforce.

Le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2, dont l'auteur n'a toujours pas pu être identifié, est venu rappeler que les fonds marins sont un nouveau champ de conflictualité entre États.

La Méditerranée est le premier nœud de télécommunications du sud de l'Europe. Quatorze câbles sous-marins atterrissent à Marseille en provenance du monde entier, faisant de cette ville la neuvième place mondiale des *hubs* numériques. Cependant, notre dépendance aux échanges de données nous rend vulnérables aux risques de destruction accidentelle ou volontaire des câbles, ainsi qu'à, dans une moindre mesure pour des raisons techniques à ce stade, l'espionnage des flux d'informations qui y circulent.

Grâce à la flotte câblière d'Orange Marine – 15% de la flotte mondiale – la France possède un opérateur qui a contribué au développement du réseau mondial en installant plus de 240.000 kilomètres de câbles sous-marins de fibre optique. Ses navires ont réalisé plus de 670 réparations sur des liaisons sous-marines, dont certaines à près de 6.000 mètres de profondeur. Face à ces enjeux, la France doit encore renforcer ses moyens de surveillance et de protection du réseau de câbles numériques en Méditerranée.

Ce qui est vrai pour les câbles numériques l'est aussi pour les gazoducs, dont l'importance va croître dans le contexte de la recherche de la fin de la dépendance au gaz russe. Cela le deviendra également pour les réseaux énergétiques au fur et à mesure du développement de champ éolien en mer.

Les enjeux de l'accès aux fonds marins en Méditerranée couvrent donc un large spectre de sujets. Ils nécessitent la définition d'une véritable stratégie nationale et l'octroi de moyens consacrés à sa mise en œuvre.

La stratégie nationale d'exploration et d'exploitation des ressources minérales dans les grands fonds marins, adoptée par une circulaire du Premier ministre le 5 mai 2021, est une première approche.

Elle mérite d'être amendée pour tenir compte des nouvelles orientations gouvernementales et surtout complétée pour embrasser la totalité des enjeux de l'accès aux fonds marins.

*Publié par l'institut FMES dans le numéro 23 d'Études Marines
du CESM de mai 2023*

DÉBATS

La frontière européenne méridionale Dialogue avec Pascal Ausseur, Pascal Orcier et Catherine Wihtol de Wenden

S'il est un lieu où la frontière de l'Europe semble aujourd'hui évidente c'est bien en Méditerranée. Frontière physique, entre ses deux rives, la Méditerranée est une fin clairement délimitée pour l'Europe, géographique comme politique. Mais elle est aussi une unité, un lieu d'intenses passages et brassages, « des civilisations entassées les unes sur les autres » disait Fernand Braudel. Elle est un lieu-miroir, où les héritiers de ces brillantes civilisations se regardent, désormais le plus souvent en chiens de faïence. Pour prendre la mesure des événements et des mutations qui affectent cet espace, nous avons sollicité trois fins connaisseurs, dont les perspectives respectives offrent un précieux éclairage.

Crise migratoire, divergence culturelle, économique et politique, poids des mémoires et des ressentiments, etc. : le tableau est assez noir et l'Union européenne en prend pour son grade. Le débat fait rage et des pistes de solutions s'esquissent. Considérons-les !

Pascal Ausseur est directeur général de la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (Institut FMES), un think-tank dédié aux enjeux géostratégiques en Méditerranée et au Moyen-Orient.

En tant que vice-amiral d'escadre, retiré du service actif en 2018, il a commandé plusieurs navires et participé à de nombreuses missions opérationnelles notamment dans cette région. Il a également occupé des responsabilités dans le domaine politico-militaire.

Il a notamment été chargé des relations internationales de l'État-Major des Armées avec l'UE et l'OTAN et a servi à deux reprises au sein du cabinet du ministre de la Défense : en tant que chef de la cellule internationale « Monde occidental et Asie » de Hervé Morin et en tant que chef du cabinet militaire de Jean-Yves Le Drian.

Pascal Orcier est professeur agrégé et docteur en géographie, enseignant en classes européennes au lycée Beaussier de la Seyne sur Mer (Var). Cartographe, il a réalisé les cartes de nombreux atlas. Spécialiste des pays baltes, en particulier de la Lettonie, il a aussi travaillé sur d'autres régions dont la Méditerranée et le Moyen-Orient. Il est notamment l'auteur d'un *Atlas du Moyen-Orient*, paru en 2020.

Catherine Wihtol de Wenden est chercheuse en sciences politiques, directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au CERI Sciences Po. Elle a publié de nombreux ouvrages et articles sur les migrations et les politiques migratoires, y compris en Méditerranée. Militante, elle défend le droit d'émigrer/droit de migrer.

Pierre-André Hervé (PAH) : La Méditerranée est-elle une frontière ? La notion de frontière est-elle utile pour penser cette région en termes géopolitiques et politiques ?

Catherine Wihtol de Wenden (CWW) : En ce qui concerne les migrations, la Méditerranée est bien une frontière, entre le nord et le sud de cette mer. Elle est à la fois un espace qui sépare et un lieu d'échanges, très traversé. Elle est d'abord une frontière institutionnelle, avec une politique européenne des visas lourdement vécue et tout un arsenal de contrôle de la frontière (Frontex, Système d'informations Schengen, accords de Dublin,

etc.) qui n'a d'égal que la frontière entre les USA et le Mexique. Lieu de passage contrarié, elle connaît une grande mortalité (environ 50 000 morts depuis les années 1990). C'est aussi une frontière démographique : compte tenu du vieillissement de la population en Europe, le seul facteur de croissance y est l'immigration, tandis que le Sud vit sa transition démographique. C'est aussi une frontière économique et politique : il y a peu de démocraties au Sud.

Il y a donc une opposition Nord-Sud, mais il y a aussi des convergences, en partie liées d'ailleurs à cette fermeture car les trafics de passage sont d'autant plus importants que l'entrée est difficile, notamment depuis la mise en place de la politique européenne des visas en 1986. Il y a une ancienneté des liens de travail entre le Maghreb et l'Europe. Il y a des liens transnationaux, familiaux, économiques, culturels (langues, radios, télévision). La rive nord fait rêver celle du Sud, en particulier sa population jeune, sans emploi ou qui aspire à un avenir meilleur. Je précise que pour partir il faut des ressources, non seulement économiques mais relationnelles, de réseaux. Sans réseau, pas de migration, en général. La Méditerranée est un des premiers points de passage des migrations dans le monde.

On a fermé cette frontière méditerranéenne quand on a ouvert les frontières orientales de l'Europe, ce qui a été très mal perçu par les habitants de la rive sud de la Méditerranée. Ces populations sont mal outillées pour dialoguer avec l'Europe, car d'un côté on a une UE très militarisée et répressive donc dissuasive à l'égard des flux migratoires irréguliers et de l'autre la moribonde Union du Maghreb arabe, réunissant les 5 pays du Maghreb, qui a échoué car ses membres sont en conflit entre eux et dans une sorte de concurrence d'image bilatérale avec les États européens.

En conséquence, ils ne font pas front commun dans des négociations qui pourraient être plus efficaces vis-à-vis de l'Europe.

Il y a essentiellement des accords bilatéraux (commerciaux, militaires, etc.) entre les pays de la rive sud et ceux de la rive nord de la Méditerranée. Côté européen, l'Union pour la Méditerranée est quasiment morte, c'était une tentative visant à compenser l'ouverture à l'Est de l'Europe qui a fait suite aux accords de Barcelone de 1995.

L'essentiel de l'activité géopolitique en Méditerranée est tout un maillage d'accords (environ 500) sur le contrôle des frontières, demandant l'externalisation du contrôle des frontières de l'Europe plus loin par les pays de la rive sud. C'est un « *containment* » qui vise à empêcher les gens de partir. Son efficacité est très limitée, les politiques de retour ont 30 ans d'échec derrière elles. Ce n'est pas forcément dans cette voie qu'il faut continuer d'aller. Ce que demandent les pays de la rive sud c'est de pouvoir circuler, ouvrir des voies légales de passage, ce qu'on avait en Europe avant 1974, quand on a fermé l'immigration de travail salarié. Les gens allaient et venaient. L'ouverture à l'Est nous a montré que plus on ouvre les frontières plus les gens circulent et moins ils s'installent.

Aujourd'hui, on paye les conséquences de cette fermeture : ceux qui arrivent à passer, à leurs risques et périls, même s'ils sont en situation irrégulière ne repartent pas car ils essaient de consolider, dans la précarité, leur situation. Plus on ferme plus les gens s'installent, plus on ouvre plus ils circulent.

On a une sorte de blocage de la mobilité autour de la Méditerranée qui est liée à cette frontière institutionnelle accentuée depuis l'institution des visas et que s'est imposée l'idée que les frontières

extérieures de l'UE se situaient notamment en Méditerranée et qu'il fallait les consolider. On est perdants économiquement comme humainement, compte tenu des scènes dramatiques de passage des frontières. L'Europe manque d'imagination dans son entêtement à vouloir regarder la Méditerranée uniquement comme une frontière militarisée.

Pascal Ausseur (PA) : La rive sud de la Méditerranée est un sujet qui, pour le dire trivialement, empoisonne tout le monde. Les politiques ont beaucoup de mal à s'en emparer craignant qu'on en revienne toujours aux mêmes sujets sensibles de migrations, de terrorisme ou de colonialisme. Politiquement, il n'y a rien à gagner à s'occuper des relations entre les deux rives ce qui explique que ces problèmes, faute d'être traités, ont empiré. Contrairement aux attentes, matérialisées par le processus de Barcelone en 1995 qui visait à faire converger les deux rives par l'accroissement des échanges économiques, les deux rives ont divergé. Il n'y a eu ni convergence économique (la zone de libre-échange prévue pour 2010 n'a par exemple pas vu le jour), ni politique, ni sociale, ni culturelle, mais au contraire des divergences accrues. Un des points qui me semble préoccupant est la différence croissante en termes de représentations culturelles et intellectuelles entre les deux rives. Les référents en termes de valeurs, d'organisation de la société, de rapport au religieux, ou de mémoire coloniale sont de plus en plus éloignés.

Cette différence participe d'une incompréhension et d'un ressentiment qui s'accroissent. L'Europe ne fascine plus, son modèle est beaucoup moins attractif qu'au sortir de la Guerre froide, il suscite même un rejet croissant qui n'est pas seulement lié à la lenteur du processus de rapprochement mais également à l'émergence de modèles alternatifs, voire antagonistes vis-à-vis du modèle européen : la Chine, la Turquie, la Russie, l'islam politique.

Une fois ce constat posé, que faire ? Le préalable à la résolution des problèmes de l'espace méditerranéen me semble être le développement économique de la rive sud. Compte tenu des très mauvaises conditions de vie de ce côté-là, rien ne peut retenir les migrants (également issus d'Afrique sub-saharienne) désirant rejoindre l'Europe, pas même le risque de mort. Il n'y a pas, à mon sens, d'alternative à un transfert massif de richesses. Les pays de l'Union européenne, collectivement ou individuellement, transfèrent environ 5 milliards d'euros par an vers les rives est et sud de la Méditerranée (dont environ 1 milliard à destination de la Turquie dans le cadre du « deal migratoire »), un chiffre qui peut sembler important mais qui est en réalité dérisoire au regard des enjeux. Les recettes du passé, du libéralisme économique à la convergence culturelle sur le modèle du melting-pot, paraissent en tout cas inopérantes.

CWW : Les travaux de recherche, qui n'ont rien d'idéologique, menés par l'OCDE ou l'Institut de recherche sur le développement (IRD), montrent tous que le développement accélère la migration : plus il y aura de développement au Sud, plus il y aura de mobilité. Quelles que soient les différences, les habitants de la rive sud nous ressemblent aussi beaucoup et, comme nous, ils veulent bouger. Ils aspirent à la mobilité pour se donner de nouvelles opportunités. Par ailleurs, la démographie est un facteur de convergence. Aujourd'hui, le taux de natalité au Maghreb est de 2,5 enfants par femme, un chiffre qui se rapproche des taux moyens européens. La région a connu une transition très rapide, en une génération on est passé de 6 enfants par femme à 2,5. Les taux de scolarisation ont aussi beaucoup augmenté, l'égalité garçons-filles pour l'accès à l'école s'améliore également. Les médias, partagés entre les deux rives, sont un autre facteur de convergence. Le tout alimente un cercle : plus il y aura de développement économique, plus cette convergence va s'accroître, car plus il y a de migration plus il y a

de développement, notamment via les transferts de fonds (550 milliards de dollars par an envoyés par les migrants vers leurs pays d'origine ; un chiffre d'ailleurs en chute de 20% lors de la crise sanitaire mondiale) et plus il y a de développement plus il y a de migration. En résumé, le développement n'est pas une alternative à la migration, il l'accompagne.

On a trop souvent tendance à considérer ce qui se passe dans le sud de la Méditerranée comme ce qui s'est passé dans le sud de l'Europe, c'est-à-dire en Italie, en Espagne, au Portugal et en Grèce, où il y a eu un arrêt de la migration quand ces pays sont entrés dans une phase de développement. D'une part, il y a eu dans ces pays à partir de ce moment un déclin démographique radical, alors que la rive sud a déjà largement convergé sur le plan démographique. D'autre part, ces pays sont entrés dans l'UE et ont bénéficié des facilités de mobilité interne, ce qui n'arrivera pas aux pays de la rive sud.

Comme le demande le Pacte de Marrakech, préparé par Kofi Annan et adopté en 2018, il faut légaliser toute une série de parcours migratoires. Alors que l'Europe subit un déclin démographique et manque de main d'œuvre, il est rationnel d'ouvrir plus largement des voies légales pour l'immigration de travail. Les gens viendront travailler avec des contrats au lieu de traverser la Méditerranée sur de frêles esquifs. Plus les gens viendront légalement plus ils feront des allers-retours. Le grand enseignement de l'ouverture de l'Europe à l'Est c'est que les gens ne se sont pas installés, contrairement à ce qu'on imaginait au début, mais ils ont circulé car ils pouvaient aller et venir. L'avenir pour la rive sud c'est de s'installer également dans la mobilité comme mode de vie, plutôt que s'acharner comme depuis 30 ans sans aucun succès à verrouiller les frontières précisément au niveau de la Méditerranée.

Pascal Orcier (PO) : La crise du COVID a révélé la pénurie de main d'œuvre au sein de la rive sud également. L'ouverture vers l'Europe n'achèverait-elle pas de priver les États du Sud de cadres nécessaires au bon fonctionnement de leur pays, notamment dans le secteur médical et hospitalier ?

Par ailleurs, concernant l'échec des projets de rapprochement entre les deux rives, il faut reconnaître que toutes les politiques tentées localement ont échoué : l'idéologie nassérienne du panarabisme a échoué, les tentatives unificatrices de Kadhafi aussi, les constructions nationales ont dans l'ensemble tenu, à l'exception de la Libye, mais au prix de pouvoirs autoritaires, les Printemps arabes ont déçu, la Ligue arabe en plus de soixante-dix ans d'existence n'est pas même parvenue à mettre en place une zone de libre-échange...

Autre point, la guerre en Ukraine a rappelé combien la rive sud a vu sa dépendance accrue dans le domaine alimentaire. Les livraisons de blé sont cruciales pour la stabilité des États et des pouvoirs en place. Poutine a pillé certains entrepôts ukrainiens pour alimenter le régime de Bachar El-Assad en période de soudure, pour acheter la paix civile. L'Égypte, un des plus gros importateurs mondiaux de céréales, est sous pression. Les États de la rive sud n'ont pas trouvé de modèle de développement satisfaisant, sans parler de développement durable. Les hydrocarbures ont créé l'illusion d'une manne à même de faire fonctionner ces États, mais la rente a été captée par une oligarchie et a permis à cette dernière de financer son système répressif.

Avec la fin de la Guerre froide, les conditions paraissaient favorables, le Maroc en particulier était une sorte d'arrière-cour immédiate de l'Europe, il envisageait même de se porter candidat à la CEE. Mais l'élargissement à l'Est a marqué une rupture, en se

faisant au détriment de la rive sud. Ajoutons à cela la réactivation de la question mémorielle et la montée de l'islamisme (attentats de Paris en 1995, dans le contexte de la « Décennie noire » de l'Algérie). Ce dernier a suscité de nouvelles peurs et pris le relais, en quelque sorte, du « péril rouge » venant de l'Est.

CWW : La fuite des cerveaux est en effet un enjeu en particulier pour les petits pays. Mais c'est la responsabilité des États concernés de se rendre plus attractifs pour leurs élites. Certains pays trouvent d'ailleurs un intérêt dans le départ de leurs élites qui rapportent ensuite des transferts de fonds. La jeunesse est un sujet crucial. Si l'âge médian en Europe est de 41 ans, il est de 25 ans au Maghreb et de 19 ans en Afrique subsaharienne. Le poids de cette jeunesse, lié au passé démographique de ces pays, fait que l'éducation de classes d'âge aussi nombreuses a un coût public considérable pour beaucoup de ces États. L'insertion professionnelle de cette jeunesse peu ou mal formée est problématique. L'agitation et l'instabilité de leurs sociétés en est aussi une conséquence. Plus généralement, le problème dans les pays du Sud est surtout politique : absence de démocratie, de liberté d'expression, clientélisme, etc. L'Europe devrait se préoccuper de ces problèmes de gouvernance quand elle négocie sur d'autres aspects avec ces pays.

PA : Cette analyse est à mon sens trop euro-péo-centrée. Ce n'est pas parce que les Européens ont trop regardé vers l'Est que les populations du Sud ont rejeté progressivement le modèle européen. Il y a eu un grand changement, plus large que la chute du mur en Europe, depuis les années 1990 avec l'émergence de modèles alternatifs au modèle européen. Cela impose de se poser des questions sur notre modèle, probablement trop exclusivement centré sur sa dimension économique libérale. Si une partie de la jeunesse du Sud regarde en effet les télévisions occidentales,

d'autres parties – de plus en plus importantes – regardent les chaînes du Golfe ou turques. La pratique de la langue française s'est affaiblie au sein de cette jeunesse. Une élite reste certes bien insérée dans les réseaux connectés à l'Europe et se trouve à l'aise dans la mobilité Sud-Nord, mais une grande partie de la population vit cette situation beaucoup plus mal et trouve même insupportable de voir ses médecins partir en France par exemple. Cela nourrit un ressentiment très fort au Sud qui renforce la frontière psychologique, intellectuelle et culturelle qu'est aussi la Méditerranée.

Il faut tirer les leçons de la politique que nous avons menée depuis 30 ans. Qu'avons-nous manqué ? Pourquoi les initiatives lancées dans les années 1990, fondées sur une intégration socio-économique, ont-elles échoué ? Une des pistes me semble d'accepter le fait que les deux rives sont différentes. L'idée de conditionner l'aide à des réformes politiques, en imposant des règles occidentales de gouvernance et d'éducation, est désormais perçue comme du néocolonialisme. En la matière, l'action menée en Afghanistan est le contre-modèle par excellence.

Comment faire en sorte que les deux rives de la Méditerranée cessent de diverger et que leurs populations vivent de la manière la plus harmonieuse possible ? J'y reviens : par un transfert massif de richesses. Encore faut-il pour cela réviser nos règles d'attribution de l'aide au développement, afin de mieux prendre en compte les modes de fonctionnement des pays auxquels on s'adresse et ainsi gagner en efficacité et éviter la critique en néocolonialisme.

PAH : Quelles relations politiques envisager entre l'UE et ses partenaires de la rive sud de la Méditerranée, alors que beaucoup sont des États autoritaires ? Une tentation peut être de court-circuiter ces États en parlant

directement avec la société civile, souvent contestataire, au risque d'accentuer les tensions avec les États et en leur sein. À partir de ce contexte politique, quelle relation Nord-Sud « intelligente » imaginer ? Comment parler à la fois avec ces États et leur société civile ?

CWW : Il y a depuis longtemps des formes de coopération décentralisée. L'aide au développement ne se limite pas à des accords d'État à État. Beaucoup d'États européens mènent des actions de codéveloppement décentralisé, en signant des accords avec des associations de développement, en envoyant directement l'argent aux populations concernées, précisément pour court-circuiter des régimes considérés comme peu fiables. L'Agence française de développement est très active à cet égard. Il y a d'autres instruments, comme par exemple la coopération interurbaine. Une ville comme Montreuil, qui accueille la deuxième population malienne au monde après Bamako, a signé des accords avec la capitale malienne pour toute une série d'actions de développement urbain, autour de la gestion de l'eau notamment. Des actions similaires associent des villes françaises et maghrébines ou subsahariennes. Elles permettent de soutenir des initiatives de populations locales. Il faut toutefois noter un problème : ces actions concernent surtout des régions de départ de populations migrantes et créent parfois des décalages avec des régions moins marquées par des traditions migratoires et qui en conséquence reçoivent moins d'aide. Dans l'ensemble, cela reste un moyen efficace de contourner la mauvaise gouvernance d'États de la rive sud de la Méditerranée.

PA : Pour réaliser le transfert massif de richesses, il faudra passer par tous les canaux possibles, des réseaux d'hommes d'affaires aux réseaux de municipalités, sans oublier bien sûr les canaux étatiques existants. Sans forcément fermer complètement les yeux

et déverser l'argent sans contrôle, il faut accepter que les modes de fonctionnement soient différents de ceux de la Commission européenne et être un peu plus patient. Le cas du Rwanda est intéressant. Sous l'effet, il est vrai, de l'histoire particulière de cette région marquée par le génocide des populations tutsis, les Occidentaux ont largement laissé faire le régime de Kagamé, pourtant peu démocratique mais qui a permis un développement très important de son pays. Ma propre expérience de coopération entre think-tanks méditerranéens me convainc aussi que, lorsqu'on accepte l'altérité, c'est-à-dire dès qu'on respecte le point de vue de l'autre, on peut apaiser un débat. L'indifférenciation crée de la tension, avec des phénomènes de résistance de la part de populations qui se sentent désappropriées, dépossédées de leur culture, de leur mode de vie. Y renoncer, accepter une différenciation et l'assumer peut être le point de départ d'une relation plus apaisée. Dès lors qu'on acte nos différences, on réduit la rivalité mimétique et on peut plus facilement discuter d'un rapprochement.

Un mot sur le Maghreb : il y a sur ce sujet un énorme éléphant dans la pièce, c'est la relation franco-algérienne. Le Président Macron a tenté d'ouvrir un nouveau chapitre dans cette relation, sans réel succès jusqu'à présent car, dans ce cas, le ressentiment est entretenu depuis 60 ans. Il faut je pense accepter que la France et l'Algérie aient des trajectoires différentes et peut-être est-ce en acceptant cette altérité qu'on pourra poser les bases d'une nouvelle discussion plus positive. C'est la démarche inverse de celle engagée dans les années 1990 quand on a annoncé qu'on allait converger en faisant fi des différences.

PAH : L'Europe n'adopte-t-elle pas d'ores et déjà cette position en retrait, plus modeste ? L'exemple syrien est parlant, l'Union européenne y est un acteur humanitaire

important, elle envoie des fonds considérables pour soutenir les populations locales, tout en restant en retrait sur le plan politique. Ne rechigne-t-elle pas désormais à chercher à imposer sa vision parce qu'elle a compris à quel point son entreprise coloniale et la violence qui l'avait accompagné avaient été mal perçues ?

CWW : L'Europe n'est pas si en retrait que cela, sur le plan de la politique migratoire en particulier elle dispose de leviers. C'est elle qui a demandé en 2016 à la Turquie de garder sur son territoire les 4 millions de réfugiés syriens, en échange de 6 milliards d'euros et de quelques autres concessions dont l'allègement des visas pour les citoyens turcs. Elle a par ailleurs son mot à dire dans le conflit qui oppose la Grèce à la Turquie. Cette dernière est signataire de la Convention de Genève de 1951 sur l'asile mais n'a jamais adopté le Protocole de New York de 1967 qui élargit la Convention aux nouveaux groupes de réfugiés apparus après 1951. Cela signifie qu'en Turquie on ne peut être réfugié au titre de la Convention de Genève que si l'on est Européen, ce qui n'a plus beaucoup de sens aujourd'hui.

En conséquence, les Syriens qui veulent le statut de réfugiés essaient de passer en Grèce. De son côté, celle-ci gère mal les migrants qui arrivent de Turquie, elle les laisse patienter dans de très longues procédures arguant de ses difficultés à accueillir un tel flux. Les États de la rive sud mènent une « diplomatie des migrations », ils ont bien compris le malaise européen autour des migrations et l'importance stratégique que cela leur confère.

C'est le cas en particulier de la Turquie et du Maroc qui constituent une sorte de bouclier contre les migrations du Proche-Orient et de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe et jouent de cette situation

en ouvrant ou fermant les frontières selon les contextes et en signant des accords avec les pays de l'UE.

PA : Je ne pense pas que l'Europe soit en retrait au Proche-Orient en raison de son histoire coloniale avec cette région. Au contraire, la France y est plutôt bien perçue, notamment au Liban. C'est très différent du Maghreb et surtout de l'Algérie où en effet la France pâtit d'une très mauvaise image. Si l'Europe est faible c'est parce qu'elle a peur non seulement des migrants mais de la complexité géopolitique et de la prise de risque que cette complexité implique. En face, les nouveaux compétiteurs n'ont plus peur et voient bien les nouveaux espaces de manœuvre qui s'ouvrent à eux.


L'Europe gagnerait à s'adapter à ce nouveau monde. La *realpolitik* n'implique pas de se renier mais d'accepter que les autres ne soient pas ce que nous sommes. Sur cette base, on peut trouver un nouvel équilibre, ici par le rapport de forces, là par la négociation, là encore par la coopération. Les politiques de « la forteresse » ou de « la porte béante » sont, à mon avis, toutes les deux délétères.

*Publié le 31 mai 2023 par l'institut FMES et initialement publié
par le Cercle Agénor*



Institut FMES

 Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 info@fmes-france.org

 www.fmes-france.org

